

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 42 – 12 septembre 2025

## Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Traversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

ContreTemps: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: [www.syllepse.net/cahiers-spartacus-\\_r\\_88\\_va\\_1.html](http://www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html)

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

Massari Editore, [www.massarieditore.it](http://www.massarieditore.it)

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

Les Utopiques: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: [newpol.org](http://newpol.org)

Presse-toi à gauche!: [www.pressegauche.org](http://www.pressegauche.org)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

Traversales: [www.traversales.net](http://www.traversales.net)

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE  
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0338-7

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

# Table des matières

Comment aborder des sujets difficiles?

KATYA GRITSEVA

5

Comment aborder des sujets difficiles ?

BERNARD DRÉANO

9

## PAROLES D'UKRAINE

Crimée: « La Russie n'a pas complètement gagné »

ENTRETIEN AVEC KARYNA TCHMELIUK

12

Comment les sans-abri vivent à Odessa

MARINA I.

16

Pourquoi Zelensky a-t-il remanié le gouvernement ?

VITALIY DUDIN

31

Antiautoritaires au combat

SOLIDARITY COLLECTIVES

36

Comment travaillent les enseignantes ukrainien-nes à 60 kilomètres du front

OLENA TKALITCH

38

## PAROLES FÉMINISTES D'UKRAINE

Front intérieur et front extérieur

ENTRETIEN AVEC LES FÉMINISTES DE BILKIS

44

## PENBDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

49

Que se passe-t-il à l'hôpital central du ministère de l'intérieur ?

SOYEZ COMME NOUS SOMMES

61

Dévalorisés, mais prêts à se battre: ce que disent les travailleurs de la santé

SOYEZ COMME NOUS SOMMES

64

Armée: question de discipline

VIOLETTA KIRTOKA

68

## SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

Libérez Matsola et Juravlev

COMITÉ BELGE DU RESU

73

### LES NÔTRES

« Ce qui est arrivé est arrivé, ce n'est pas ce que nous voulions »

ANNA KRAVETS

77

Défendre la liberté sans dogme

MIROSLAV TOMEK

87

### ÉCLAIRAGES

La guerre et la crise de la petite agriculture en Ukraine

NINA POTARSKA ET ANDRIY BAHINSKY

94

Pourquoi la guerre de la Russie est liée au capitalisme en crise

IVAN BAKALOV RÉPOND À JAN BĚLIČEK

101

Le grand-père enterré dans le jardin

SERGIO RAMÍREZ

115

### PRISES DE POSITION

La gauche danoise et l'Ukraine

BJARKE FRIBORG

119

De Valmy à l'Ukraine : la force d'une nation en armes

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

125

Carnets de guerre

ANTOINE RABADAN

142

### BONIMENTEURS ET BONI-MENTEURS

Ukraine : pourquoi LF « I » ment ?

PATRICK LE TRÉHONDAT

152

À propos des déclarations de Jean-Luc Mélenchon sur l'Ukraine et Zelensky

DÉCLARATION DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU

153

### BOÎTE ALERTE

156



# Comment aborder des sujets difficiles?

Katya Gritseva<sup>1</sup>

Comment parler de choses graves. Chaque jour, quelqu'un meurt. Des roquettes volent, nous sommes privés de sommeil.

Nous sommes des militants. Nous nous jetons dans la lutte sociale parce que nous pensons que c'est important. Mais aussi parce que nous ne voulons pas penser uniquement à la guerre. Pourtant, il est impossible de ne pas y penser. Parce que chaque jour, quelqu'un meurt: des amis, d'anciens camarades de classe, des proches. Chaque jour, quelqu'un part à la guerre, quelqu'un perd sa maison, sa ville, sa région. La mer, les champs, la forêt. Qui sera le prochain et que va-t-il se passer ensuite?

---

1. Katya Gritseva est une militante syndicale étudiante ukrainienne du mouvement Priama Diia (Action directe), une socialiste, une artiste. Elle est née à Marioupol (ville actuellement occupée par l'agresseur russe) dans une famille ouvrière. Intervention à l'Université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité (UEMSS) à Bordeaux, 23 août 2025.

Des camarades partent à la guerre, ils changent, on a du mal à les reconnaître. Quelqu'un passe à côté de vous et le bruit de ses pas vous irrite. Le moindre bruit retentissant vous oblige à vous cacher.

Chaque jour, tout change : combien de temps pouvons-nous encore tenir? Certains sont déjà brisés, d'autres le seront demain. Quand atteindrez-vous votre limite personnelle? J'ai besoin et envie de parler de la lutte sociale des mouvements progressistes en Ukraine. Mais le fait est que je ne peux pas en parler sans évoquer la guerre, et j'aimerais un jour pouvoir avoir cette perspective, mais tant que l'impérialisme russe existera, le traumatisme ne pourra pas disparaître. Je ne serai pas libre de m'exprimer complètement.

Trois ans de guerre. Et chacun a accumulé de nombreuses histoires. Lorsque je raconte la mienne, les gens ont tendance à me plaindre et à me dire que je suis forte. Lorsque j'écoute les histoires des autres, j'ai envie de les plaindre et de leur dire qu'ils sont forts. Il y a toujours quelqu'un dont l'histoire est plus effrayante et plus terrible. En écoutant mes camarades palestiniens, j'ai été choquée d'apprendre que ce qui n'a duré que quelques mois à Marioupol - le blocus, la faim, les bombardements constants - dure déjà depuis longtemps à Gaza et en Cisjordanie. Ma ville, Marioupol, est actuellement occupée, soumise à une propagande russe constante et à l'exploitation. La ville a été détruite, mais au moins, elle n'est plus bombardée. Les soldats russes violent les femmes qui y résident, les hommes d'affaires russes bafouent les droits des travailleurs, parler



sa propre langue est un crime. Mais au moins, ma mère a de l'électricité et de l'eau. Quel sens a la pitié et qu'est-ce qu'un véritable soutien? Comment mettre fin à toutes les guerres? Ce sont des questions trop complexes qui, en tant que militante sociale en Ukraine, ne m'aident pas vraiment à agir. Il y a une frustration totale et l'impossibilité de se souvenir de ce que signifie la stabilité. Mais il est nécessaire de continuer à avancer et d'apporter notre petite contribution à la cause commune.

Nous devons rester humanistes, mais pour cela, nous devons toujours rester curieux et garder foi en l'être humain. Être progressiste, c'est cultiver la compréhension des autres ou prouver que nous sommes meilleurs qu'eux, que nous savons mieux qu'eux? Je suis souvent déçue par les gens de mon pays, mais je veux les comprendre, je veux les soutenir lorsqu'ils font des pas vers la démocratie et la justice sociale.

En juillet dernier, nous avons été témoins de manifestations spontanées massives contre une loi interdisant les institutions anticorruption. Nous avons eu le sentiment qu'un événement important, inattendu et passionnant était en train de se produire. En France, nous sommes habitués à de tels bouleversements, mais en Ukraine, même avant que la population et les rues ne soient épuisées par la guerre, les manifestations de masse étaient rares. Et pourtant, dans plusieurs grandes villes, les citoyens sont descendus dans la rue, unis contre cette loi controversée.

Nous n'avons aucune illusion sur cette manifestation, qui était en fait assez libérale, mais pour mes camarades, il était essentiel de s'y

joindre et d'y apporter un programme social. Nous avons été agréablement surpris de voir que les gens étaient capables de se mobiliser même en temps de guerre. Nous apprenons seulement à redonner le contrôle des processus qui se déroulent dans le pays au peuple, aux exploités et aux opprimés. La guerre a créé la nécessité d'agir différemment, d'être inventifs et attentifs. Nous ne cherchons pas à attirer toute l'attention sur nous, mais nous sommes devenus plus attentifs à nos sœurs dans le malheur, aux pays qui souffrent également des ambitions impérialistes.

Dans différentes régions du monde, des personnes continuent de s'entretuer pour des ressources. Nous n'avons pas beaucoup évolué depuis le Moyen Âge, si ce n'est que les armes sont désormais plus terrifiantes et invisibles. Le concept de décolonialisme est devenu naturel pour beaucoup, même s'ils ne connaissent pas encore ce mot ou n'ont pas lu Fanon. Cependant, comment élargir et approfondir les revendications sociales? La grande majorité des citoyens ukrainiens ont un besoin urgent de soutien social. Beaucoup ont appris à se soutenir mutuellement, à partager leurs ressources, à organiser des activités publiques. En 2024, le premier syndicat de locataires a été fondé; en 2023, nous avons relancé le syndicat étudiant Priama Diia, ce qui a en fait signifié la création d'un mouvement étudiant de gauche à partir de zéro; en 2022, des «collectifs de solidarité» ont commencé à se former, un réseau de soutien aux soldats antiautoritaires.

La médecine, l'éducation, les transports publics et d'autres infrastructures sont



constamment soumis à la double frappe des missiles russes et des réformes néolibérales. Un recteur d'université, un propriétaire d'usine, un ministre, un directeur: tous justifient leurs actions antisociales par la guerre. «Nous n'avons pas d'argent, nous sommes en guerre, taisez-vous, nous sommes en guerre.» Les conflits de classe s'intensifient, et la chose la plus stupide dans notre situation serait de rester les bras croisés à attendre une révolution, de donner des leçons de morale. Notre avenir et notre capacité à survivre dépendent directement de notre capacité à unir les gens malgré leur atomisation pathologique, de notre capacité à développer des initiatives citoyennes.



Nous n'avons pas besoin de pitié mais de compréhension et de respect. Nous avons besoin d'un dialogue direct. Nous avons besoin d'être entendus. Cependant, nous avons également beaucoup à apprendre: mieux écouter les autres peuples opprimés, cultiver notre curiosité. La catastrophe provoquée par la Russie est horrible et doit être stoppée, mais en même temps, quelque chose de véritablement nouveau est en train de naître et de se développer dans les vides qu'elle a créés, dans les blessures qu'elle a exacerbées.

En tant que mouvement de jeunesse, nous recherchons de nouvelles formes d'organisation des masses. Nous devons comprendre comment développer un mouvement libre de toute tendance capitaliste, patriarcale, autoritaire et exploiteuse, et l'utiliser pour avancer vers une société libre et égalitaire. L'activisme étudiant n'est que l'une des premières étapes vers la création d'une culture de l'engagement.

En deux ans et demi d'existence, nous avons uni et rallié de nombreux jeunes à des idées progressistes; nous sommes devenus l'un des mouvements les plus visibles et les plus importants d'Ukraine. Nous acquérons de plus en plus d'expérience, nous apprenons de nos erreurs et de nos victoires, mais ce qui est également important, c'est que nous essayons d'établir des liens solides avec des mouvements similaires en Pologne, en Géorgie, en Serbie, en France et dans d'autres pays, car nous savons que notre lutte est mondiale.

Je suis heureuse d'avoir été invitée dans cette université. Chacun d'entre vous peut discuter avec moi, débattre, argumenter. Vous pouvez être en désaccord et garder votre propre opinion, vous n'êtes pas obligés d'adopter ma position. Mais je vous invite à trouver en vous l'intérêt et la curiosité sincère pour ce qui se passe dans mon pays. Venez me parler.



# Comment aborder des sujets difficiles ?

Bernard Dréano<sup>1</sup>

C'était donc la question posée par Katya Gritseva, de l'organisation étudiante ukrainienne Priama Diia, lors de l'Université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité (UEMSS) à Bordeaux, le 23 août 2025.

Cette UEMSS tenait sa quatrième édition : 2000 participant·es à des ateliers et plénières sur les luttes sociales, environnementales, féministes, antifascistes, etc. Une initiative conjointe du mouvement Attac et du Collectif CRID – née en 2018 à Grenoble, puis en 2021 à Nantes et en 2023 à Bobigny. Avec le concours de dizaines d'autres associations, nationales et locales, par exemple à Bordeaux, le RADSI Nouvelle Aquitaine.

Trois témoins internationaux prenaient la parole à l'ouverture, Dima Issa, de Al Haq, ONG palestinienne de défense des droits, Marsha Niemeijer, syndicaliste des États-Unis, et Katya Gritseva.

Au cours de cette université d'été on a parlé un peu de l'Ukraine, des antguerre de

Russie, des soutiens que les mouvements français pouvaient apporter à leurs homologues en Ukraine. Comme chaque année de nombreux mouvements ou partis progressistes ont tenu leurs traditionnelles rencontres d'été, mais, à quelques exceptions près (dont le Nouveau Parti anticapitaliste), on n'y a guère parlé d'Ukraine, et moins encore de solidarité avec les progressistes ukrainiens. Jean-Luc Mélenchon s'est même permis lors du discours d'ouverture des Amfis (la rencontre d'été de La France insoumise) de reprendre le discours poutinien attaquant l'Ukraine et de nier explicitement l'existence de tout mouvement progressiste dans le pays.

En Ukraine, la majorité parlementaire et le gouvernement actuel peuvent être classés, selon nos critères, «à droite». Malgré la fatigue et les immenses difficultés, les Ukrainiens et Ukrainiennes sont, dans leur immense majorité,



1. Bernard Dréano est coprésident du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Il a notamment publié *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine*, Paris, Syllepse, 2023.

engagé-es dans la défense du pays contre l'agression russe. Une société civile active et plurielle est vivante malgré la guerre, et notamment des mouvements dont l'orientation et l'action est progressiste : des syndicats – confédérés ou autonomes –, des associations de défense des droits, des groupes féministes, LG-BTQI, écologistes, de locataires, de solidarité avec les victimes de guerre, des mouvements politiques (écosocialistes, sociaux-démocrates, anti-autoritaires...), etc.

Parmi ces mouvements, il y a le syndicat étudiant Priama Diia, initialement créée à Kyiv et Lviv et qui s'est étendu dans plusieurs villes. Lors de son troisième congrès, début août 2025, ses adhérent-es ont décidé de renforcer leurs actions, pour la défense des droits et des conditions de vie des étudiant-es, la solidarité avec celles et ceux qui sont au front, la qualité de l'éducation. Ils et elles ont contesté, avec d'autres organisations étudiantes, la nomination du ministre de l'éducation Andriy Vitrenko, corrompu et incompetent, et plus généralement ils et elles s'opposent à la politique néolibérale du gouvernement et à la privatisation de l'enseignement.

Ils ont bien entendu participé, en juillet 2025, à la «révolution des cartons», des manifestations de rue (qui sont, loi martiale en temps de guerre oblige, supposées être interdites), contre le démantèlement des instances anticorruption voté par le Parlement et ils ont obligé la présidence à reculer.

Mais, dans le contexte tendu actuel, ces mouvements, dont Priama Diia, sont aussi critiqués, attaqués parfois physiquement par des

petits groupes d'extrême droite, et menacés par certains secteurs conservateurs qui trouvent que ces trublions contestent les politiques néolibérales (et la corruption qui va avec) et voudraient bien profiter de l'état de guerre pour les réduire au silence. Dans pareil contexte, toute manifestation de solidarité internationale, modestement concrète et/ou symbolique et politique, a un double effet immédiat : d'une part, pour le moral des Ukrainien·nes ; d'autre part, pour leur protection et le rapport de force face à ceux qui veulent les faire disparaître : un soutien de syndicats européens ou autres avec les syndicalistes, de défenseurs des droits avec les défenseurs des droits, de féministes avec les féministes, des gauches avec la gauche ukrainienne et bien entendu, d'étudiant-es avec les étudiant-es.



PAROLES  
D'UKRAINE

# Crimée : « La Russie n'a pas complètement gagné »

## Entretien avec Karyna Tchmeliuk<sup>1</sup>

La Crimée restera russe. La sentence du Kremlin est reprise de Paris à Washington et contresignée. Les puissants en ont décidé ainsi. Se clôturait ainsi ici tout avenir démocratique des peuples de Crimée. Pourtant dans leurs calculs autoritaires, les puissances oublient, à l'habitude, un seul facteur pourtant décisif : la volonté des peuples. Karyna Tchmeliuk, qui est née et a grandi en Crimée, nous parle de la résistance populaire en Crimée qui refuse ce sombre destin que les puissants lui assignent. Elle revient aussi sur la longue tradition démocratique du peuple tatar.



*Karyna, peux-tu te présenter ?*

Je m'appelle Karyna Tchmeliuk, je suis née et j'ai grandi à Simferopol, la capitale de la Crimée. Après avoir obtenu mon diplôme d'études secondaires, j'ai décidé d'entrer à l'université à Kyiv en raison de ma position pro-ukrainienne. En 2022, je suis retournée en Crimée, où mes parents vivent toujours, pour les vacances d'hiver, et je me suis retrouvée bloquée lorsque la guerre a éclaté. Lorsque j'ai tenté de rejoindre Kyiv en 2023 via la Russie, la Turquie et la

Moldavie, j'ai été arrêtée à l'aéroport de Chişinău et n'ai été libérée qu'au bout de quatre jours grâce à l'aide de Priama Diia, le syndicat étudiant indépendant.

*Quelle est la situation actuelle en Crimée ?*

Les occupants ont pratiquement détruit toute activité civique, sans parler de la démocratie représentative. Il n'y a pas de liberté d'expression. Beaucoup de personnes qui soutenaient l'Ukraine sont parties, et beaucoup de celles qui sont restées ont peur d'exprimer leur opinion. La Russie, en violation du droit international humanitaire, a mobilisé des habitants pour la guerre en Ukraine. Il y a toutefois encore de l'espoir, car il existe de nombreuses personnes bienveillantes qui peuvent être persuadées de participer à des initiatives citoyennes, à des organisations locales et à l'entraide.

*Quelles formes de résistance à l'impérialisme russe existent et qui sont les acteurs sociaux impliqués ?*

Les membres de la résistance sont issus de différentes origines ethniques : Ukrainiens, Tatars de Crimée, Russes et autres. L'ethnicité ne joue pas un rôle important ici, c'est plutôt la position politique et morale qui compte. Certaines personnes participent à des actions telles que la distribution d'autocollants ou de tracts, la réalisation de graffitis, des incendies de points de recrutement ou d'autres sites militaires. D'autres travaillent avec les services de renseignement ukrainiens. De plus, le simple fait d'être présent en Crimée en tant que personne qui soutient la

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat. 24 juin 2025.

liberté, nos communautés et la paix fait déjà partie de la résistance. Ces personnes existent et les occupants n'ont pas complètement gagné.

*La Crimée et les Tatars ont une longue histoire démocratique. Peux-tu nous en parler ?*

Je ne suis pas vraiment une experte en histoire des Tatars de Crimée, mais je peux dire que les Tatars de Crimée ont des traditions démocratiques. Le khanat de Crimée, qui a existé du 15<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle, était une monarchie sous la suzeraineté de l'Empire ottoman, mais il comportait certains éléments de gouvernance

représentative. Le Kurultai était une assemblée traditionnelle composée de nobles (*beys*), de chefs religieux et de chefs de tribus (*mirzas*), qui jouait un rôle essentiel dans les décisions politiques, notamment l'élection du khan. Il était chargé de la gestion des affaires intérieures et extérieures, et pouvait même destituer le khan, ce qui montre des caractéristiques proto-parlementaires ancrées dans les traditions turques et mongoles de prise de décision collective. Les Tatars de Crimée ont maintenu, dans une certaine mesure, des systèmes de gouvernance décentralisés et communautaires grâce aux conseils de *mahalla*, des organes locaux autonomes



dans les villages et les quartiers urbains. Ces conseils s'occupaient du règlement des litiges, de la charité et de l'éducation. Le droit coutumier (*adat*) coexistait avec la loi islamique (*charia*), témoignant d'une culture juridique flexible et axée sur la communauté.

Après la révolution de 1917, les Tatars de Crimée ont proclamé la République populaire de Crimée, basée à Bakhtchysaraï. Il s'agissait de la première république démocratique musulmane laïque au monde, avec le suffrage universel (y compris pour les femmes), des droits civils et une structure parlementaire.

Après la déportation massive des Tatars de Crimée en 1944, ceux-ci ont établi des conseils nationaux et des assemblées informelles en exil (principalement en Ouzbékistan), ont organisé des écoles clandestines, ont préservé leur langue et leur culture et ont pratiqué la pétition collective et l'engagement civique. Leurs méthodes étaient souvent ancrées à la base et communautaires, témoignant d'une tradition résiliente de démocratie directe sous une oppression extrême.

Après leur retour en Crimée, les Tatars ont formé le Mejlis du peuple tatar de Crimée, un organe représentatif élu chargé de défendre leurs droits et de coordonner la vie nationale. Le Kurultai, rétabli en tant que congrès national, élit les membres du Mejlis. Il fait aujourd'hui office de parlement en exil, depuis que la Russie a interdit le Mejlis après avoir occupé la Crimée en 2014.

*Quelles formes d'auto-organisation existent aujourd'hui en Crimée ?*

L'auto-organisation politique en Crimée est aujourd'hui très difficile et dangereuse, elle ne concerne donc pas une grande partie de la population. Cependant, l'auto-organisation ne peut pas être uniquement politique. Elle peut viser à résoudre des problèmes au niveau le plus local. Par exemple, de nombreux Criméens s'impliquent dans l'auto-organisation au niveau des immeubles : ils participent à des discussions dans des groupes, résolvent collectivement des problèmes communs et gèrent les questions quotidiennes de leur communauté. Une telle forme d'auto-organisation peut se développer pour atteindre des objectifs plus ambitieux et devenir le fondement d'initiatives civiques locales.

*L'année dernière, le gouvernement ukrainien a voulu fermer l'université Tauride, une université criméenne, qui s'était réfugiée à Kyiv afin de préserver la culture tatare, en la fusionnant avec une autre université. Quelle est la situation aujourd'hui ?*

La question a été reportée à 2025 en raison de la mobilisation des étudiants, professeurs et de l'administration de l'université Tauride. Cette année, nous devons donc probablement résister à de nouvelles tentatives de fusion.

*Tu as récemment donné une conférence dans laquelle tu as parlé du pouvoir des mouvements populaires pour résoudre des problèmes que l'État et les entreprises sont incapables ou peu disposés à résoudre au sein des communautés. Peux-tu nous en dire plus à ce sujet ?*



Nous construisons une plateforme et des outils destinés aux Criméens afin de simplifier l'auto-organisation et la résistance. Cela comprend la création de guides clairs pour rejoindre le mouvement, aider les gens à trouver des ressources, entrer en contact avec d'autres personnes et agir de manière sûre et efficace. Nous construisons un réseau décentralisé: flexible, anonyme et résilient. Chacun peut contribuer à son rythme et selon le niveau de risque qu'il juge approprié. Au lieu d'un centre de commandement unique, nous soutenons des cellules autonomes et des individus qui partagent des valeurs et des objectifs communs, mais qui opèrent de manière indépendante. Ce modèle réduit les obstacles à l'engagement civique et à la résistance. Qu'il s'agisse d'organiser une initiative de quartier, de diffuser des informations ou de soutenir des prisonniers politiques, chacun peut s'impliquer d'une manière qui lui semble significative et durable.

*Il existe une politique visant à installer des Russes en Crimée. Il s'agit d'une politique coloniale typique. Comment vois-tu l'avenir de la Crimée avec cette occupation par de nouveaux «résidents» ?*

Bien sûr, une telle politique élimine encore davantage tout ce qui est ukrainien ou tatar en Crimée. Si nous parlons des options qui s'offrent au gouvernement ukrainien après la fin de l'occupation, l'une d'entre elles serait l'expulsion des Russes arrivés après 2014 et qui vivent donc illégalement en Crimée. Nous pouvons toutefois leur offrir la possibilité d'obtenir le droit de

rester sur place en remplissant certaines conditions. Ces conditions pourraient inclure l'apprentissage de la langue et de l'histoire ukrainiennes.

*Plus généralement, comment vois-tu l'avenir de la Crimée ?*

Je pense que la Crimée sera tôt ou tard libérée. Peut-être pas directement par une intervention militaire ou une révolution populaire, mais après un changement de gouvernement en Russie. Ensuite, l'avenir de la Crimée et sa réintégration complète dépendront de l'état des organisations locales. Nous pouvons et devons mettre en place dès maintenant des structures à partir de la base en Crimée, afin qu'elles puissent plus tard gouverner la région en garantissant une large participation et la confiance de la population locale.

# Comment les sans-abri vivent à Odessa<sup>1</sup>

## Marina I.

Odessa a toujours eu la réputation d'être une ville de réfugiés et de chômeurs. La douceur de son climat méridional et son statut de «port franc» ont attiré des réfugiés de diverses nationalités, des indigents, des demandeurs d'asile ou d'emploi, ainsi que ceux qui savent que la température d'Odessa est plus propice pour dormir à l'extérieur. Depuis le début de l'invasion, ceux dont les maisons ont été détruites par la guerre, dont les villes ont été occupées, et ceux qui cherchaient un travail décent, mais qui sont tombés dans des systèmes d'exploitation cruels, ont également trouvé refuge ici. Derrière la façade de la station balnéaire ukrainienne la plus populaire - avec le bouillonnement des narguillés dans les cafés de la côte et l'ombre des allées de platanes - vivent des sans-abri et des pauvres.

Ils sont peut-être invisibles, mais ils sont partout: dans les parcs, sur les places, dans les catacombes au bord de la mer, sur des cartons près de l'opéra ou dans un bureau abandonné près de Privoz, dans des bouches d'égout, des

bâtiments abandonnés, des abris, derrière l'hôtel de ville, avec une main tendue dans les rues centrales de la ville nouvellement rebaptisées ou avec une montagne de ferraille précieuse.

Il est impossible d'estimer le nombre exact de sans-abri en Ukraine ou dans certaines villes, dont Odessa. Selon le ministère de la politique sociale, en 2019, il y avait environ 33 000 personnes sans domicile fixe dans tout le pays, mais il ne s'agit que des personnes qui ont demandé une aide officielle. Le nombre réel de sans-abri pourrait être beaucoup plus élevé.

Il n'y a pratiquement pas de recherche détaillée dans ce domaine, et le sujet reste en dehors de l'attention de l'État, malgré les migrations internes à grande échelle, la vulnérabilité des personnes déplacées et l'augmentation des niveaux de pauvreté. Les recherches sont en partie limitées par des contraintes méthodologiques: le sans-abrisme est souvent caché - les personnes ont peur de chercher de l'aide à cause de la stigmatisation, et se déplacent souvent entre les villes. Cependant, la raison principale est le manque de volonté politique d'étudier le problème. Il convient de noter que la dernière étude notable n'a pas été menée par une agence gouvernementale, mais par l'organisation caritative religieuse Depaul Ukraine qui, en 2024, a constaté que 22 % des personnes qui dorment actuellement dans la rue ou dans des abris sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

De toute évidence, l'absence de données officielles n'annule pas le problème lui-même. Derrière les chiffres secs - ou l'absence de chiffres - se cachent des personnes réelles qui



1. Publié par [Commons](#), 11 juillet 2025. Illustration Katia Gritseva. Photos: Borys Ukrainyskiy. Traduction Patrick Le Tréhondat.

sont confrontées chaque jour à des menaces spécifiques: la faim, le froid, la maladie, la toxicomanie, la violence, la peur constante pour leur vie, la stigmatisation sociale et une solitude oppressante.

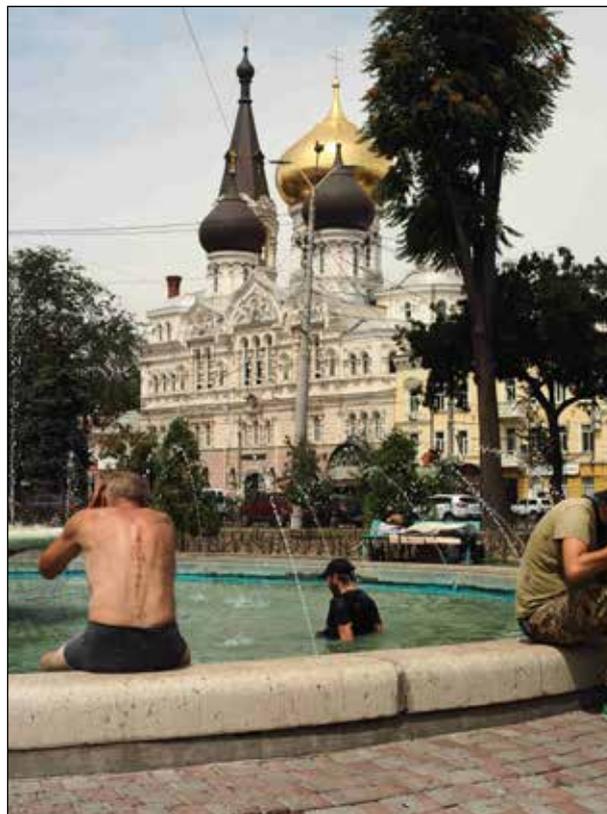
Dans le cadre de l'initiative Street Aid Daily à Odessa, qui distribue chaque semaine des produits de première nécessité aux sans-abri, j'ai pu m'entretenir avec plusieurs personnes, dont certaines vivent dans les rues d'Odessa depuis plus longtemps et d'autres depuis moins longtemps. Nous avons parlé du travail formel et informel, des abris temporaires, de la solidarité, de la guerre, du sentiment de sécurité, de la honte et de la conscience d'être sans-abri.

### La vie en plein air

Nous voyons Ruslan [le nom a été modifié] à presque toutes les distributions. S'il n'est

pas là, c'est qu'il est probablement en train de travailler, de ramasser de la ferraille ou de mélanger du ciment sur un chantier de construction, ou qu'il se repose après avoir bu un verre et après avoir travaillé dur la veille. Il a environ quarante ans. Il est petit, brun et a son propre style - quelque chose en lui me rappelle Tyler Durden du film *Fight Club*. Bien qu'il vive dans la rue et travaille dur, ses baskets blanches et ses ongles sont toujours propres.

Ruslan est originaire de la région de Dnipro. Il a déménagé à Odessa au cours de l'été 2021





avec un plan précis: gagner 60000 hryvnias (UAH) grâce à des emplois à temps partiel et rentrer chez lui avec de l'argent. Ruslan travaillait six jours par semaine, n'avait qu'un jour de congé et essayait d'économiser chaque centime. Mais peu à peu, il a eu moins de travail et l'argent qu'il gagnait a presque entièrement servi à payer ses frais d'hébergement.

Après le début de l'invasion, la situation s'est aggravée. Les chantiers de construction de la ville étaient presque à l'arrêt: alors que quinze ouvriers travaillaient sur un chantier, il n'y en avait plus que deux ou trois au maximum. Aujourd'hui, Ruslan travaille pour survivre et quand il le peut, généralement deux ou trois jours par semaine. Les autres jours, il récupère de la ferraille ou «plonge» dans les poubelles à la recherche d'objets à vendre. Faut de l'argent pour se loger, Ruslan a d'abord vécu dans la rue et dormi dans les parcs. Plus tard, il a rencontré un autre sans-abri qui lui a expliqué comment aménager une trappe près d'une conduite de chauffage.

Aujourd'hui encore, je vis dans cette trappe. Oui, c'est un peu froid en hiver et un peu étouffant en été. Mais si vous y allez le soir, vous pouvez y vivre. Maintenant, c'est super dans cette trappe, je n'ai pas à me plaindre de quoi que ce soit. La seule chose, c'est que lorsqu'il pleut, je suis inondé... Je mets une toile cirée et je me couvre avec. La couverture, bien sûr, est par-dessus, c'est tout... Ma trappe n'est pas très profonde. Ce que je ressens, s'il fait -10 en hiver, j'ai + 3. Je pense que c'est suffisant.

J'enlève mon pantalon, j'enlève ma veste, j'enlève une veste - et je dors comme ça.

Pour Ruslan, son refuge n'est pas seulement un abri contre les intempéries. Contrairement à la rue ou à un abri, c'est sa « maison », un espace individuel sur lequel il peut compter et dont il se sent responsable. Il peut y être seul, un privilège que ses amis sans-abri n'ont souvent pas. Selon Ruslan, il s'y sent protégé et bénéficie même du soutien de ses « voisins », les personnes vivant au-dessus du sol.

Dans l'ensemble, tout le monde me connaît: les chauffeurs et les soldats me connaissent. Parfois, je m'allonge et je lis un livre: « Tu es vivant? Regarde dehors ». Je regarde dehors, et il y a un sac de nourriture et un paquet de cigarettes. Je ne demande rien, certains me disent simplement: « Tiens. » Deux femmes promènent leur chien, elles savent que j'habite là. J'ai desserré l'étau [du sans-abrisme] avec mon pied, et il a été repoussé: voilà, c'est tout.

De nombreux sans-abri évitent les centres d'hébergement officiels en raison de la méfiance, des rumeurs de conditions difficiles, des restrictions de liberté, du contrôle et de l'exploitation. Cependant, pendant la saison froide, beaucoup d'entre eux se tournent encore vers les centres d'hébergement parce que la vie dans la rue devient trop risquée.

Au contraire, les espaces publics urbains attirent les sans-abri parce qu'ils sont ouverts et qu'il n'est pas nécessaire de négocier ou de défendre le territoire par la force. En fonction de la période de l'année, de leur état de santé,

du niveau de danger et des ressources disponibles, ils trouvent des abris temporaires dans les parcs, les entrées des immeubles, les trains, les places, les plages, les sous-sols, les caveaux de cimetière, les conduites de chauffage et les bâtiments abandonnés. Pour survivre, les gens font preuve d'une grande ingéniosité pour trouver un endroit où dormir. En même temps, rester dans ces endroits est associé à un risque élevé d'attaques, de descentes de police et de perte d'effets personnels. Ils sont obligés de passer la nuit sur des bancs inconfortables, sur un sol froid ou même assis pour éviter de s'endormir trop profondément et de devenir une cible facile pour les agresseurs.

Notre autre bonne amie Tamara (nom modifié) est une femme rrom qui s'est retrouvée à la rue après des années de violence domestique. Elle a été systématiquement battue par son mari et s'est vue retirer ses enfants. Cependant, Tamara dit qu'elle n'est pas en colère contre lui, mais contre sa propre mère, qui l'a mariée à un tyran alors qu'elle était enfant et qui n'a même pas essayé de l'éduquer. À l'âge de cinquante ans, Tamara ne sait toujours pas lire ni écrire. Elle vit aujourd'hui dans un foyer municipal pour femmes, bien qu'il y a quelques années, elle vivait en plein air, sur un banc, sur l'une des places d'Odessa. Pendant cette période, elle a accumulé beaucoup d'objets qu'elle gardait sur le banc et à proximité. Souvent, Tamara a dû se battre avec les services municipaux qui, sous le prétexte de garder le parc «propre», ont jeté tous ses biens. La propreté, dans ce cas, signifie la destruction des traces de la présence de ceux et celles que l'on voudrait ignorer.



Les concierges, les hommes, ils nettoient. Qu'est-ce que je peux dire? J'avais tout dans cette veste. J'avais mon argent dans ma poche, ma vieille tablette, le film que je regardais là - ils ont tout jeté. Ils m'ont tout arraché des mains. Je vous le jure, toutes mes affaires... Cette fois-là, elle était normale, cette femme à tout faire, quand elle est venue me prévenir, mais aujourd'hui, c'était comme si quelqu'un l'avait montée contre moi. Ils étaient assis là, à rire, pendant qu'elle prenait mes affaires.



Pendant l'hiver, Tamara descendait dans les passages, allait à la gare et, si elle était mise à la porte, elle prenait le train pour aller se réchauffer dans les villes voisines. Elle raconte que le plus dur était de survivre la nuit, alors que son corps était déjà très fatigué, mais qu'il était extrêmement difficile de s'endormir à cause de la sensation de froid et de danger.

Lorsque je n'avais nulle part où dormir - il y avait parfois des gens dangereux à la gare -, alors j'allais à Kotovsk [aujourd'hui Podilsk, oblast d'Odessa]. Une fois sur place, je dormais dans le train, il faisait chaud. Récemment, je suis allé à Vapnyarka [un village de l'oblast de Vinnytsia, à 400 kilomètres d'Odessa]. Nous avons l'habitude de faire des allers-retours en train en hiver, pendant deux ou trois jours. On fait ça, mais que faire d'autres ?

Certaines personnes choisissent des bâtiments abandonnés pour y passer la nuit, car ils offrent au moins un minimum d'intimité et une protection temporaire. En même temps, ces espaces ne garantissent aucune sécurité : il y a un risque d'effondrement du toit, d'incendie et de conflits avec d'autres résidents qui peuvent être agressifs. Le danger est particulièrement aigu pour les femmes sans-abri, pour qui la vie dans la rue est associée à un risque constant de violence physique, de harcèlement sexuel et d'autres menaces. Notre amie Olya (nom modifié), qui vit dans la rue depuis une vingtaine d'années, raconte qu'elle passait souvent la nuit dans des bâtiments abandonnés, mais qu'elle n'était jamais seule. Elle essayait toujours d'être

en compagnie de ses amis ou de ses connaissances.

C'était très effrayant, car surtout à la tombée de la nuit, on ne sait pas d'où peuvent sortir les gens, on ne sait pas ce qu'ils peuvent nous faire, on est seule. C'est pourquoi j'ai essayé d'être au moins avec quelqu'un, pour ne pas avoir trop peur... Parce que le nombre de personnes présentes est très dangereux, on ne sait jamais sur qui on peut tomber... Je n'y allais [dans des maisons abandonnées] que de temps en temps, et seulement avec quelqu'un en qui j'avais confiance. C'est très important pour une femme qui vit dans la rue.

Olya a parlé des diverses expériences traumatisantes de violence qu'elle a vécues dans la rue : tentative de viol, vol et coups violents. Une fois, ses agresseurs l'ont battue si violemment qu'elle a perdu connaissance. Ils ont laissé Olya pour morte, convaincus qu'elle était décédée. Malgré cela, elle a réussi à se rendre à l'hôpital par ses propres moyens et à recevoir de l'aide. Olya a également fait remarquer que si elle avait pu voir ses blessures, elle les aurait recousues elle-même - elle a dû se sauver avec des moyens improvisés à de nombreuses reprises dans le passé. Elle n'a pas osé aller à la police : les agresseurs avaient disparu, il était presque impossible de prouver quoi que ce soit et elle n'avait aucune confiance dans les forces de l'ordre. Selon elle, ces agressions n'étaient pas le fait de sans-abri, mais de « fils de riches » qui jouissent de l'impunité. En même temps, Olya ne se permet pas de s'ouvrir trop à ceux avec qui elle partage sa vie dans la rue. Dans de

telles circonstances, la confiance peut se transformer en un danger trop grand.

Dès que je voyais un danger pour moi, je m'écartais. Parce que je me rendais compte que je devrais payer pour l'alcool plus tard, et je ne dirais pas comment, vous savez. Et voler est punissable.

### **L'économie invisible de la rue**

Olya s'est retrouvée dans la rue à l'adolescence. À l'âge de 14 ans, elle a été chassée de chez elle par sa mère, une femme religieuse qui ne pouvait accepter la «façon de penser» de sa fille et son nouvel entourage social. Près de vingt ans se sont écoulés depuis, et Olya a passé la majeure partie de cette période sans domicile fixe. Pour survivre, elle a accepté tous les emplois possibles : faire la vaisselle, nettoyer les appartements, s'occuper des animaux, évacuer les gravats de construction et effectuer des réparations. Lorsqu'elle n'avait pas de travail à temps partiel, elle cherchait de la ferraille ou des objets de valeur dans les poubelles, et mendiait parfois de l'argent dans la rue.

Pour les personnes qui n'ont pas de logement stable, ni de possibilités d'emploi formel, cette économie informelle est le seul moyen de survivre. Il s'agit d'occupations occasionnelles et temporaires : emplois ponctuels, collecte de matériaux recyclables, recherche et vente de ce qu'ils trouvent. Il n'y a pas de contrat de travail, d'impôts à payer ou de garanties sociales, et tout ce qui est gagné est dépensé immédiatement – principalement pour la nourriture, le

logement, les médicaments, et parfois pour l'alcool, les cigarettes ou la drogue.

En général, les personnes, qui vivent dans la rue et tentent de gagner de l'argent, ont trois stratégies principales. La première est le travail temporaire. La deuxième consiste à collecter des matériaux recyclables : métal, carton, bouteilles, ou à chercher des objets à vendre ou à échanger dans les poubelles. La troisième consiste à demander directement de l'aide aux passants. Ces stratégies sont souvent combinées et changent en fonction de la saison, des offres disponibles sur le marché du travail informel et de leurs ressources physiques ou émotionnelles.

### **Travail à temps partiel**

Les sans-abri trouvent souvent du travail sur les chantiers de construction, en tant qu'assistants ou ouvriers. Selon Ruslan, dans les endroits où les sans-abri se rassemblent, il y a ce qu'on appelle des «messagers», des intermédiaires de chantiers qui proposent du travail avec paiement le jour même. Ce travail est généralement difficile et mal payé : Ruslan gagnait environ 500 UAH [10 euros] par jour. Une autre de nos amies, Svitlana, a déclaré avoir reçu 380 UAH [6 euros] pour une journée de travail de 12 heures dans une usine de pain.

Douze heures, un salaire de 380 hryvnias, debout, du pain chaud qui s'échappe, des gants qui ne vous protègent pas, et ce pain doit être mis sur les étagères... et il y a un roulement constant, les gens viennent pour un jour ou deux et ils n'en peuvent plus.



La situation est particulièrement difficile pour les personnes handicapées ou âgées, qui sont contraintes d'accepter un travail aussi éreintant par désespoir. Un jeune homme, Sacha, réfugié de la région de Soumy, qui a demandé de l'aide à plusieurs reprises lors de distributions organisées par des militants de Street Aid Daily, a déclaré qu'il était handicapé et qu'il pouvait à peine marcher. Il a essayé à plusieurs reprises de travailler à temps partiel, mais a dû abandonner en raison de ses difficultés physiques.

Mon travail est si dur que je ne peux pas soulever plus de 20 kg, et maintenant tous les travaux manuels sont des travaux de levage, certains portent du béton, d'autres des bombes de gaz, des briques, c'est difficile de trouver un emploi, c'est trop pour ma santé.

Souvent, les sans-abri sont rassemblés pour travailler dans les champs à Odessa et dans les régions voisines. Plusieurs de nos connaissances nous ont parlé des conditions de travail extrêmement difficiles - le travail durait du matin au soir, souvent dans la chaleur, sans véritable repos, ni protection contre les intempéries. Outre l'épuisement physique, ces emplois à temps partiel se transforment parfois en exploitation de fait et, dans certains cas, en une forme d'esclavage, les personnes devenant dépendantes de leur employeur sans possibilité de quitter librement leur emploi. On leur propose souvent un travail en échange d'un logement et de nourriture, et l'argent promis peut ne pas être versé.

Les sans-abri peuvent également travailler pour la ville, le plus souvent comme concierges

ou nettoyeurs dans les parcs municipaux, les places ou d'autres lieux publics. Cela leur donne une chance de s'installer dans des locaux du service public ou des abris temporaires appartenant aux services municipaux. Cependant, selon Olya, ce travail est aussi physiquement épuisant.

En automne et en hiver, je dois quand même travailler. Je sais que c'est la période la plus difficile pour moi, et pendant cette période, j'accepte n'importe quel travail. Sauf le travail de concierge - je ne peux pas travailler dans la rue. C'est très dur. Il faut de la force pour déblayer la neige, il faut casser la glace, creuser avec une pelle, et on ne peut pas brûler les feuilles que l'on ramasse - on risque une amende pour cela. Non, je ne peux pas être concierge. Je peux faire n'importe quel travail - nettoyer dans les magasins, laver les vitres, enlever les gravats de construction - je



peux le faire. Ce que je sais faire, je peux le faire. Mais dans la rue, je ne peux pas. C'est le seul métier que je ne peux pas faire.

## Collecte

Les personnes qui travaillent dans la rue collectent les déchets de papier, de métal, des bouteilles et d'autres matériaux pour les recycler. Ce travail est précaire, et également très dur et mal payé. Selon Ruslan, la collecte de carton ou de métal demande souvent plus d'efforts et de temps qu'elle ne rapporte de revenus réels.

Je ne le fais plus, j'ai compris que cela ne me rapporterait pas grand-chose. Tout au plus, lorsque je collectais des cartons, je gagnais une cinquantaine de hryvnias. On souffre plus qu'on ne gagne. Après le carton, je suis passé aux boîtes de conserve, car j'avais vu des connaissances qui en ramassaient. Et pour avoir un kilo de boîtes de conserve, il faut en ramasser une soixantaine, ça fait un kilo. Vingt hryvnia le kilo... Puis j'ai laissé tomber ça aussi.



Au fil des années passées dans la rue, Ruslan a appris la «carte de la survie», c'est-à-dire les endroits où l'on peut trouver l'essentiel dans les poubelles: de la nourriture, des vêtements ou des objets qui peuvent être vendus sur les marchés de fortune et les marchés aux puces. Il connaît bien ceux qui sont prêts à acheter ce qu'il trouve. Cette connaissance est devenue une ressource importante pour lui dans sa lutte pour la survie.

Le meilleur quartier est celui de Tchudo-Gorod [un lotissement local]. On peut y récupérer

beaucoup de choses: des vêtements, des draps, des matelas, des téléphones, des chargeurs, des batteries externes. J'étais novice, je ne savais pas à qui les vendre, même si je les avais ramassés. Mais maintenant, je sais. Cependant, une chose qui me gêne parfois, c'est qu'il y a beaucoup de concurrents, tout le monde cherche quelque chose. Quelqu'un veut manger, quelqu'un veut un téléphone, quelqu'un veut autre chose.

Notre autre ami Serhii nous a expliqué que les relations sont cruciales dans le secteur du «glanage». Il a établi des contacts avec un supermarché local, où l'administrateur l'appelle chaque fois qu'un article est périmé. Serhii achète les marchandises à un prix très bas et les revend ensuite à des «bonimenteurs» qui les vendent beaucoup plus cher sur les marchés.

Il m'appelle: «Sergueï, viens.» J'ai des grossistes, je leur apporte, je leur vends, je gagne environ 200 à 400 UAH, selon le produit. C'est une fois par semaine, deux fois par semaine. C'est ça. Il y a de la viande, du poisson, du saucisson, du fromage, du lait et tout ça.

Cependant, les produits collectés ne sont généralement pas vendus ou échangés. Ils sont conservés pour la consommation: ils sont mangés ou utilisés dans la vie de tous les jours. Les personnes contraintes de vivre dans la rue et de collecter de tels produits doivent souvent dépasser leurs limites morales pour survivre dans les conditions difficiles de la vie urbaine. Plus tard, elles doivent se justifier auprès de ceux qui

les considèrent comme « normales » pour tenter de préserver leur dignité.

« À la recherche de nourriture, de vêtements. Oui, parfois, j'en trouvais, j'étais obligé, car les moments difficiles étaient si difficiles que j'étais déjà, disons, en train de sombrer, et il était difficile d'aller où que ce soit. Et à côté de la poubelle, je devais fouiller, chercher de quoi manger, de quoi fabriquer des vêtements », explique Sacha.

C'est la réalité de nombreuses personnes qui sont obligées de chercher pour survivre des objets mis au rebut, même si cela leur cause de la honte ou un malaise intérieur.

« Mon amie plongeait dans une benne à ordures, je me tenais à côté d'elle, j'avais peur de plonger dans les bennes à ordures, j'avais honte, ils disent que tu es jeune, tu vas travailler et c'est tout, mais je n'ai pas plongé, c'est elle qui l'a fait », a déclaré Natalia, qui est venue plusieurs fois à la distribution.

## **La mendicité**

Les sans-abri mendient de l'argent dans les rues en raison d'un certain nombre de circonstances qui les empêchent d'avoir un emploi à temps plein et un revenu stable. Olya, par exemple, s'est mise à mendier lorsqu'elle n'a pas trouvé d'emploi à temps partiel : « Cela dépendait du fait que j'avais un emploi ou non. Si je n'en avais pas, j'étais obligée de le faire, parce qu'il faut manger tous les jours. »

Pour de nombreuses personnes vivant dans la rue, la mendicité n'est pas seulement un moyen de survie, mais un système complexe avec ses propres règles et hiérarchies implicites.

Olya explique qu'elle a dû partager une partie de ses revenus avec ceux qui « s'occupent du point », afin de pouvoir « travailler » dans un endroit précis et à l'abri du danger. Parfois, elle a dû partager une partie de ses revenus avec d'autres sans-abri qui contrôlent le territoire.

Le choix de l'emplacement est toujours stratégique : près des églises, des marchés, des centres commerciaux ou dans les rues touristiques. En même temps, il est dangereux de rester trop longtemps au même endroit. On se fait parfois chasser par des agents de sécurité, parfois par d'autres « concurrents ». Les revenus de la mendicité dépendent directement de la saison, du jour de la semaine, de l'humeur de la ville et du nombre de personnes dans les rues. Selon Olya, les meilleures périodes sont l'été et le printemps, lorsqu'il y a plus de passants et de touristes dans les rues :

L'été, c'est mieux parce que c'est plus facile, parce qu'il fait chaud et qu'il y a plus de monde. Oui. Beaucoup de touristes viennent. Et la plupart des gens qui vivent dans la rue gagnent de l'argent grâce à eux.

Tamara, qui vit temporairement dans un refuge pour femmes pendant l'hiver, a songé à partir plus d'une fois, car il n'y a ici aucun moyen de gagner de l'argent. Le refuge est situé en dehors de la ville, loin des destinations touristiques, et son seul revenu provient de la mendicité. Comme Tamara, de nombreuses personnes malades ou sans profession choisissent consciemment la rue plutôt que les centres d'hébergement parce qu'elles ont plus de chances de gagner quelque chose et d'économiser.

L'accès à un emploi légal pour les sans-abri est souvent hors de portée. Les barrières liées à l'âge, à l'éducation et au sexe, l'absence de documents et la stigmatisation y font obstacle : les employeurs ne font pas confiance aux sans-abri, les considèrent comme peu fiables et ne leur donnent pas l'occasion de faire leurs preuves. Et les personnes qui ont vécu sans domicile disent qu'elles «doivent gagner» la confiance de l'employeur et faire des efforts, mais qu'elles devraient être traitées différemment pour des «raisons évidentes».

### Comment la guerre affecte les sans-abri



Les personnes sans abri sont les plus vulnérables aux menaces directes de la guerre – bombardements, blessures causées par les éclats d'obus. Pendant les raids aériens, la plupart des gens restent dehors et presque personne ne descend dans les abris, soit parce qu'il n'y en a pas à proximité, soit parce qu'ils ne sont pas autorisés à s'y rendre. Certains sans-abri disent qu'ils ont été expulsés des refuges en raison de leur odeur ou de leur apparence désagréable. D'autres disent qu'ils ont cessé d'avoir peur depuis longtemps : certains sont habitués, d'autres ne voient pas l'intérêt de se cacher.

Faute de protection de l'État ou de leurs proches, les sans-abri se retrouvent souvent seuls face à cette menace. Ils se tournent vers Dieu ou les puissances supérieures comme seule forme de soutien psychologique dans un environnement où il n'y a pas d'autres ressources de sécurité.

«Où que l'on vous attrape, vous y serez attrapé. On peut se cacher dans les abris... on peut crever jusqu'à ce qu'ils vous attrapent. Et dans la rue... eh bien, l'onde de choc [d'une bombe] vous jettera dehors, si tant est qu'elle vous éjecte. C'est arrivé récemment, le tir était là, m'a-t-on dit, sur MuzKomedia, 15 personnes ont été "endormies". Quand je dors, je dors. Je n'ai aucune réaction. Je n'ai pas peur. Nous marchons tous devant Dieu, et tant que Dieu vous a destinés à vivre, vous vivrez», a déclaré notre amie Jora, qui a déménagé à Odessa depuis la Transcarpatie.

Tamara partage cet avis et ajoute que Dieu la protège de la mort :

Ces drones tiraient. Et si Dieu vous donne quelque chose, vous ne pouvez pas vous en fuir – on vous destine à mourir et vous mourrez. Il n'y a pas lieu d'avoir peur de lui. Je pense que Dieu me protège. Si j'étais dans la rue et que rien ne m'est tombé sur la tête, cela signifie que Dieu m'aime, que je suis encore assez bonne pour lui.

Outre la menace immédiate pour la vie, la guerre a exacerbé une situation économique déjà difficile comme indiqué plus haut, les possibilités de travail à temps partiel ont considérablement diminué, les prix ont augmenté et le problème de l'accessibilité au logement s'est aggravé. «Avant la guerre, oui, c'était plus facile. Il y avait du travail, de la stabilité. Même si j'étais à la rue à l'époque, je pouvais trouver un emploi à temps partiel», explique Svitlana, qui vit à Odessa depuis plus de vingt ans, «il y a moins

de monde, moins de déchets et moins d'aide humanitaire».

Svitlana, originaire de la région de Vinnytsia, plaisante souvent et essaie d'éviter les conflits. Elle affirme n'avoir jamais eu d'ennemis. Au moment de l'entretien, elle venait de quitter un centre de réhabilitation où elle avait passé trois mois sans alcool ni drogue. Lorsqu'on l'interroge sur les conséquences personnelles de la guerre, elle répond :

[Au début de la guerre], nous sommes allés vendre du papier - le prix du papier avait baissé de moitié et la vodka avait augmenté de moitié. Et donc nous étions quatre fois plus dans la merde.

Cependant, il est clair que la guerre a affecté Svitlana beaucoup plus profondément : son gendre est actuellement au front et plusieurs de ses connaissances militaires ont été tuées. Svitlana se souvient également que les sans-abri qu'elle connaissait ont disparu - il s'est avéré par la suite qu'ils avaient été mobilisés de force en pleine rue.

L'un d'entre eux a également été ramassé après son travail [il s'agissait d'un travail non rémunéré dans un centre de rééducation]. Il a dit qu'il rejoindrait l'armée, qu'il ne se cacherait pas. Il y est allé, et une grenade lui a explosé dans les mains, oui... Et comme il a été pris au centre de réhabilitation, ils ont appelé le responsable du centre de réhabilitation et ils lui ont dit qu'il avait été tué et s'il avait de la famille, eh bien, personne ne connaissait de famille... Il était au front depuis deux semaines.

Ruslan a parlé des cas où il a dû communiquer avec les représentants des centres de recrutement territoriaux (TCC). Son expérience illustre parfaitement les difficultés rencontrées par les sans-abri lors de la mobilisation. En raison de l'absence de résidence permanente, de documents et de ressources de base, ils se trouvent dans une position beaucoup plus vulnérable que les autres citoyens.

Cela m'est arrivé deux fois... Je les fuyais [les représentants des TCC]: J'ai dit: «Les gars, je ne vais nulle part avec vous.» Ils m'ont insulté... Et je leur ai simplement dit: «Je n'ai pas de papiers, je n'ai rien, je suis un homme de la rue.» Ils se sont moqués de moi: «Oh, tu vas avoir une nouvelle maison.» J'ai répondu: «Quelle nouvelle maison?»

Ruslan parle ouvertement de sa peur et de son refus d'aller à la guerre - non par indifférence, mais parce qu'il est profondément inquiet pour son avenir. Il craint qu'après la guerre, il se retrouve dans une situation encore plus difficile, privé de la possibilité de travailler et de gagner ne serait-ce qu'avec un simple emploi à temps partiel.

Si je n'ai pas un bras ou une jambe, l'État me paiera-t-il pour cela? C'est pour cette raison que je ne veux pas y aller. Et puis, sans bras, sans jambe, je vais m'asseoir devant Privoz [marché situé à Odessa] en tendant la main?

Ruslan raconte que plusieurs de ses amis sans-abri qui sont rentrés de la guerre avec d'importantes économies ont rapidement dilapidé leur argent, se retrouvant à nouveau à dehors.

Malgré de graves blessures et un syndrome de stress post-traumatique, ses amis ont choisi de retourner au front pour gagner de l'argent et économiser à nouveau pour payer un loyer. Parallèlement, un autre de ses amis, ancien sans-abri devenu vétéran, a dû mener une longue bataille juridique pour obtenir le statut de combattant et les indemnités correspondantes pour ses blessures. Ces histoires démontrent la difficulté de l'adaptation sociale et le manque de soutien adéquat pour les vétérans sans logement permanent.

### Identité

Pour de nombreuses personnes à la rue, le mot «sans-abri» - ou son abréviation bien connue SDF qui est depuis longtemps devenue une insulte - sonne comme un terme péjoratif plutôt que comme un fait. Elles l'évitent, s'en désolidarisent, choisissent d'autres formulations. Dans l'imaginaire collectif, un «sans-abri» n'est pas seulement une personne qui n'a pas de toit. Le mot est tellement stigmatisé qu'il perd sa neutralité et devient un stigmat.

Les personnes qui vivent dans la rue sont même isolées les unes des autres. Comme dans l'ensemble de la société, une hiérarchie existe dans leur environnement, dans l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et des autres. Certains sans-abri cherchent à préserver leur dignité et leur sentiment d'être «différents», «meilleurs» que ceux qui sont considérés comme des «toxico-manes» ou des «criminels». Cette distinction est un mécanisme de défense contre une immersion totale dans une représentation imposée par l'environnement.

En évoquant ses anciens emplois à temps partiel, Olya a souligné à plusieurs reprises non seulement qu'elle travaillait dur, mais aussi qu'elle ne prenait jamais d'argent à autrui, contrairement à ses amis.

Je nettoiais des appartements et les gens laissaient de l'or, des dollars et des euros. À l'époque, il n'y avait pas de caméras pour contrôler. Quand ils rentraient à la maison, tout était encore là. Quel est l'intérêt pour moi de prendre ça pour te voler, toi ou quelqu'un d'autre? Vous me payez pour mon travail, et cela me suffit. Parce qu'on ne peut rien construire sur la propriété de quelqu'un d'autre.

Elle accepte sa position et les règles du système: elle tente plutôt de prouver qu'elle est digne de confiance et ne représente pas une menace, qu'elle est «une femme, pas une ordure».

Vous vous promenez, les gens vous voient toujours partout. Et si vous n'avez pas l'air normal, ils ne vous laisseront entrer nulle part. Ils regardent toujours votre apparence. Et le plus important, ce sont les cheveux longs, la propreté, l'ordre, le comportement, c'est tout.

Olya souligne que la survie dans la rue nécessite un «entretien pour la dignité» permanent. Elle pense que pour avoir droit à un logement, à un travail et à une assistance de base, il faut être «digne» de tout cela, en démontrant constamment ses vertus et en se montrant à la hauteur des attentes. Son expérience met en lumière un problème beaucoup plus large d'inégalité et



d'exclusion : les plus vulnérables sont obligés de faire face non seulement aux difficultés de la vie, mais aussi aux préjugés et à la méfiance de la société.

La honte est l'une des émotions les plus puissantes et pourtant les moins visibles dans l'expérience de l'absence de chez-soi. Pour de nombreuses personnes, vivre dans la rue n'est pas seulement synonyme de pauvreté ou de perte de leur logement, mais surtout d'un profond sentiment de culpabilité et d'échec personnel. Pour Ruslan, par exemple, la honte est l'une des émotions clés qui l'empêche de rentrer chez lui pour retrouver sa famille.

Je ne peux pas rentrer chez moi uniquement parce que, comme on dit, j'ai menti aux gens, et c'est honteux de rentrer chez soi. C'est honteux juste à cause de ce que tu as dit, ce que tu as annoncé... «Eh bien, je viendrai habillé, chaussé, tout beau, et dans ma poche, là, cinq à dix mille...» Alors, ils diront : «En fait tu es un bavard» et c'est tout.

Les gens blâment rarement le système ou les circonstances pour leur situation - ils s'en prennent uniquement à eux-mêmes et à leurs décisions. Le fait même que la société permette au sans-abrisme d'exister en tant que phénomène est ignoré, de sorte que la colère, la honte et la frustration sont généralement dirigées vers l'intérieur. En fait, en l'absence de soutien, une seule erreur peut avoir des conséquences irréversibles. Pour une personne disposant de ressources, ce qui n'est qu'une expérience de vie peut devenir une «chute» pour une personne à faible revenu.

Olya, par exemple, a développé un conflit interne au cours de la conversation : entre, d'une part, le stigmatisme selon lequel le sans-abrisme est la conséquence d'un «mauvais comportement», et d'autre part, une prise de conscience progressive de l'injustice des circonstances dans lesquelles elle s'est trouvée.

N'importe qui peut se retrouver à la rue s'il se comporte de manière inappropriée.

- Avez-vous déjà eu un comportement inapproprié ?

- Non. Je me comportais normalement. C'est juste que ma mère ne voulait pas de moi quand j'étais enfant. C'était sa décision. L'appartement était à elle.

Vivre sans toit est une lutte quotidienne pour la survie et la dignité. La guerre n'a fait qu'exacerber le problème des sans-abri, privant de nombreuses personnes de leurs dernières ressources. Cependant, derrière chacune de ces histoires se cachent non pas des statistiques abstraites, mais des personnes réelles qui ont besoin non seulement de sympathie, mais aussi d'une aide concrète. Pour changer la situation, nous avons besoin d'une politique systémique et globale. Il s'agit de créer des logements sociaux abordables, d'étendre le réseau d'assistance médicale et psychologique, des programmes de réinsertion sociale, l'emploi et la protection juridique. Il est également important de lutter contre la stigmatisation : tant que la société percevra les sans-abri comme des «autres», il y aura peu de chances que la justice et l'égalité règnent.



# Pourquoi Zelensky a-t-il remanié le gouvernement ?

Vitaliy Dudin<sup>1</sup>

## **Le remaniement du gouvernement comme déclencheur d'une crise sociale et environnementale**

Le gouvernement de la Première ministre Yulia Svyrydenko se caractérise par son inefficacité habituelle dans la résolution des problèmes du peuple, associée à la mise en œuvre forcée de réformes libérales sans débat approprié. Le danger d'adoption d'un nouveau Code du travail augmentera, tout comme les risques de perte de biens précieux pour l'État à la suite de la privatisation. Le ministre de l'économie Sobolev se verra confier la politique environnementale, probablement afin de faciliter l'accès des entreprises privées aux ressources naturelles. Une telle mesure, combinée au blocage des contrôles (du travail, de l'environnement), éloignera l'Ukraine de l'UE. Dans le même temps, le domaine social sera confié à un ancien membre du ministère des finances, connu pour sa propension à réduire les dépenses sociales conformément aux prescriptions du FMI. La politique d'un tel gouvernement conduira inévitablement à une stratification sociale de la société,

---

1. Vitaliy Dudin, Sotsialnyi Rukh, 21 juillet 2025.

à l'enrichissement excessif de l'oligarchie et à l'incapacité de financer des domaines vraiment importants tels que la défense et le bien-être social.

Le 17 juillet, pour la première fois depuis le début de l'invasion russe, le gouvernement ukrainien a changé de direction. Mais personne ne croit vraiment que le cabinet des ministres de l'Ukraine, dirigé par la Première ministre Yulia Svyrydenko, parviendra à résoudre les problèmes les plus urgents d'aujourd'hui: le manque de moyens de défense, la privatisation de l'économie, la dépopulation du pays. Beaucoup a été dit sur la dépendance de la nouvelle Première ministre vis-à-vis du bureau du Président. Cependant, il serait intéressant d'analyser ces changements sous l'angle sociopolitique: quelles sont les priorités idéologiques des nouveaux membres du gouvernement et à quoi doivent s'attendre les citoyens ordinaires ?

## **Encore plus de capitalisme ?**

Le ton de la politique gouvernementale ne sera pas donné par de simples bureaucrates, mais par des partisans fanatiques du développement effréné du capitalisme, ce qui est tout à fait contraire à l'objectif de préserver le pays en temps de guerre en mettant toutes les ressources au service de l'État. Yulia Svyrydenko sera probablement beaucoup plus déterminée à presser le pays et son peuple pour faire prospérer le capital privé :

- son objectif est d'accélérer la vente des richesses dont dispose l'Ukraine, et la signature de l'accord sur les ressources naturelles

avec les États-Unis en a été le prélude éclatant ;

- M<sup>me</sup> Yulia va insister pour faire passer le nouveau Code du travail qu'elle a préparé quand elle était ministre de l'économie ;
- les diplômés de la Kyiv School of Economics (KSE), qui a été super généreuse dans ses notes, vont avoir de plus en plus d'influence. L'année dernière, elle a gagné plus de 3,103 millions d'euros avec cette agence de Timofeï Milovanov, soit plusieurs fois plus que dans son emploi principal.

Sous le mandat de Yulia Svyrydenko, l'économie ukrainienne a perdu son contrôle par l'État et a atteint un nouveau niveau de dépendance vis-à-vis de ses partenaires étrangers. Elle a présenté comme une grande victoire la privatisation du géant du titane, la société United Mining and Chemical Company, qui a stratégiquement affaibli l'Ukraine. Elle est responsable du déclin industriel, de l'ampleur colossale de la population économiquement inactive (12,5 millions de personnes), de la réduction de l'aide sociale aux chômeurs et du niveau élevé d'accidents du travail (la plupart des décès n'étant pas liés à la guerre). Ces chiffres témoignent de la déstabilisation du marché du travail et de conditions de travail manifestement peu attrayantes. La précarité des travailleurs est aggravée par le dysfonctionnement des inspections du travail, qui restent sous-financées et effectuent rarement des contrôles.

Au lieu de s'attaquer à ces problèmes dans ses nouvelles fonctions, elle va se concentrer sur des réformes sans fin, c'est-à-dire sur le respect

des engagements pris envers les milieux d'affaires. Il n'est donc pas surprenant que sa première mesure dans ses nouvelles fonctions ait été d'annoncer un moratoire d'un an sur les contrôles des entrepreneurs (précisons qu'il est déjà officiellement en vigueur pour la durée de l'état d'urgence, conformément à la décision du Conseil des ministres du 13 mars 2022).

Quant aux autres adeptes du turbo-néolibéralisme, deux autres professeurs de la KSE ont obtenu des postes au sein du gouvernement : Oleksiy Sobolev (ministre de l'économie, de l'environnement et de l'agriculture) et Taras Katchka (vice-Premier ministre chargé de l'intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine). La plus grande menace pour les intérêts publics vient de M. Sobolev, qui dispose de trop de leviers pour promouvoir les intérêts du capital.

### **L'environnement à vendre**

« Notre objectif principal est d'abolir autant de réglementations que possible », ainsi déclarait Alexei Sobolev, alors vice-ministre de l'économie, sa mission principale. Il a participé à la création du groupe de travail interministériel sur la déréglementation qui, de son propre aveu, n'a consulté que les entreprises sur la suppression de certaines règles (l'avis des syndicats concernés par ces changements ne l'intéressait pas). Il a également participé à l'élaboration du plan gouvernemental de déréglementation de l'activité économique. Outre des idées purement caricaturales telles que la suppression des autorisations d'exercer la médecine ou de mener des activités commerciales dans la zone



d'exclusion, il existe également des mesures ouvertement dangereuses, telles que la simplification de la construction dans les réserves naturelles ou les zones aquatiques. Les protagonistes de la déréglementation rêveraient-ils eux-mêmes de vivre dans un monde où les entreprises peuvent ignorer les dernières normes environnementales et sociales ?

En tant que farouche opposant à tout contrôle des entrepreneurs, M. Oleksiy enterrera tout espoir de renforcement des inspections du travail. Les travailleurs ne doivent même pas espérer qu'un tel homme politique veuille étendre les pouvoirs de l'Agence nationale pour l'emploi afin que celle-ci puisse lutter contre la tyrannie des employeurs. Rappelons que la Commission européenne a donné une note médiocre aux efforts d'intégration européenne de l'Ukraine dans le domaine de l'emploi et de la politique sociale, en raison de l'absence d'un système efficace de contrôle du respect des droits du travail. Étant donné que le ministre n'écoute que les employeurs, le secteur des relations de travail qui lui est confié s'éloignera encore davantage des normes européennes dignes d'être suivies.

Le transfert des fonctions du ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles sous l'égide d'Alexeï Sobolev menace directement les intérêts du développement durable. Cela conduira à une subordination manifeste de la politique environnementale à des considérations de rentabilité. Cette mesure vise sans doute à faciliter la mise en œuvre de projets d'extraction de matières premières par des entreprises américaines. C'est précisément

le ministère de l'environnement qui définissait la politique en matière d'exploitation des ressources souterraines et orientait les activités du Service national de géologie et d'exploitation des ressources souterraines. Cette fusion des ministères signifiera un glissement vers la reconnaissance des richesses naturelles et des terres comme des marchandises. Et c'est précisément A. Sobolev, compte tenu de sa grande expérience dans le secteur des investissements, qui est la personne pour laquelle les intérêts commerciaux passeront au premier plan. Enfin, toute une série d'organisations environnementales ont qualifié ces changements de catastrophiques dans leur déclaration.

### **Minimisation des normes sociales**

Le ministère de la politique sociale, de la famille et de l'unité, qui remplacera l'ancien ministère des politiques sociales, est particulièrement préoccupant. Au lieu d'Oksana Jolnovitch, qui manquait totalement d'empathie et pouvait rivaliser avec Galina Tretiakova en matière de déclarations scandaleuses, c'est Denis Ulyutin, ancien premier adjoint au ministre des finances, qui sera chargé de gérer les affaires sociales. Ce ministère s'oppose systématiquement à toute extension de l'aide sociale et maintient une politique d'austérité. Grâce à M. Ulyutin, la déclaration budgétaire qui a gelé toutes les normes sociales au moins pour cette année a été adoptée. Le maintien du salaire minimum à 8 000 hryvnias [164 euros] (soit 30 % du salaire moyen) a été l'un des facteurs de l'augmentation alarmante de la pauvreté, car la plupart des gens peuvent se permettre de moins en moins

de biens en raison de l'inflation galopante. Le serviteur technocratique du FMI se souciera-t-il du sort des retraités, des personnes déplacées à l'intérieur du pays ou des mères? Il est tout aussi important que le ministère des finances et M. Ulyutin lui-même se soit opposé à l'alimentation du budget par une taxation supplémentaire des revenus des banques.

On sait déjà que Denis Ulyutin a été chargé de procéder à un audit de toutes les aides sociales, ce qui précédera une révision des prestations dans le sens d'une réduction. La récente déclaration du député du parti au pouvoir, Dmitri Gourine, selon laquelle «les anciens combattants ne doivent bénéficier d'aucun avantage», pourrait constituer un indicateur inquiétant des transformations à venir.

Il convient d'ajouter que la personne qui a mené les réformes douteuses de ces cinq dernières années ne disparaîtra pas du cabinet: Denis Chmyhal dirigera l'organe le plus important, le ministère de la défense. Selon la légende, sa mission consistera à développer les éléments de l'économie de guerre et à augmenter les livraisons d'armes. Cependant, dans les conditions actuelles, l'économie de guerre ne peut être qu'une fiction, car elle est incompatible avec des phénomènes tels que la vente d'actifs stratégiques (OGHK) ou la suppression des salaires des travailleurs des infrastructures critiques. Après le rattachement du ministère de la stratégie industrielle et de la restructuration à celui de la défense, il y a lieu de penser que le secteur de l'industrie de défense, où des milliards sont dépensés, deviendra encore plus opaque en raison de la centralisation des flux

et de l'incapacité de Chmyhal à communiquer avec le public.

Nous devons nous attendre à une détérioration du niveau de vie, à un chaos libéral dans l'économie et au démantèlement des réglementations sociales, mais à un rythme beaucoup plus rapide. Les autorités ont démontré leur incapacité à tirer les leçons de leurs échecs: le maintien en fonction des ministres de l'éducation et de la santé, extrêmement irritants par leur incompétence, en est un exemple frappant. Malgré le sous-financement et des expériences maladroites, les ministres Oksen Lisovyi et Viktor Lyachko ont conservé leurs postes. Ce sont les travailleurs des secteurs concernés qui devraient être les plus indignés, car ces fonctionnaires ont été maintenus à leur poste, ignorant l'avis des infirmières et des enseignants...

### **Changer pour éviter le pire**

Dans cette situation, le cabinet ne sera pas le moteur du développement, mais seulement au service de l'élite. Mais, en temps de guerre, le pouvoir ne peut avoir d'autre souci que le souci du peuple, qui porte le poids principal. Et ce n'est que lorsque le peuple verra au pouvoir des gens préoccupés par ses problèmes qu'il sera prêt à faire encore plus pour l'État.

À l'heure actuelle, la classe dirigeante n'est pas prête à des changements radicaux et n'est capable que d'accélérer le rythme des réformes controversées afin de créer l'apparence d'un résultat. En l'absence d'élections, personne ne laissera le peuple influencer la politique, et nous devons nous attendre à mener la lutte pour la préservation de nos droits. La société



civile doit exiger des changements progressifs, et leur rejet démontrera clairement à quel point il est vain d'espérer une quelconque amélioration suite à des changements dans la composition du Conseil des ministres. Les ministres qui négligent le plus les intérêts publics et mènent un mode de vie élitiste doivent faire l'objet d'une attention maximale dans les médias. Il faut démontrer que leur travail (1) contribue à l'enrichissement de quelques individus; (2) nuit à la sécurité et au bien-être du peuple. Plus les gens prendront conscience de l'inadéquation des responsables politiques face à l'ampleur des défis, plus il y aura de chances que des politiques progressistes soient mises en œuvre à l'avenir, lorsque le rétablissement d'une démocratie effective sera une réalité.

Pour accélérer les changements radicaux visant à renforcer la défense et la cohésion de la société, nous devons cesser de nous adapter au système du capitalisme oligarchique. La déclaration-plan «Sauver le pays, pas les oligarques» pourrait servir de référence pour ces changements. L'État dispose encore de suffisamment de leviers pour faire de l'Ukraine un pays véritablement indépendant et prospère.

## DÉCLARATIONS

### Veteranka (association féministe de combattantes et vétérans)

Le mouvement exprime sa préoccupation au sujet des discussions sur d'éventuels changements dans le gouvernement, en particulier

en ce qui concerne l'existence et le fonctionnement du ministère des anciens combattants.

Au cours des six derniers mois, nous avons assisté à des changements importants dans le travail de ce ministère. Pour la première fois depuis longtemps, l'équipe a commencé à travailler systématiquement et stratégiquement à formuler des politiques et à faciliter la collaboration interministérielle afin de créer une infrastructure efficace pour soutenir les anciennes combattantes.

Nous sommes convaincues qu'il est extrêmement important de préserver le ministère des anciens combattants en tant qu'institution distincte. L'élimination, la fusion ou l'abaissement de son statut seront un pas en arrière critique.

Nous exhortons le gouvernement et les décideurs à ce niveau à ne pas prendre de mesures qui pourraient dévaloriser la politique des anciennes combattantes et à la renforcer sur le plan institutionnel et politique.

### Association syndicale Soyez comme nous sommes

Que devrait craindre le personnel soignant dans le contexte de la politique du nouveau cabinet? *Spoiler*: ils peuvent adopter un nouveau Code du travail, et personne ne se souciera de nos problèmes, car sur sa chaise V. Lyachko [ministre de la santé] restera assis.

# Antiautoritaires au combat

## Solidarity Collectives<sup>1</sup>

Notre objectif principal est de fournir aux soldat·es qui sont parti·es au front tout l'équipement nécessaire pour améliorer leur sécurité et leur efficacité dans la lutte contre l'offensive impérialiste des Russes. Actuellement, une centaine de combattant·es antiautoritaires bénéficient de notre soutien.

Les soldat·es que nous soutenons sont des militant·es de diverses convictions : anarchistes, défenseur·es des droits humains, syndicalistes, éco-anarchistes, anarcho-féministes, punk-rockers, réfugié·es politiques de Biélorussie et de Russie, etc. Beaucoup d'entre elles et eux n'étaient pas d'accord avec les visions et les idées des autres avant la guerre. Cependant, elles et ils ont été unis par un ennemi commun, car la machine impériale russe ne permettra à aucun·e d'entre nous d'exister. Nous resterons uni·es jusqu'à la fin de la guerre, jusqu'à ce que le dernier occupant quitte le territoire de l'Ukraine indépendante.

Notre lutte est une lutte contre la politique impériale coloniale, selon laquelle l'ordre

mondial est déterminé par celui qui possède le plus d'armes et de gisements fossiles. Nous luttons contre la fausse propagande et les compromis géopolitiques hypocrites. Nous luttons pour un ordre mondial dans lequel les peuples choisissent leur propre voie et leur propre développement, et ne se soumettent pas au pouvoir des dictateurs.

Nous sommes reconnaissant·es de l'aide de tous ceux et toutes celles qui ne sont pas restées à l'écart de notre combat. Mais la guerre continue, et nous recevons chaque jour de nouvelles demandes d'aide de la part de nos soldat·es, qu'il s'agisse de chaussettes ou de drones de reconnaissance. Alors, soutenez notre mouvement de résistance, un mouvement qui a uni des personnes du monde entier. Nous avons vraiment besoin de votre aide.

## Une plateforme de recrutement

Nous lançons une plateforme publique de recrutement pour les unités où servent des militant·es antiautoritaires.

Nous avons décidé de créer un point d'entrée unique pour ceux qui souhaitent rejoindre les forces de défense ukrainiennes, aux côtés de camarades qui partagent les mêmes valeurs antiautoritaires.

Actuellement, nous travaillons avec six unités, où servent déjà des anarchistes, des militants de gauche, des camarades queer, des féministes, des vétérans de la contestation et des personnes tout simplement honnêtes. Ils sont prêts à vous conseiller, à vous expliquer les conditions et les spécialités, et à vous aider pour les formalités administratives et les recommandations.



---

1. Solidarity Collectives est un groupe d'anarchistes ukrainien·nes qui s'est formé dès le début de l'invasion russe, dans le but de soutenir celles et ceux qui se battent au front et d'aider les victimes de l'invasion.

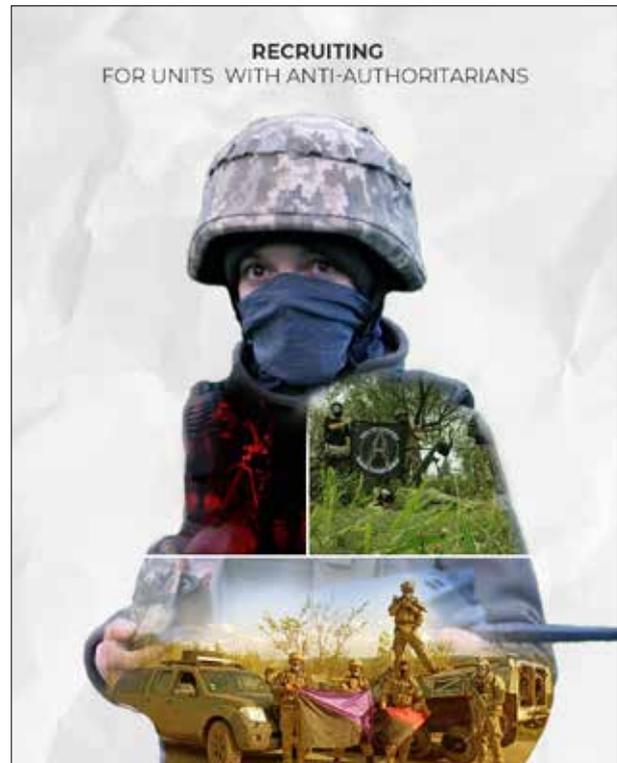
Traduction DE.

Pour lancer le processus, veuillez remplir le questionnaire. Nous vous contacterons ensuite. Pour certaines unités, votre vérification est cruciale. Veuillez donc prêter attention aux champs du questionnaire, en particulier à la section sur les références.

Il ne s'agit pas d'un bureau de recrutement militaire classique, mais d'une tentative de rendre la mobilisation consciente, sûre et politiquement articulée.

Rejoignez la résistance, en toute conscience, aux côtés de personnes qui partagent vos idées.

[www.solidaritycollectives.org/en/about-us/](http://www.solidaritycollectives.org/en/about-us/)



# Comment travaillent les enseignant·es ukrainien·nes à 60 kilomètres du front

Olena Tkalitch<sup>1</sup>

Malgré le danger permanent et le manque d'enseignant·es, les éducateurs et les éducatrices de la ville frontalière de Kryvyi Rih continuent d'instruire les enfants et de veiller à leur avenir. Snijana Oleksun, enseignante, parle de la vie entre les sirènes, des écoles souterraines.



En Ukraine, le nombre d'enseignant·es diminue: d'ici 2030, il manquera 108 000 enseignant·es, soit un tiers. Les professeur·es de langues étrangères et de sciences naturelles sont les plus recherchés, et la pénurie est particulièrement criante dans les communautés proches du front. Les écoles qui manquent d'enseignant·es affichent, comme on pouvait s'y attendre, un niveau de préparation des élèves moins bon, ce qui s'ajoute au stress causé par la guerre, les difficultés quotidiennes et la formation en ligne prolongée. Dans l'ensemble, l'invasion russe à grande échelle a entraîné des

manques dans l'éducation équivalents à deux années d'études scolaires.

Olena Tkalitch s'est entretenu avec Snijana Oleksun, professeure d'anglais et de sciences sociales à Kryvyi Rih, la petite ville natale du président Volodymyr Zelensky et grande ville industrielle de la région de Dnipropetrovsk, dont les frontières sont actuellement disputées par les envahisseurs russes. Elle a parlé des écoles souterraines, des perspectives pour les jeunes dans cette ville minière et de la vie des enseignant·es dans un contexte de guerre.

Comme le salaire des enseignant·es est faible, environ 15 000 hryvnias (310 euros) en moyenne, et qu'il y a une pénurie d'enseignant·es, Snijana travaille à la fois à l'école, au collège et donne des cours particuliers d'anglais.

«Ma journée de travail commence à 8 heures du matin et se termine généralement à 20 heures, parfois même à 21 heures. Mais j'exagère un peu. Ce ne sont que des cours jusqu'à 20 heures. En plus, quand tu rentres à la maison, tu dois remplir tout un tas de documents. Il y a les méthodes pédagogiques, les dossiers électroniques dans lesquels tu dois impérativement enregistrer des informations, et la vérification des cahiers. La charge de travail est énorme. En plus, les parents t'appellent sans arrêt, tu dois être constamment joignable. En ce moment, il faut savoir tout le temps où en est chaque enfant. Sans compter les nuits blanches avec les sirènes et les bombardements. Et chaque enseignant·e a ses propres problèmes, vous comprenez», explique Snijana.

1. Olena Tkalitch est journaliste, rédactrice en chef de l'agence d'information Socportal, militante du Sotsialnyi Rukh. Publié par [Socportal](#), 7 août 2025. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Son mari et son fils servent dans l'armée ukrainienne, et parmi ses anciens élèves, il y a des jeunes qui se sont engagés volontairement dans l'armée.

«C'est très difficile pour moi d'en parler, car ce sont mes meilleurs élèves. Ils ont obtenu leur diplôme en 2019. Dania Kozlov était dans une compagnie de reconnaissance et a été tué. Il était la fierté de notre groupe», dit-elle.

Quand on lui demande ce qui la motive à continuer à travailler dans l'éducation, Snijana répond qu'elle vient d'une famille de profs et qu'elle n'a jamais pensé à faire autre chose.

«Je suis tout simplement passionnée par ce métier. Je l'aime beaucoup et c'est clairement ma vocation, ce que je ressens au plus profond de moi. Vous comprenez, il faut travailler. Et ce sont sans doute les yeux des enfants, qui brillent lorsqu'ils acquièrent de nouvelles connaissances, qui vous motivent», souligne Snijana.

### **Comment fonctionne l'éducation « en sous-sol »**

D'ici fin 2025, 180 écoles souterraines devraient voir le jour en Ukraine. Trois d'entre elles sont en cours de construction à Kryvyi Rih. Cependant, dans l'école où travaille Snijana, tout le processus éducatif a déjà été transféré «sous terre».

«À l'école, nous travaillons tout le temps dans un abri. Mes cours commencent dans l'abri et nous ne nous déplaçons pas<sup>2</sup>. D'un côté, c'est

2. NdT. En cas d'alerte aérienne, les enseignant·es sont tenu·es d'emmener les enfants dans l'abri.



pratique, mais de l'autre, c'est gênant car il n'y a pas de portes entre les classes et on entend constamment les autres enseignant·es et les autres enfants, on est en permanence dans le bruit. Cela déconcentre les enfants, il faut retenir leur attention pendant toute la leçon et imaginer différentes formes et méthodes pour les intéresser et les empêcher de se disperser. On nous a livré de nouveaux meubles cette année, on nous a donné de nouveaux tableaux interactifs. Mais tout cela se trouve sous terre. Les enfants tombent très souvent malades, car ces conditions ne conviennent pas à tout le monde. En réalité, elles ne conviennent à personne. Même avec une super ventilation, quand tu arrives le matin, tu ne peux pas respirer», explique Snijana.

Au collège, en revanche, les enfants étudient dans leurs classes habituelles et en partie en ligne. De plus, l'établissement scolaire compte de nombreux bâtiments, entre lesquels les élèves doivent constamment se déplacer dans la ville. Il est très difficile de s'assurer que tout le monde se rende à l'abri en cas d'alerte. Pour des raisons de sécurité, mais aussi parce qu'elles et ils ne peuvent pas quitter le pays après 18 ans, de nombreux enfants partent à l'étranger.

« Cette année, après le dernier bombardement du terrain de jeux de Yuvileiny [qui a fait 18 tués, dont 9 enfants], beaucoup ont quitté l'école. Les parents viennent chercher leurs enfants parce qu'elles et ils s'inquiètent. La sécurité passe avant tout, l'éducation est secondaire. Elles et ils partent [à l'étranger] pratiquement tous les jours. Ce sont surtout les enfants qui étudient au collège après leur première année qui partent. Elles et ils sont assez nombreux. Quand elles ou ils atteignent l'âge de 16 ans, elles ou ils partent même seuls. Et elles et ils commencent à s'adapter à la vie, à travailler. Souvent, elles ou ils poursuivent leurs études au collège en ligne. Tant que c'est possible, mais on ne sait pas ce qu'il en sera avec les nouvelles lois », raconte Snijana.

Cet été, un débat a eu lieu sur la réduction de l'enseignement en ligne, car il aurait un impact négatif sur la qualité. Cependant, le ministère de l'éducation et de la recherche a finalement accepté que chaque établissement scolaire décide lui-même de la forme d'enseignement à dispenser.

« Pour passer complètement à l'enseignement hors ligne, il faudrait une sécurité totale. Or,

celle-ci n'existe pas. Et les bombardements sont constants. La nuit dernière, une école de sport pour enfants a été touchée, elle est complètement détruite », déplore Snijana.

Selon elle, de nombreux enseignant-es quittent également le pays en raison de la combinaison des risques et des bas salaires.

« En particulier celles et ceux qui enseignent l'anglais. Même si elles et ils terminent leurs études universitaires, elles et ils ne veulent pas aller travailler dans une école pour un salaire dérisoire. Elles ou ils ouvrent donc leurs propres établissements privés », note-t-elle.

En même temps, il y a beaucoup de personnes déplacées à l'intérieur du pays. La proximité de l'Est et le mode de vie similaire à celui d'une grande ville industrielle ont fait de Kryvyi Rih un centre d'accueil important pour les personnes déplacées.

« Au collège, j'ai des garçons qui ont même quitté la région lorsque la guerre a éclaté dans le Donbass en 2014. Ils vivent dans un endroit situé presque à l'extérieur de la ville. Les transports y sont très mauvais. Mais cela ne les empêche pas de bien étudier », explique l'enseignante.

De plus, dans le contexte de la guerre, des cours spéciaux sur la sécurité ont été mis en place dans les écoles et les collèges.

« Il y a des moments consacrés à la sécurité au travail, où nous parlons constamment aux enfants des dangers des mines. Nous avons tous et toutes suivi des formations appropriées lorsque la guerre a éclaté et avons obtenu des certificats. De plus, nous organisons obligatoirement des cours sur la sécurité de l'information sur



Internet, afin d'apprendre aux élèves à prendre toutes les informations avec un esprit critique et à ne pas se laisser provoquer», ajoute Snijana.

L'Ukraine reste l'un des pays les plus minés au monde. En trois ans d'invasion russe, 336 personnes ont été tuées par des engins explosifs en Ukraine, dont 18 enfants, et 825 personnes ont été blessées. Au cours de l'année dernière, les cas où les services spéciaux russes ont recruté des adolescents et les ont forcés à incendier des voitures militaires ou à apporter des explosifs dans des installations militaires se sont multipliés. Plusieurs mineurs ont été tués ou gravement blessés. Parallèlement, il y a quelques mois, le SBU a annoncé que deux garçons de 14 et 17 ans originaires de Kryvyi Rih avaient refusé de travailler pour le FSB [service de renseignement russe] et avaient informé les forces de l'ordre de tentatives de recrutement. Ils ont été récompensés pour leur geste.

### **Pourquoi la pénurie de main-d'œuvre ne favorise pas l'augmentation des salaires**

Au cours des dernières années, en particulier dans le contexte de la guerre, des discussions se poursuivent sur le manque criant de main-d'œuvre qualifiée dans le pays. Il s'agit notamment de personnes capables de travailler dans des industries complexes, y compris dans le domaine militaire. Après la désindustrialisation rapide des années 1990, l'économie du pays s'est réorientée vers le secteur des services, et le prestige des professions ouvrières et, par conséquent, de l'enseignement professionnel a

considérablement diminué. Cependant, Kryvyi Rih reste une ville de métallurgistes dotée d'une infrastructure éducative appropriée.

«Nous sommes une ville industrielle, avec des mines, des carrières, des usines. C'est pourquoi le collège se concentre sur les professions qui seront demandées dans notre ville. Soudeurs, électricien·nes, informaticien·ne, spécialistes en informatique et en logiciels», explique Snijana.

Selon elle, ici, les étudiant·es des collèges ne sont pas considéré·es comme des outsiders et, pour la plupart, elles et ils poursuivent ensuite des études supérieures, en se concentrant déjà clairement sur une spécialité et une expérience spécifiques. Aujourd'hui, elles et ils acquièrent cette expérience plus tôt que d'habitude, car les géants métallurgiques de Kryvyi Rih manquent de main-d'œuvre. Au début de l'invasion, lorsque les occupants ont coupé les voies logistiques vers la mer d'Azov, de nombreuses entreprises ont cessé leur activité et mis leurs employé·es au chômage technique. La plupart d'entre eux ont fini par s'engager dans l'armée. Mais aujourd'hui, de nouvelles voies ont été trouvées pour le transport du minerai de fer et d'autres produits. Les étudiant·es des collèges sont donc activement impliqués dans ce processus.

«À l'usine ArcelorMittal<sup>3</sup>, les enfants sont passés à un enseignement individuel et ont commencé à travailler dès leur deuxième

---

3. NdT. Anciennement Kryvorijstal, qui fait désormais partie de la plus grande entreprise métallurgique au monde.

année. Vous comprenez donc à quel point la main-d'œuvre manque», souligne Snijana.

Et pourtant, selon elle, il existe un paradoxe : les jeunes spécialistes se voient proposer un salaire minimum qu'elles et ils refusent. Ainsi, une partie des diplômé·es qui pourraient acquérir de l'expérience, une qualification supérieure et, à terme, un meilleur salaire, sont perdu·es.

«Parmi les diplômés de l'année dernière, il y avait une jeune fille dont toute la famille sont des électriciens. Elle est allée travailler à l'usine, mais le salaire y est de 7 000 hryvnias (144 euros). Pour des jeunes qui veulent vivre indépendamment de leurs parents et louer un logement, c'est trop peu. C'est pourquoi, bien sûr, elles ou ils vont travailler comme baristas ou dans des magasins d'alimentation, où les salaires sont deux fois plus élevés. Beaucoup partent également à Kyiv pour gagner leur vie où elles et ils ne sont pas déclarés officiellement, mais travaillent au noir dans le bâtiment», note l'enseignante.

À la question de savoir quel sera le rôle des diplômé·es des collèges dans la reconstruction du pays, Snijana répond qu'il est trop tôt pour en parler.

«Pour l'instant, tout le monde pense avant tout à sa sécurité. Les enfants sont évacués en masse. Et celles et ceux qui restent, seront-ils capables de s'en sortir émotionnellement, physiquement et psychologiquement. La reconstruction est une question secondaire pour l'instant, à mon avis», dit-elle.

Presque tous les élèves et enseignant·es de son collège et de son école ont des proches dans l'armée. Mais l'année dernière, certains

avaient choisi d'étudier au collège pour échapper à la conscription.

«Comment puis-je réagir à cela? C'est une question provocante. J'ai deux fils qui font la guerre...», soupire Snijana.

Fin juillet, lors des manifestations contre la corruption, elle a rejoint le mouvement à Kryvyi Rih, brandissant une pancarte sur laquelle on pouvait lire: «Pour des conditions de vie dignes».

Actuellement, les autorités reconnaissent le problème de la pénurie d'enseignant·es, principalement en raison des bas salaires. Selon les lois «Sur l'éducation» et «Sur l'enseignement secondaire général complet», le salaire minimum d'un·e enseignant·e en Ukraine doit être au moins égal à trois salaires minimums. En 2025, cela représentera 24 000 hryvnias (496 euros) par mois. Cependant, dans la pratique, cette norme est reportée chaque année lors de l'adoption du budget de l'État. Le ministre de l'éducation, Oksen Lisovyi, a déclaré qu'en 2026, la «prime aux enseignant·es» devrait être augmentée de 1 000 hryvnias (22 euros) à partir de janvier, puis de 2 000 hryvnias supplémentaires à partir de septembre. Toutefois, cela nécessite un financement de 40 milliards de hryvnias, ce qui, dans un contexte budgétaire restreint, reste incertain.



PAROLES  
FÉMINISTES  
D'UKRAINE

# Front intérieur et front extérieur

## Entretien avec les féministes de Bilkis<sup>1</sup>

Manifestation de juillet, droit à l'avortement, Espaces des choses et luttes féministes, activités internationales, Yana du groupe féministe ukrainien Bilkis a bien voulu répondre à nos questions sur tous ces sujets.

*Parlons d'abord des manifestations de juillet qui s'opposaient aux menaces du gouvernement contre l'indépendance des agences anticorruption, NABU et SAP. Vous y avez participé activement. Pourquoi et comment avez-vous vécu ces manifestations ? Il semble qu'il y avait beaucoup de jeunes présents et de femmes.*



Bilkis est une communauté de personnes conscientes qui se soucient de l'avenir de notre société. C'est pourquoi nous avons rejoint les manifestations, car nous ne pouvions pas rester à l'écart. La corruption est l'un des principaux obstacles à la démocratie, à l'égalité, à la justice et, en fin de compte, à la sécurité. Même si nous ne sommes pas des militantes qui travaillent quotidiennement sur les questions de lutte contre la corruption, il s'agit clairement d'une de nos valeurs, et nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'intervenir chaque fois qu'il y a un risque de recul.

Oui, la plupart des manifestants étaient des jeunes, et beaucoup d'entre eux étaient des femmes. C'est compréhensible : un grand nombre d'hommes servent actuellement dans l'armée et défendent notre pays (les femmes sont également présentes dans l'armée, mais les hommes sont encore nettement plus nombreux). Les femmes constituent aujourd'hui un élément essentiel du front intérieur, qui est absolument indispensable à l'armée qui se bat littéralement pour notre droit d'exister. Il existe actuellement un dicton populaire en Ukraine : «Vous êtes soit dans l'armée, soit pour l'armée.» Je l'étendrai ainsi : «Vous êtes soit dans l'armée, soit pour l'armée, soit pour la construction d'un État social-démocratique fort en Ukraine.» Cependant, il y avait également des hommes aux rassemblements, principalement des étudiants, mais aussi quelques soldats.

À ma connaissance, les manifestations ont commencé à Kyiv et à Lviv, et le lendemain, elles se sont étendues à de nombreuses autres villes, environ 15 à 20 à travers le pays. Il s'agissait de rassemblements pacifiques, au cours desquels les participant·es brandissaient des affiches et des banderoles et prononçaient des discours en faveur du NABU et du SAP (remarque : NABU – Bureau national anticorruption d'Ukraine, un organisme indépendant chargé de lutter contre la corruption à haut niveau ; SAP : le Bureau du procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption, qui supervise les enquêtes du NABU et le représente devant les tribunaux). Le Parlement ukrainien avait décidé de leur retirer leur indépendance, et le Président avait initialement soutenu cette décision. La principale

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat. 3 septembre 2025.



revendication des manifestants était donc très claire: rétablir l'indépendance de ces institutions de lutte contre la corruption.

*Sur les photos on voit que les gens semblaient heureux de manifester malgré les risques en raison de bombardements ?*

Malheureusement, les Ukrainiens sont habitués au bruit des explosions, qui font désormais partie de leur quotidien, mais cela ne les a pas empêchés de descendre dans la rue. Heureusement, personne n'a été blessé par les attaques de missiles ou de drones russes pendant ces

manifestations. La joie que l'on peut observer sur les visages des personnes sur les photos, malgré les risques, provient de deux éléments: premièrement, le sentiment de force que procure le nombre, le fait de réaliser combien d'autres personnes partagent vos valeurs, et deuxièmement, l'expérience stimulante de l'action directe. Vous ressentez que c'est votre pays, votre foyer, et que vous pouvez vous exprimer, manifester votre désaccord, et que cela a vraiment de l'importance.

*Le gouvernement Zelensky a reculé.*

*Pensez-vous que cette victoire soit définitive ?*

Quant à savoir s'il s'agit d'une victoire définitive, il est difficile de se prononcer. Pour l'instant, il semble que oui, le gouvernement de Zelensky ait reculé. Cependant, nous continuons bien sûr à suivre la situation de près et n'excluons pas la possibilité que les autorités tentent à nouveau de limiter l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption.

*Le 7 juin dernier, le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk a lancé un appel la Verkhovna Rada visant à interdire l'avortement. Il y a eu une pétition dans cette ville contre cet appel et la Marche des femmes veut poursuivre en justice le conseil municipal. Pouvez-vous parler du droit à l'avortement en Ukraine et des menaces qui pèsent contre lui ?*

En Ukraine, comme dans de nombreux autres pays, l'avortement est soumis à certaines restrictions, mais dans l'ensemble, notre législation est assez libérale. Jusqu'à 12 semaines de



grossesse, l'avortement est accessible sur demande, sans qu'il soit nécessaire d'en expliquer les raisons. Entre 12 et 22 semaines, il n'est autorisé que dans des circonstances spécifiques définies par la loi et avec l'accord d'une commission médicale spéciale. Plusieurs tentatives ont été faites au Parlement pour introduire des projets de loi visant à restreindre les droits des femmes en interdisant l'avortement, mais aucun d'entre eux n'a dépassé le stade de la première lecture. De temps à autre, des voix conservatrices, qu'il s'agisse de députés, de prêtres ou de personnalités publiques, se font entendre pour réclamer de telles interdictions, mais elles ne bénéficient pas d'un soutien significatif de la part de la population. À notre avis, il n'y a actuellement aucune menace directe pour le droit à l'avortement en Ukraine. On a presque l'impression que ce droit fait désormais naturellement partie de l'État, car lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance en 1991, elle a conservé la loi de la période soviétique – et en Ukraine soviétique, l'avortement était légal depuis 1920 (à l'exception de l'interdiction stalinienne de 1936 à 1955). Cela dit, la situation est loin d'être idéale. Bien que l'avortement soit protégé par la loi, la stigmatisation qui l'entoure reste très forte en Ukraine. Ce n'est toujours pas un sujet dont on parle ouvertement, et les femmes sont souvent jugées pour cela, en particulier dans les petites villes et les villages. Les Églises jouent également un rôle important dans la diffusion de discours antiavortement et stigmatisant.

*Une des activités les plus réussies de Bilkis est l'Espace des choses qui fonctionne à Lviv*

*depuis août 2022. Plus de trois d'années d'activités! Pouvez-vous nous dire où vous en êtes avec la gestion de cet espace?*

Nous vous remercions pour cette question. En effet, l'Espace des choses existe depuis trois ans maintenant, et il semble qu'il soit sur le point de subir une transformation. Jusqu'à présent, le projet a été financé par des subventions qui couvraient le loyer, les charges, le mobilier et les salaires. Cependant, à l'heure actuelle, nous ne disposons de financements que jusqu'à la fin de l'année 2025, et nous devons réfléchir à l'avenir au-delà de cette date. Nous avons recherché de nouvelles opportunités, telles que des subventions écologiques ou sociales, mais nous n'avons malheureusement rien trouvé de convenable jusqu'à présent. C'est pourquoi nous envisageons de devenir financièrement indépendantes et de modifier légèrement le format. Pour nous, le principe d'altruisme a toujours été très important. Les gens nous apportent des objets gratuitement, et nous les distribuons gratuitement. Cependant, il est malheureusement nécessaire de disposer de fonds pour louer un espace pour ce projet. Nous envisageons donc d'adopter un modèle d'entrepreneuriat social. Qu'est-ce que cela signifierait concrètement? Une partie des articles donnés serait vendue, et les recettes serviraient directement à financer l'Espace des choses. Parallèlement, nous continuerions à gérer le projet comme nous l'avons toujours fait, avec un espace où les gens peuvent venir prendre gratuitement ce dont ils ont besoin. L'accès gratuit aux articles restera donc possible, mais certains articles seront

également vendus afin de soutenir la pérennité du projet.

*Vous êtes très actives sur différents sujets. De plus vous avez réussi à organiser un rassemblement le 8 mars 2025 à Lviv avec l'Atelier féministe. Une première dans cette ville. Par exemple récemment vous vous êtes intéressées aux questions du logement mais aussi par exemple à la question décoloniale. Pouvez-vous nous dire quelques mots de toutes vos activités si diverses ?*

Oui, et en juin, nous avons également organisé, en collaboration avec l'Atelier féministe, une action dans le cadre du Mois des fiertés à Lviv – le premier événement de ce type dans la ville. Lorsque Bilkis a vu le jour, nous avions trois valeurs fondamentales: le féminisme, la justice économique et l'horizontalité. Aujourd'hui, ces valeurs sont passées à cinq (qui en englobent en réalité davantage): le féminisme queer, l'intersectionnalité, l'horizontalité, l'égalité socio-économique et la décolonialité. Nous réfléchissons également beaucoup à l'écologie et à l'impact du patriarcat et du capitalisme sur notre planète. Notre mission est de sensibiliser le public au féminisme et aux questions LGBTQI+, d'impliquer les jeunes femmes et les personnes queer dans l'activisme et de lutter contre les discours patriarcaux, homophobes et transphobes dans la société ukrainienne. Notre activité principale est le travail médiatique, à travers lequel nous menons à bien cette mission. Nous créons du [contenu vidéo](#), des textes analytiques et divertissants, que nous publions

principalement sur [Instagram](#). En outre, nous organisons occasionnellement des événements éducatifs tels que des conférences, des ateliers et des projections de films, ainsi que des actions de rue. Et bien sûr, nous gérons notre projet social et écologique l'Espaces des choses, où les gens peuvent donner des objets dont ils n'ont plus besoin et prendre gratuitement ceux qui leur sont utiles.

*Vous avez également une intense activité internationale. Les membres de Bilkis défendent la cause de femmes ukrainiennes à Bruxelles, New York, Stockholm, Strasbourg... Quel bilan faites-vous de ces déplacements à l'étranger, comment avez-vous été accueillies ?*

Nous venons tout juste de commencer notre travail de sensibilisation à l'échelle internationale. Nous souhaitons à la fois en apprendre davantage sur le contexte mondial des luttes pour les droits des femmes, y compris les conflits dans d'autres pays et divers discours (anti)coloniaux, et partager l'expérience de l'Ukraine: notre combat pour les droits des femmes et notre résistance à l'impérialisme russe. Jusqu'à présent, nous pouvons affirmer que ces voyages ont été très inspirants. À chaque fois, nous revenons avec un sentiment renouvelé de l'importance de la solidarité internationale et de la nécessité de prêter attention à d'autres contextes, dans la mesure du possible. Les gens remarquent souvent notre logo (ce qui est compréhensible) et le complimentent fréquemment, ce qui est toujours agréable.

PENDANT LA GUERRE  
LA LUTTE CONTINUE

# Chronique des événements courants

**2 JUILLET**

## En défense de leur école

Les habitants Pology, dans la communauté de Novosanar, s'opposent à la réorganisation du lycée local. L'établissement scolaire devrait être rattaché au lycée de Maloperechtchynsky, et l'école primaire devenir une annexe. « Mon mari combat depuis le premier jour de la guerre pour défendre notre pays contre l'ennemi. Et nous, avec notre enfant, nous devons nous battre ici pour que l'école ne ferme pas », a déclaré Oksana Radionenko, une habitante de Pology.

## La moitié des hôpitaux de première ligne sans financement

En deux ans, plus de la moitié des hôpitaux situés près de la ligne de front ont perdu le financement qui permet de payer au personnel « en première ligne » les primes de « front ». Une infirmière en chirurgie de l'Est du pays, qui a vu ses primes supprimées, raconte que pendant la période d'afflux massif de blessés, son service, prévu pour 20 personnes, accueillait entre 60 et 80 patients. Aujourd'hui, il y a environ 40 personnes, mais il s'agit principalement de personnes âgées seules. « Ne pas payer les "travailleuses de première ligne" est un manque de respect envers elles qui risquent leur vie pour sauver celle des autres. » Le ministère de

la santé, qui ne peut garantir ni le versement de ces paiements aux hôpitaux ni leur juste répartition à l'ensemble du personnel conformément à la loi, fait preuve d'incompétence, souligne Oksana Slobodyana, responsable du syndicat Soyez comme nous sommes.

**6 JUILLET**

## Compartiments femmes

Les discussions sur les réseaux sociaux concernant le harcèlement des femmes dans les trains ne cessent de s'intensifier. La compagnie de chemins de fer Ukrzaliznytsia a élargi la liste des lignes disposant d'un compartiment réservé aux femmes seules ou accompagnées d'enfants. Ainsi, en plus de la liste de lignes déjà existantes, un compartiment réservé est apparu dans les trains sur les lignes suivantes : Kyiv-Zaporijjia, Kovel-Kyiv et Lviv-Kharkiv.

**7 JUILLET**

## Une réunion à Kyiv sur Pliouchtch

Une réunion s'est tenue à Kyiv mi-juin 2025 sur Leonid Pliouchtch avec projection du film de Mathieu Schwartz *Ces mathématiciens qui firent plier le Kremlin*. La Maison du cinéma était bondée : artistes, militants, défenseurs des droits humains, diplomates...

**8 JUILLET**

## Conflits sociaux

Entre janvier et juin 2025, le Service national de médiation et de conciliation a facilité la

résolution de 69 conflits collectifs du travail : 3 au niveau national, 3 au niveau sectoriel et 63 au niveau de branche de production. Plus de 1,2 million de salariés de 6 910 entreprises ont participé à ces conflits.

### **Droit au congé militaire**

Un officier remporte un procès contre son unité militaire qui lui a refusé un congé supplémentaire après sa captivité. Le soldat avait été détenu en captivité russe pendant près de deux ans. Le tribunal administratif du district de Lviv a donné raison à un lieutenant qui s'était vu refuser 90 jours de congés payés supplémentaires après sa libération de captivité en Russie. Le tribunal a jugé ce refus illégal et a ordonné à l'unité militaire de prendre une décision appropriée.

### **9 JUILLET**

### **Marioupol : « À la place de nos maisons, il n'y a que des trous »**

Les habitants des maisons détruites n° 75 et n° 77 de la rue Kouprina ont enregistré une vidéo adressée au maire collaborateur des Russes de Marioupol, Anton Koltsov. Dans leur message, les gens ont indiqué qu'on leur avait promis des appartements, mais que la promesse avait été oubliée. De plus, les habitants de Marioupol se sont vus répondre que c'était à l'Ukraine, et non à la Russie, de les indemniser pour leur logement. Rappelons que, selon les habitants de Marioupol, plus de 18 000 personnes sont toujours sans logement dans la ville.

### **10 JUILLET**

### **Jytomyr : contre la fermeture du lycée sportif**

Avant l'ouverture de la session du conseil régional de Jytomyr, élèves, parents et enseignants du lycée sportif de Berdytchiv se sont rassemblés devant le conseil régional pour exprimer leur désaccord avec la réorganisation du lycée. Il est prévu que le lycée sportif soit transformé en lycée militaire, rattaché à l'Institut militaire S.P. Korolev. Lors de la séance du conseil, Iryna Chumak, représentante du comité des parents, a déclaré : « Les enfants qui y étudient ont soigneusement lié leur vie au sport. Ils pratiquent un sport deux fois par jour, ce qui contribue grandement à leur avenir sportif. C'est pourquoi nous vous demandons, nous vous supplions, nous vous exhortons à ne pas réorganiser cet établissement. Où devraient aller les enfants s'ils souhaitent s'épanouir ici, en Ukraine, alors qu'ils en sont privés ? »

### **16 JUILLET**

### **Ivano-Frankivsk : menace sur l'avortement**

Le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk n'a pas répondu à une pétition lui demandant de retirer son appel à interdire l'avortement en Ukraine. Malgré le nombre suffisant de signatures obtenues, le conseil municipal a conseillé à ses autrices de saisir la justice. En réponse à la pétition électronique, le secrétaire du conseil municipal d'Ivano-Frankivsk, Viktor Synytchyn, a noté que l'appel du conseil municipal n'a qu'un caractère de recommandation et que son



adoption répond à la demande des organisations publiques et du clergé de la ville. L'initiatrice de la pétition, Khrystyna Stavnytcha, avait expliqué que «les femmes ne doivent pas être privées de leur droit à l'avortement et de leurs droits fondamentaux. Frankivsk n'est pas un trou noir. Le fanatisme religieux ne peut pas l'emporter sur le bon sens ici».

### Priama Diia en manif

Les 14 et 15 juillet, Priama Diia a participé aux manifestations contre la nomination d'Andriy Vitrenko au poste de ministre de l'éducation et des sciences. Au cœur du problème à l'origine des manifestations se trouve le système qui permet à M. Vitrenko et à ses semblables de gérer la politique éducative du pays. C'est avec ce slogan que nous nous sommes joints à ces manifestations, plaidant pour des changements systémiques dans l'éducation, plutôt qu'un nouveau changement de visage, pour l'autonomie des universités et contre la nomination d'un énième bureaucrate plagiaire. Nous tenons à souligner que nous ne jugeons pas opportun de limiter l'attention du public au seul Vitrenko, car les actions et les aspirations de la direction actuelle du ministère de l'éducation et des sciences, en particulier Lisov et Vynnytskyi, ne contribuent pas à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'enseignement supérieur, ni à assurer un véritable accès des étudiants et des enseignants à la prise de décision - privation dont, d'ailleurs, leurs prédécesseurs ne pouvaient se targuer. Nous avons néanmoins été ravis de voir des manifestants qui ont rallié des slogans et ont scandé «Notre éducation est entre nos

mains» et n'ont pas hésité à s'exprimer à voix haute. Quelle que soit l'issue de l'épopée autour de la nomination d'un nouveau ministre, la lutte étudiante pour une meilleure éducation et l'autonomie des étudiants-enseignants doit se poursuivre - quotidiennement et sans relâche, depuis les universités et les résidences universitaires. Changer le système plutôt que de changer de visage !

Priama Diia

### 17 JUILLET

#### Festival film écolo

Un festival de films écologistes consacré à la protection de la nature se tiendra dans le village de Kolotchava, district de Khust, du 1<sup>er</sup> au 3 août. Cette année, le programme du festival écologique comprend : projections de films écologiques de différentes parties du monde, premières de films ; conférences sur l'écologie consciente et le cinéma ; activités interactives pour enfants et adultes, tournage de films ; espace de lecture littéraire ; foire artisanale écologique ; moment honorant la mémoire des défenseurs tombés de l'Ukraine.

### 18 JUILLET

#### Lviv : échec à la privatisation de la clinique

Début juin, l'administration régionale de Lviv, par l'intermédiaire du Fonds des biens de l'État, a mis en vente un dispensaire avec un prix de départ de 6,8 millions de hryvnias, mais après le tollé suscité, l'enchère a été annulée. Les habitants de Velyki Hrybovytchi ont recueilli des

signatures et manifesté devant l'administration régionale de Lviv pour empêcher la vente du dispensaire. Cette mobilisation exigeait le transfert du dispensaire au centre régional d'urgence et de médecine de catastrophe de Lviv. Victoire : l'administration régionale de Lviv a décidé de transférer le dispensaire de Velyki Hrybovytchi à la communauté de Lviv. L'acte de transfert a été signé vendredi 18 juillet. C'est ce qu'a annoncé le maire adjoint de Lviv, Liubomyr Zubatch.

## 20 JUILLET

### Sur le contrôle des travailleurs de la santé

Des conseils de surveillance sont constitués, selon la loi, dans les établissements médicaux publics et municipaux ayant conclu un contrat avec la Caisse nationale d'assurance maladie. Au moins la moitié de leurs membres doivent être des représentants indépendants : membres d'organisations de patients ou d'organisations publiques professionnelles. De fait, les autorités locales peuvent parfois s'opposer à la création de conseils de surveillance, a indiqué la Caisse nationale d'assurance maladie. À Tchernivtsi récemment en juillet 2025, des associations ont souhaité un conseil de surveillance à l'Hôpital clinique central. Mais le maire Roman Klitchuk a mis son veto. De son côté le syndicat du personnel soignant Soyez comme nous sommes se bat pour pouvoir participer à de telles structures de contrôle. Mais interrogée à ce sujet, Oksana, présidente du syndicat explique qu'encore récemment « Notre Olia Lysivets a déposé sa candidature à un conseil de surveillance, mais elle a été refusée. » Olia Lysivets, infirmière, membre



de Soyez comme nous sommes, travaille à Tchernivtsi.

### Vinnytsia : les coursiers de Glovo en grève

Du 11 au 13 juillet, les coursiers de Glovo, service de livraison à Vinnytsia étaient en grève. Ils réclament une rémunération décente pour leur travail et la prise en compte équitable des primes garanties. « Le bureau de Glovo n'écoute pas nos revendications et n'est pas prêt à engager un dialogue constructif. Il ne tient pas ses promesses de tout régler. Et presque tous les jours, il recrute de nouveaux coursiers inexpérimentés, dans l'espoir de trouver une main-d'œuvre bon marché », accuse Viktor Lysyuk, gréviste. « Que tous les livreurs s'organisent, créent leur propre réseau et envoient balader l'administration de Glovo ! Sans les livreurs, ils ne sont rien ! Ces « patrons » minables vous exploitent », explique Igor, habitant de Vinnytsia.

## 21 JUILLET

### 40 mois d'enfer à Marioupol

40 mois sans eau ni chauffage. Ce n'est pas un cauchemar, mais la dure réalité pour des milliers d'habitants de la ville occupée. Alors que les occupants font hypocritement état des « travaux de réparation effectués », les habitants de Marioupol n'en voient rien. Les habitants de l'immeuble du bâtiment n° 38 du boulevard Central (anciennement appelé « 50 ans d'Octobre ») ne restent pas silencieux. Ils enregistrent des messages vidéo : « Cela fait 40 mois que nous vivons sans électricité ni chauffage. Nous errons dans des coins étrangers, comme des sans-abri.

Depuis mars 2022, notre immeuble n'a ni électricité, ni chauffage, ni gaz, ni eau», expliquent-ils. Ce n'est pas un cas isolé. Il y a des centaines de situations similaires sous l'occupation. Sur le papier, «tout est fait», les façades sont «rénovées», l'argent est «alloué», mais en réalité, les logements restent inhabitables.

### **29 JUILLET**

#### **Encore une école fermée**

À Dmytrivka, dans l'oblast de Mykolaïv, les habitants se plaignent de la fermeture d'une école par les autorités locales. Des enfants de quatre villages y étudiaient. À l'avenir, ces élèves seront scolarisés dans d'autres établissements scolaires de la commune. La décision de fermer l'école a été prise en décembre 2024 lors d'une séance du conseil du village de Berezan conformément au plan d'«optimisation» du réseau éducatif. Svitlana, une habitante locale, ne comprend pas non plus la raison de la fermeture de l'établissement. «Quels indicateurs ont motivé la fermeture de l'école Dmytrivska? Il s'agissait sans doute d'un manque de fonds et d'un faible nombre d'élèves. Or, le directeur du département de l'éducation n'a pas communiqué ces indicateurs à la communauté», explique Svitlana.

#### **Consignes aux détenus**

L'armée russe a attaqué la colonie pénitentiaire n° 99 de Bilenkivska, située à Zaporijjia. À la suite de ces bombardements, 16 personnes ont été tuées, 44 hospitalisées et 50 autres blessées ont été prises en charge sur place. «Les détenus avaient reçu des instructions, mais, bien

sûr, on ne pouvait pas se préparer à une telle situation. Cependant, chacun connaissait un plan d'action clair. C'est pourquoi tous les détenus ont immédiatement pris position dans les abris, ce qui a peut-être permis de réduire considérablement le nombre de morts et de blessés. Les détenus n'ont pas paniqué, n'ont pas désorganisé le travail de l'établissement, ont agi de manière coordonnée et ont suivi les instructions de l'administration», a souligné le directeur adjoint de la prison, Dmytro Azarov.

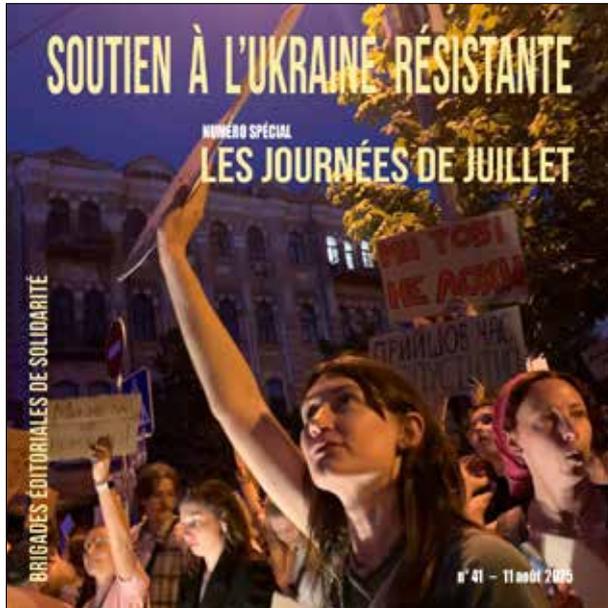
### **30 JUILLET**

#### **Pour des conditions de service claires**

Les habitants de Lviv sont descendus dans la rue pour exiger des conditions de service claires pour l'armée. Des proches de militaires et des habitants de Lviv se sont joints à l'action. Ils brandissaient des pancartes: «La loi sur les conditions de service - au conseil», «Il n'y a pas de conditions de service claires - il y a des militaires démotivés.» Valentina Klymus dont le mari combat lui depuis trois ans, accuse: «Mon mari est déjà fatigué, épuisé. Il serait bon qu'il soit remplacé temporairement et libéré pour récupérer un peu, pour être soigné, comme des milliers d'autres militaires. Cela me touche aussi en tant que citoyenne, car j'aime l'Ukraine et je souhaite son existence. Les Russes sont déjà entrés dans la région de Dnipropetrovsk. Au même moment, Volodymyr Zelensky déclare que notre armée restera dans les tranchées jusqu'à la victoire. De quelle victoire peut-on parler si les forces combattantes sont complètement épuisées?»

## LE MOUVEMENT DE JUILLET

Le mois de juillet a été marqué par le mouvement des pancartes. Nous renvoyons au numéro 41 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, titré «[Les journées de juillet](#)».



## 1<sup>ER</sup> AOÛT

### Camp écologique anarchiste

Du 22 au 25 août, le sixième camp écologique de la Plateforme écologique aura lieu. «Ce voyage était un événement annuel avant le début de la grande guerre. Nous sommes heureux de renouer avec notre tradition de voyage commun. Cette année, le camp sera situé dans une forêt paisible au milieu des rochers, des rivières et des lacs – un endroit qui nous a inspirés pour relancer cet événement», précise la Plateforme écologique.

### Mobilisation universitaire

Une conférence s'est tenue à l'université nationale Ivan Ohienko Kamianets-Podilskyi, dans l'oblast de Khmelnytskyi, où le personnel s'est catégoriquement opposé à la fusion de l'établissement avec l'université d'État de Podolsk. Les représentants de l'université ont déclaré que la liberté académique, l'autonomie et les droits légaux avaient été violés et préparent déjà une action en justice pour contester la décision du gouvernement. «La conférence a décidé d'engager une action en justice pour contester les documents gouvernementaux qui, de l'avis de l'équipe, violent les droits et intérêts légitimes non seulement de la communauté universitaire, mais aussi de la communauté urbaine», indique la conférence. Les représentants de l'université ont souligné le manque de dialogue ouvert avec le ministère de l'éducation et des sciences, ignorant la position du collectif du personnel.

## 2 AOÛT

### Grenades lacrymogènes

Vendredi 1<sup>er</sup> août au soir, des centaines de personnes à Vinnytsia, près du stade du Lokomotiv, ont exigé la libération d'hommes qui, selon elles, auraient été arrêtés par des employés du TCC et du SP (Centre territorial de recrutement). Elles ont déclaré que les hommes arrêtés le matin par des employés du TCC étaient apparemment retenus au stade. Par la suite, au moins 11 équipes de la police sont arrivées sur les lieux, qui, selon des témoins, ont utilisé des grenades lacrymogènes et procédé à des arrestations. «Ils ont commencé à les attraper sur le pont central, les ont amenés ici et les ont enfermés derrière le portail. Nous sommes arrivés en courant parce que des gens que nous connaissons nous ont appelés à l'aide. À notre arrivée, la police a commencé à utiliser les gaz. Un de mes amis a maintenant des brûlures aux yeux et à la bouche. Ils ont mis les gens dehors et ont fermé le portail», raconte Anna, une habitante du quartier.

### Sans les syndicats

Aucun représentant syndical ni aucune autre organisation défendant les droits du travail du personnel soignant n'ont été associés à l'élaboration des projets de normes maximales relatives à la charge de travail des professionnels de santé. C'est ce qui ressort des informations fournies par le ministère ukrainien de la santé à la demande du mouvement médical Soyez comme nous sommes. Les normes de charge de travail sont essentielles pour garantir des

conditions de travail décentes et une rémunération équitable. Cette question doit évidemment être coordonnée avec les syndicats et autres organisations professionnelles qui défendent les droits du travail des soignants, parmi lesquelles Soyez comme nous sommes qui rappelle que, ces dernières années, le nombre d'infirmières en Ukraine a diminué d'un tiers. Cependant, le ministère ne tient pas compte de l'avis des infirmières. Nous appelons donc le ministère de la santé à associer Soyez comme nous sommes à l'élaboration de projets de normes maximales de charge de travail pour les professionnels de santé.

[Soyez comme nous sommes](#)

## 3 AOÛT

### Contrôle de contrats de location

Le syndicat des locataires lance une campagne de contrôle de contrats de location. «Envoyez-nous votre contrat (sans nom ni adresse) – nous vérifierons si tout est en ordre et vous expliquerons vos droits. Plus nous voyons de contrats, mieux nous pouvons défendre les intérêts de tous les locataires», annonce le syndicat le 3 août 2025. Le syndicat a été fondé à Lviv en août 2024. «Il est temps de s'unir et de défendre nos droits ensemble! Ce n'est qu'en nous soutenant mutuellement que nous pourrions établir des relations équitables entre les locataires et les propriétaires. Rejoignez l'Union des locataires!», avait-il déclaré lors de sa fondation.

## 4 AOÛT

### « Si la maternelle ferme, au moins criez »

Dans la commune de Poltava (district de Monastyrskia Hora), l'école maternelle n° 20 prévoit de fermer ses portes le 1<sup>er</sup> septembre. Cette fermeture est motivée par l'absence d'abris adaptés. Les parents ont été informés de la fermeture via les réseaux sociaux. Le service municipal de l'éducation indique qu'aucune décision définitive n'a encore été prise concernant cette fermeture. « Personne n'a rien expliqué. On a écrit aux parents que l'école maternelle serait fermée à partir du 1<sup>er</sup> septembre. C'est tout. Il n'y a eu aucune réunion, aucune explication », a confié Tatyana Zezekalo, une habitante du quartier. « Si la maternelle ferme, au moins criez », a déclaré Iryna Pisarenko, une autre habitante. Les habitants ont mis en ligne une pétition sur le site Internet du conseil municipal de Poltava.



### Abri fermé

À Mykolaïv, le soir du 2 août, lors d'un raid aérien et d'une attaque de missiles russes, un groupe d'adolescents n'a pas pu accéder à un abri dans un quartier résidentiel ; les portes de l'abri étaient fermées. Les forces de l'ordre enquêtent actuellement sur cette affaire. Peu de temps après le bombardement, *Korabelov.info* a publié un témoignage décrivant la situation des enfants. « Les enfants ont essayé de se réfugier dans l'abri du complexe sportif de Metallurg pendant l'alerte. Tout était fermé. Personne ne les a laissés entrer. Ils sont restés enlacés pendant l'explosion. Ils attendaient simplement l'explosion à l'air libre. L'explosion s'est produite

à 300 m d'eux... Et ma fille était parmi eux. Ils sont encore hystériques. Ils ont entre 14 et 17 ans », a raconté une mère. La police a vérifié ces informations et a constaté que le fait indiqué dans le message était confirmé.

## 5 AOÛT

### Sans salaire depuis un an : les autorités ne réagissent pas !

À l'hôpital municipal Melnitsa-Podilska de Melnytsia [oblast de Ternopil], les employés n'ont pas reçu leur salaire depuis plus d'un an. Depuis avril 2024, ils continuent de travailler sans rémunération : ils assurent les gardes, sauvent des patients et accomplissent toutes leurs tâches. En mai 2025, le personnel de l'hôpital a déposé une plainte officielle auprès de la police pour non-paiement délibéré des salaires, ce qui constitue un délit pénal prévu par l'article 175 du Code pénal ukrainien. Ils ont exigé que l'affaire soit enregistrée dans le registre national des enquêtes criminelles, qu'une enquête soit ouverte et qu'une réponse leur soit donnée. En août, aucune réaction n'avait encore été enregistrée. Le chef de la police du district de Tchortkiv, Yevgen Berezin, n'a pas répondu. En conséquence, des dizaines de membres du personnel se retrouvent sans moyens de subsistance. La loi a été violée. Il n'y a aucune réaction.

## 6 AOÛT

### Rassemblement à Lviv

À Lviv, les habitants de la place Kniazya Sviatoslav ont manifesté devant le conseil municipal

contre le projet de construction d'un immeuble de grande hauteur dans la zone tampon de l'Unesco. La population s'est rendue à l'hôtel de ville après que les autorités municipales ont annulé pour la deuxième fois une réunion à laquelle devaient participer les habitants, les représentants du service d'architecture, le promoteur et les maires adjoints. Les habitants réclament un espace public à eux et un abri antiaérien restauré. Ils affirment demander sa restauration depuis 2019.

### **7 AOÛT**

#### **Conscrits en grève de la faim**

À Tcherkassy, des conscrits ont déclaré une grève de la faim dans les locaux du centre régional de recrutement et d'aide sociale. Dans leur message, ils dénoncent «des crimes commis à leur encontre, la privation de liberté, des actes de torture et la falsification de documents»: «Étant donné qu'à 11 h 01 le 5 août 2025, aucune mesure n'a encore été prise par le Centre régional de recrutement et de soutien social de Tcherkassy (TCC), le groupe d'enquête et d'intervention de la police, le Bureau national de l'enquête et d'autres autorités, nous annonçons une grève de la faim au TCC de Tcherkassy afin de dénoncer les crimes commis à notre encontre, la privation de liberté, les actes de torture, la falsification de documents, etc.», accusent dans une déclaration publique Mikhail Dryjyruk, Serhiy Hernandez, Serhiy Nemtchenko et Oleksandr Vachtchenko. Le service de presse du TCC régional a indiqué qu'une procédure pénale avait été ouverte contre les conscrits

pour insubordination. Ils sont accusés de refus de servir, pour un d'entre eux d'auto-mutilation

### **8 AOÛT**

#### **Anti-corruption**

Le SAP (Parquet spécialisé anticorruption) a déposé une requête visant à destituer le président actuel de l'AMCU [Comité antimonopole ukrainien], Pavlo Kyrylenko. Kyrylenko est accusé d'enrichissement illégal de plus de 72 millions de hryvnias et de déclaration de fausses informations. Le parquet a déposé une requête visant à le démettre de ses fonctions après que la défense de Kirilenko a tenté de récuser le juge de la Haute Cour de justice.

### **12 AOÛT**

#### **Gagner avec le syndicat**

Un médecin de la ville de Derajnia, dans la région de Khmelnytsky, ne recevait pas de prime pour ses gardes à domicile et, avec l'aide du syndicat, a prouvé devant le tribunal que ses droits avaient été violés. L'organisation syndicale de l'hôpital Derajnyanska MBL, qui a obtenu une décision équitable pour le médecin, est dirigée par Ruslana Mazurenok, infirmière et membre de Soyeyz comme nous sommes. Conformément à la législation, les heures de garde doivent être comptabilisées comme une demi-heure de travail pour chaque heure de garde. Mais depuis le 1<sup>er</sup> mars 2024, le directeur du KNP [hôpital] avait suspendu par arrêté le paiement de ces urgences, bien qu'elles soient prévues par la convention collective de

l'hôpital. Cette violation avait suscité l'indignation des médecins.

[Soyez comme nous sommes](#)

### **Droit à l'avortement**

Des représentantes de l'organisation féministe March jinok (Marche des femmes) poursuivront en justice le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk pour un appel visant à interdire l'avortement. L'organisation Marche des femmes poursuivra en justice le conseil municipal d'Ivano-Frankivsk pour son appel à la Verkhovna Rada, au Président et au Premier ministre visant à mettre fin aux avortements. Les députés ont voté en faveur de cet appel le 27 juin 2025. L'organisation estime que de telles actions constituent une tentative d'influencer la politique de reproduction et l'interdiction de l'avortement. Les représentantes de l'association féministe ont également appelé les femmes à partager leurs expériences de discrimination. Elles sont invitées à publier leurs publications avec le hashtag #Je\_Décide pour soutenir le droit des femmes à prendre elles-mêmes leurs décisions concernant leur corps.

### **14 AOÛT**

#### **Deux militaires défendent leurs droits**

Une unité militaire n'a pas versé 100 000 hryvnias à un soldat blessé au front lors de ses soins auxquels il avait droit. Le soldat avait été blessé par des tirs d'artillerie dans la zone de combat de la région de Louhansk en avril et juillet 2023. Sa plainte précise que, de fin février au 8 mai 2024 le soldat a été soigné à l'hôpital

psychiatrique régional de Lviv en raison d'une détérioration de son état de santé, notamment d'un syndrome de stress post-traumatique, Le plaignant avait saisi le tribunal pour obliger le commandement à lui verser son indemnité. Le militaire a obtenu gain de cause devant le tribunal administratif régional de Lviv. Par ailleurs, le tribunal municipal de Cheptytskyi, dans la région de Lviv, a ordonné au département de l'éducation du conseil municipal de Cheptytskyi de verser 355 000 hryvnias à un enseignant qui n'avait pas perçu son salaire pendant sa mobilisation. Le département de l'éducation souhaite faire annuler cette décision devant la cour d'appel. Depuis le début de l'invasion à grande échelle à janvier 2025, l'enseignant était engagé dans les forces armées.

### **18 AOÛT**

#### **Ivano : attaque homophobe**

Le 16 août, une trentaine de jeunes ont tenté de perturber l'inauguration du centre communautaire de l'ONG Insight à Ivano-Frankivsk. À l'entrée, un groupe d'hommes aux intentions radicales a encerclé Olena Hryhoriak, responsable du développement régional, et Yevheniia Hromova, coordinatrice du centre communautaire à Ivano-Frankivsk. Pendant plus d'une heure, ils ont empêché les personnes présentes de passer librement, exigeant qu'on les laisse entrer dans le centre. Lundi 18 août, le maire d'Ivano-Frankivsk, Ruslan Martsinkiv, a soutenu l'association d'extrême droite Tryzub (Trident), qui a tenté de perturber l'ouverture du centre



LGBT+ et a déclaré qu'il fallait lutter contre ce qui détruit la famille ukrainienne.

### Pétition à Kyiv

Une pétition demandant le renvoi de Marina Solovyova du poste de directrice du Département de la protection du patrimoine culturel de la ville de Kyiv a reçu les 6 000 signatures nécessaires pour être examinée par le Conseil municipal de Kyiv. Son auteure, Ilona Sukhareva, note que la fonctionnaire «au lieu de lutter contre ceux qui détruisent les bâtiments historiques, intente des poursuites contre les associations qui protègent ces bâtiments». Le plus souvent ces bâtiments sont la proie de spéculateurs immobiliers.

### 19 AOÛT

#### 62 euros puis rien

Les employés de l'hôpital de Sosnytsia (oblast de Tchernihiv) subissent des retards de paiement de leur salaire. L'hôpital explique cette situation par un manque de fonds et une baisse saisonnière des consultations. «Le 18 juillet, un acompte de 3 000 UAH (62 euros) a été versé pour le mois de juin, et depuis, aucun versement n'a été effectué. Ils expliquent cela par le fait que les fonds ne sont pas donnés par la Caisse nationale d'assurance maladie, mais c'est une fausse information. Nous avons appelé la hot-line et on nous a répondu qu'il n'y avait aucune dette envers notre hôpital, que tous les fonds avaient été transférés à temps. Il serait intéressant de comprendre pourquoi les travailleurs médicaux ne reçoivent pas leurs salaires

et pourquoi il y a un tel retard», explique une infirmière.

### 20 AOÛT

#### Salaires impayés : un aperçu

Selon le Registre unifié des débiteurs, plus de 35 000 dettes salariales envers les employés ont été enregistrées en Ukraine en août 2025. Près de 2 000 entreprises n'ont pas versé les salaires de leurs employés. Le plus grand nombre de procédures a été ouvert dans les régions de Soumy, de Kyiv et de Dnipropetrovsk. Au total 1 983 entreprises devaient des salaires à leurs employés. Ces chiffres ne recensent que des recouvrements de salaires enregistrés. Donc beaucoup de situations de non-paiement de salaires échappent aux chiffres du Registre unifié des débiteurs.

#### Dortoirs : expulsion d'étudiants

Le conseil étudiant de la ville a annoncé que l'administration de l'université [de Lviv] refuse d'héberger les étudiants en master dans les résidences universitaires, invoquant une surpopulation. Nous, le syndicat étudiant indépendant Priama Diia, nous nous opposons fermement à cette décision arbitraire et sommes prêts à apporter tout notre soutien - juridique, militant et médiatique - pour défendre les droits des étudiants. Nous considérons qu'une solution possible au problème serait l'hébergement temporaire dans les résidences universitaires d'autres universités, ainsi que dans la résidence universitaire n° 1, qui est actuellement utilisée comme hôtel pour les personnes invitées. Cette



# Que se passe-t-il à l'hôpital central du ministère de l'intérieur ?

## Soyez comme nous sommes<sup>1</sup>

Au cours des dernières années, plus d'une centaine de médecins ont été licenciés de l'établissement public «Centre médical clinique central du ministère de l'intérieur de l'Ukraine» à Kyiv. Selon les médecins avec lesquels nous avons pu discuter, cette situation est due à la pression et au harcèlement moral exercés par le nouveau directeur de l'établissement, Ivan Yavorsky. De plus, les licenciements ont été effectués en violation de la loi, et plusieurs médecins se battent actuellement pour faire valoir

---

1. Soyez comme nous sommes (anciennement Sois comme Nina) est un syndicat du personnel soignant ukrainien, fondé en septembre 2020. Voir «Gérer et contrôler les hôpitaux, c'est possible», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 23 ; «Les victoires de Sois comme Nina», n° 25 ; «3 questions à Sois comme Nina», n° 26 ; «Témoignages de deux infirmières ukrainiennes au congrès de l'Union syndicale Solidaires», n° 29 ; «Dans les hôpitaux, ceux et celles qui se battent pour leurs droits sont combattus», n° 30, «Mais que veut Nina?», n° 31, «Contre les fermetures d'hôpitaux», «Victoire sur le droit à la rémunération», «Une médecin de l'hôpital pour enfants de Kyiv raconte», n° 33, «Les infirmières sont au bord du gouffre», n° 34, «L'État a choisi de réduire les garanties sociales du personnel de santé», n° 35, «Reconstruire l'Ukraine où les droits syndicaux seront respectés», n° 39-40.

leurs droits devant les tribunaux. Ainsi, selon Olena Golubenko, lieutenant-colonel de police à la retraite, médecin, qui a dirigé le service de médecine thérapeutique pendant plus de vingt ans, elle a été poussée à démissionner, en étant constamment mutée à d'autres postes, en voyant son salaire réduit au minimum et en étant contrainte de signer des contrats à durée déterminée.

L'un des épisodes les plus graves s'est produit lorsqu'Elena s'est retrouvée elle-même à l'hôpital en raison d'une hypertension artérielle. Cependant, son supérieur lui a ordonné de sortir, estimant qu'elle «se cachait». Elena a donc terminé son traitement en ambulatoire. Elle a finalement démissionné, mais continue de se battre pour ses droits.

«J'occupais le poste de directrice adjointe de l'hôpital chargée du diagnostic. Il se trouve que ce poste n'était pas considéré comme un poste médical. Les médecins ont droit à sept jours de congé supplémentaires. Je me suis adressée à mon supérieur pour lui dire que ce n'était pas normal, car j'effectuais un travail médical. Si je ne suis pas médecin, comment puis-je diriger le service de diagnostic? Je n'ai pas obtenu de réponse. Une demande a donc été adressée au ministère de la santé pour savoir si ce poste figurait dans le registre des postes médicaux. Nous avons reçu une réponse affirmative. Comme vous le comprenez, cela n'a pas été fait par hasard, mais délibérément, pour nous nuire», explique la médecin. Étant donné que son supérieur lui a refusé le paiement de ses congés, elle prépare une plainte devant les tribunaux.



Un autre médecin, le doctorant Volodymyr Yakymets, qui a été contraint de quitter l'hôpital, n'est pas non plus prêt à accepter sa situation. Il a actuellement saisi la justice pour licenciement abusif. Volodymyr dirigeait le Centre de médecine préventive du Service d'hygiène et de contrôle sanitaire du ministère de l'intérieur de l'Ukraine, où il supervisait les services sanitaires chargés de contrôler la situation épidémiologique, l'alimentation et la qualité de l'eau, ce qui est particulièrement important pour les militaires en temps de guerre. Cependant, la direction a jugé son travail insatisfaisant, sans avoir les moyens ni les compétences pour l'évaluer.

«J'ai reçu un premier avertissement, puis un deuxième [NDLR: le troisième, conformément à la loi, aurait dû entraîner son licenciement]. Je n'étais pas d'accord et j'ai fait appel. Entre-temps, mes supérieurs ont réalisé qu'ils m'avaient licencié illégalement, car ils avaient dépassé les délais. Ils m'ont donc rapidement réintégré, sans attendre la décision du tribunal. Et le lendemain, ils m'ont licencié en disant que j'étais victime d'une réduction des effectifs»,

explique le médecin, soulignant que toute la procédure de licenciement forcé s'est déroulée de manière extrêmement maladroite.

Cependant, ce qui inquiète vraiment les médecins, c'est que les blessés graves sont actuellement pris en charge par des médecins qui n'ont pas l'expérience nécessaire.

«Nous avons des dizaines de cadres, de bons employés expérimentés qui ont tout simplement été licenciés... On fait venir des jeunes qui sortent de l'internat et qui ont un an d'expérience. Et ils opèrent des patients gravement blessés», explique Volodymyr.

Selon un autre médecin, Andriy Kravtchenko, colonel de police à la retraite, urologue chirurgien qui a occupé le poste de directeur adjoint de l'hôpital en chirurgie pendant seize ans, le nouveau directeur a insisté sur la nécessité de laisser la place aux jeunes. Andriy, qui a 60 ans, s'est donc vu proposer un contrat à court terme, qu'il a refusé et a décidé de partir. Mais il souligne que ce ne sont pas seulement les «vétérans» qui ont été licenciés, mais aussi les jeunes médecins qui ne faisaient pas preuve d'une loyauté suffisante.

«Je ne suis pas le seul à avoir été licencié. Un traumatologue, un neurochirurgien, un cardiologue, tout le service de gynécologie et d'urologie, le chef du service de thérapie ont également été licenciés», se souvient-il. Les médecins affirment également qu'un établissement médical privé fonctionne actuellement dans les locaux de l'hôpital. Les militaires blessés au front y sont soignés dans des conditions bien moins bonnes que les patients qui reçoivent des soins payants. Volodymyr explique :



Environ 150 personnes ont été licenciées en deux ans. Il y a des services où il ne reste plus ni médecins, ni infirmières, ni aides-soignantes. La fonction principale est désormais de gagner de l'argent, et non de soigner les blessés. Ils ont organisé une clinique privée dans l'enceinte de l'hôpital militaire public. Les patients du privé sont opérés en priorité. Les militaires attendent des semaines, couchés à cinq ou six dans des chambres. Sans réparations, sans toilettes dans les chambres. Et dans le service privé, il y a un équipement ultramoderne.

Soyez comme nous sommes a adressé une demande à l'hôpital du ministère de l'intérieur pour savoir combien de patients privés sont actuellement pris en charge par l'hôpital et si cela a eu une incidence sur la qualité des soins médicaux en général, ainsi que pour connaître le taux de mortalité parmi les patients. Nous n'avons pas encore reçu de réponse.

La plupart des médecins qui ont été victimes de harcèlement de la part du directeur ont démissionné de leur propre gré. Cependant, une solution à cette situation pourrait être une action collective et la création d'un syndicat indépendant. Volodymyr, qui a déjà une expérience de la lutte pour ses droits devant les tribunaux, affirme que seule une action collective peut empêcher de nouveaux licenciements.

«Si nous sommes seuls, ils nous écrasent comme des noix. L'un se tait, l'autre a peur, le troisième s'en va tout seul. Et ils nous éliminent les uns après les autres. C'est pourquoi je vais au tribunal, je parlerai publiquement. Parce que

quelqu'un doit mettre fin à cela», souligne le médecin.

Olena Golubenko souligne qu'elle a décidé de parler publiquement des violations commises à l'hôpital: «Cela me fait mal, car j'ai travaillé dans cet établissement médical pendant trente ans, jour après jour. J'ai vu comment il s'est développé, comment il a changé. C'était très agréable de travailler dans une ambiance conviviale. Il y avait une atmosphère d'entraide. C'est très important, car cela permet d'obtenir de bons résultats», souligne-t-elle.

Soyez comme nous sommes rappelle que si un établissement médical ne dispose pas d'un syndicat ou si celui-ci ne remplit pas ses fonctions de protection des travailleurs, les médecins peuvent créer leur propre syndicat indépendant. Pour cela, l'accord du directeur ou du syndicat en place n'est pas nécessaire. Trois personnes suffisent pour créer une section syndicale. Le principal avantage est l'immunité contre le licenciement. Les membres de l'organe élu du syndicat ne peuvent être licenciés sans son accord. Le syndicat a également le droit d'exiger du propriétaire qu'il licencie le directeur pour violation du droit du travail. Actuellement, les militantes de Soyez comme nous obtiennent le licenciement du médecin-chef de la ville de Derajnia, dans la région de Khmelnytskyi.

# Dévalorisés, mais prêts à se battre : ce que disent les travailleurs de la santé

## Soyez comme nous sommes<sup>1</sup>



À l'occasion de la Journée des médecins, le syndicat du personnel soignant *Soyez comme nous sommes* a tenu une conférence de presse afin de dénoncer la situation réelle dans le système médical ukrainien. Des médecins et des militantes qui ont été confrontés à des violations de leurs droits, mais qui sont prêts à lutter contre l'injustice, ont été invités à prendre la parole.

La présidente du conseil du mouvement médical, Oksana Slobodyana, a souligné que l'une des questions les plus urgentes actuellement est la réduction du personnel médical, due à la fois à une optimisation irréfléchie des établissements médicaux et à la charge de travail excessive et à l'épuisement professionnel des infirmières.

Dans les hôpitaux allemands, une infirmière s'occupe au maximum de dix patients. Chez nous, en Ukraine, ce chiffre peut atteindre 40, voire plus, a-t-elle souligné. Selon elle, l'une

des principales causes de la surexploitation des infirmières est la suppression des normes de charge de travail. Cette année, *Soyez comme nous sommes* a mené une étude intitulée «Une pour trois», qui, sur la base de dizaines d'entretiens avec des infirmières, montre les conséquences de cette situation.

Actuellement, le ministère de la santé s'est engagé à élaborer de nouvelles normes, mais le processus manque de transparence et toutes les tentatives de *Soyez comme nous sommes* pour obtenir des informations sur l'avancement des travaux se sont soldées par des réponses évasives de la part du ministère.

Le problème des bas salaires des professionnels de santé reste également l'un des principaux sujets de préoccupation. Malgré le rôle essentiel que jouent les médecins, les infirmières et le personnel auxiliaire dans la protection de la santé de la population, leur travail est sous-évalué sur le plan économique. De nombreux médecins sont contraints de faire des heures supplémentaires ou de chercher un emploi supplémentaire pour subvenir aux besoins essentiels de leur famille. Cette situation financière a un impact négatif non seulement sur les employé·es, mais aussi sur la qualité des soins médicaux. Lorsque le salaire d'un professionnel de santé est dérisoire, il est difficile de parler d'un niveau de service élevé ou de mise à jour des connaissances a souligné Oksana Slobodyana.

Elle a également insisté sur la question de la sécurité sur le lieu de travail, en particulier pour les professionnels de santé dans les zones proches du front. Une grande partie d'entre eux

1. 29 juillet 2025.

ne reçoivent pas les primes «de front» qui leur ont été promises.

«En plus, les médecins qui bossent sous les tirs, en risquant leur vie, doivent supporter les brimades et les abus de l'administration. Olga Turotchka, membre du conseil de notre organisation, chirurgienne pédiatrique à l'hôpital de Chostka dans la région de Soumy, qui n'a pas pu quitter ses patients à cause de la situation difficile dans sa ville natale, décrit le travail dans cet établissement médical comme un lieu où les garanties de salaire minimum dans les zones frontalières ne sont pas respectées, où les postes de médecins, d'infirmières et d'aides-soignantes ne sont pas pourvus, et où aucun abri n'a été mis en service. Imaginez, à 40 km de la frontière avec l'agresseur, les gens n'ont pas d'abri à l'hôpital! En cas de coupure de courant, l'hôpital n'est pas équipé d'un système d'alimentation électrique de secours. Le service pédiatrique n'est pas opérationnel. Ainsi, depuis deux ans, les patients atteints de maladies somatiques et infectieuses sont soignés dans un seul service. Mais les membres du personnel médical du service pédiatrique, qui travaillent dans les mêmes conditions que ceux du service infectieux, ne reçoivent pas la prime de 15 % pour risque professionnel. 15 %, c'est une somme dérisoire, mais les médecins ne la reçoivent même pas», a déploré Oksana Slobodyana.

Elle cite également les propos d'Oliena Stechenko, militante du syndicat, qui travaille dans les services d'urgence de la région de Zaporijjia. Là-bas, le modèle de travail des équipes a été modifié : au lieu des trois ou quatre médecins habituels, seuls une infirmière et un

ambulancier, anciens infirmiers ou aides-soignants ayant suivi une formation complémentaire, restent. Cependant, dans le cas d'Olena, la reconversion n'a duré que quelques mois, ce qui rend la situation clairement dangereuse pour les patients.

Au cours de la conférence, les infirmières ont également souligné la question toujours en suspens des infirmières diplômées et des infirmières scolaires, dont les salaires sont nettement inférieurs à ceux des médecins relevant du ministère de la santé.

Pour sa part, la docteure Olena Golubenko, qui a travaillé pendant trente ans à l'hôpital du ministère de l'intérieur, a parlé du harcèlement moral dans son établissement médical. Après l'arrivée du nouveau directeur, 150 membres du personnel médical ont démissionné, ne supportant plus la pression.

On pourrait dire qu'il s'agissait de fainéants ou d'incompétents. Mais ces spécialistes ont travaillé très longtemps à l'hôpital et exercent aujourd'hui avec succès dans d'autres établissements. C'est simplement l'hôpital qui n'avait plus besoin d'eux a accusé Olena Golubenko.

Selon elle, ce qui s'est passé à l'hôpital relève du harcèlement moral, c'est-à-dire une humiliation et une dévalorisation systématiques du travail. Cette pratique a été utilisée à l'encontre des employées qui n'étaient pas loyales envers le nouveau directeur. C'est pourquoi l'hôpital emploie aujourd'hui beaucoup de jeunes médecins.

«En apparence, cela semble formidable. Cependant, actuellement, dans les hôpitaux, il y a plus de médecins sans classification que de

médecins ayant obtenu une classification. Mes collègues comprennent ce que cela signifie. La situation est grave. Dans cinq à dix ans, ces jeunes médecins seront expérimentés, ils deviendront des médecins avec un grand M. Mais dix ans, n'est-ce pas un prix trop élevé à payer pour les ambitions de nos dirigeants, surtout en temps de guerre?», souligne-t-elle.

Bien que la pratique judiciaire en matière de harcèlement moral soit, selon elle, encore difficile, Olena est prête à continuer à dénoncer publiquement ce problème.

Pour sa part, l'avocate et juriste de Soyex comme nous, Roksolana Lemik, a souligné qu'il y avait actuellement une augmentation des cas d'abus de la part des employeurs dans le cadre d'une interprétation abusive des dispositions relatives à l'organisation des relations de travail en temps de guerre. Cela concerne principalement la rémunération.

«Les militantes attirent toujours l'attention sur le fait que le salaire ne doit pas être déterminé par des primes qui peuvent être ajoutées ou supprimées à la discrétion de la direction. Il doit s'agir d'un salaire minimum fixe qui ne dépend pas de la volonté de la direction. Néanmoins, ces primes sont fixées par la décision n° 28 du Conseil des ministres du 13 janvier 2023. Dans des conditions générales, ce salaire est de 20 000 UAH pour les médecins et de 13 500 UAH pour les infirmières ou infirmiers. Si ces travailleurs exercent leur activité dans une zone de combats actifs, leur salaire doit être respectivement de 28 000 UAH et 18 000 UAH. Et pour le personnel médical subalterne, il est de 9 000 UAH. Sur le territoire où des combats sont

possibles, le salaire ne doit pas être inférieur à 23 000 UAH pour les médecins et, respectivement, à 15 500 UAH pour les infirmières et infirmiers. Et pour le personnel médical subalterne, il est de 8 000 UAH. Je dois dire qu'aucune de ces dispositions n'est strictement respectée. Cela est particulièrement vrai pour les travailleurs qui travaillent dans des zones de combats actifs ou dans des zones de combats potentiels, qui mériteraient plus que quiconque de recevoir ces paiements. De plus, la loi qui introduit le droit de retarder le paiement des salaires permet aux employeurs d'abuser de leur pouvoir et de ne pas payer les salaires à temps en invoquant le fait même de l'état de guerre. Je tiens à souligner que le fait même de l'état de guerre ne justifie ni le retard ni le non-paiement des salaires. Il s'agit uniquement d'un motif d'exonération de responsabilité. Et ce, à condition qu'il soit réellement prouvé que les salaires n'ont pas été versés à temps en raison de ces circonstances de force majeure. Cela doit être confirmé, notamment par les conclusions de la chambre de commerce et d'industrie», a souligné l'avocate.

Elle a également souligné que les licenciements, les modifications des conditions de travail et les refus de congés annuels sous prétexte de l'état d'urgence sont monnaie courante.

La plupart du temps, cela n'est pas justifié et, dans certains des cas décrits, Soyex comme nous sommes a réussi à défendre les droits des médecins. La juriste Roksolan Lemik rappelle les premières mesures à prendre pour se protéger :



Tout d'abord, faites appel à votre syndicat pour défendre vos droits du travail. Et si votre syndicat reste inactif, créez des syndicats dans votre entreprise qui défendront vos intérêts. Parmi les participantes au mouvement, nombreuses sont celles qui ont déjà profité de cette possibilité et qui travaillent activement au sein d'un syndicat indépendant. Il convient également d'écrire des plaintes et des déclarations à l'Inspection nationale du travail, qui est chargée de veiller au respect des droits du travail et, par conséquent, d'exiger que les violations soient signalées. En parallèle, nous vous recommandons de consulter des spécialistes et des avocats. Soyez comme nous sommes compte plusieurs avocats qui sont toujours prêts à vous aider. Et, bien sûr, le recours à la justice est également un droit incontestable de toute personne, y compris d'une employée qui estime que ses droits ont été violés. Croyez-moi, cela en vaut la peine. Vous pouvez rétablir votre droit violé et obtenir une compensation non seulement pour votre salaire moyen, mais aussi pour le préjudice moral subi.

Ruslana Mazurenok, membre du conseil de Soyez comme nous sommes et présidente du syndicat indépendant de l'hôpital de Derajnia, dans la région de Khmelnytsky, a raconté son expérience de militante syndicale et combattante pour les droits du personnel soignant.

Notre directeur a changé et a commencé à enfreindre systématiquement les conditions de la convention collective. Les employées ont donc décidé de s'unir et de créer un syndicat pour défendre leurs droits. Presque

immédiatement, des médecins, des infirmières et des infirmières auxiliaires se sont adressés à nous. L'un des médecins n'avait pas été payé pour ses gardes à domicile. Notre directeur a déclaré que les gardes à domicile consistaient à « rester assis sans rien faire, alors pourquoi les payer? ». Nous lui avons recommandé de s'adresser à l'inspection du travail et l'avons aidé à rédiger une requête en bonne et due forme afin qu'ils viennent effectuer un contrôle. Les inspecteurs ont effectivement confirmé les violations et ont dressé un procès-verbal. Mais le directeur a dit qu'il ne paierait rien. Le médecin a alors décidé de saisir la justice. L'inspection du travail a également envoyé son procès-verbal au tribunal afin qu'il soit reconnu qu'il y avait bien eu infraction administrative. Et le tribunal a reconnu qu'il y avait eu infraction et a obligé notre directeur à payer les salaires impayés. Le syndicat est donc vraiment efficace. Et je ne parle pas d'un grand hôpital. C'est une petite ville, et la présidente du syndicat est une infirmière ordinaire qui n'a tout simplement pas peur de s'exprimer. Il faut défendre ses droits, s'adresser aux syndicats, créer les siens. Nous devons nous protéger. Car qui d'autre que nous le fera ?

# Armée : question de discipline

Violetta Kirtoka<sup>1</sup>

Depuis le début de l'invasion jusqu'en juillet 2025, 185 339 affaires pénales pour abandon non autorisé d'unité militaire et 50 058 pour désertion ont été enregistrées en Ukraine. Cependant un mécanisme introduit par une loi fin novembre 2024 a permis jusqu'au 30 août aux déserteurs d'être réintégrés sur la base du volontariat dans les rangs, bénéficiant ainsi d'une amnistie et sans attendre la clôture officielle des enquêtes pénales les concernant. Cette mesure a permis à plus de 29 000 d'entre eux de réintégrer l'armée. Début septembre la commission de la Verkhovna Rada chargée des questions d'application de la loi propose d'adopter le projet de loi n° 13452, qui prévoyait des peines plus lourdes pour les militaires désobéissant aux ordres d'un commandant, allant de cinq à dix ans de prison, sans possibilité pour le tribunal d'imposer une peine plus légère ou un sursis. Cette dernière initiative législative a provoqué un débat y compris dans l'armée. Après deux jours de rassemblements et de mobilisation qui s'opposaient à cette mesure de «criminalisation des militaires», le gouvernement a abandonné ce projet. Violetta Kirtoka, journaliste du site ukrainien [Censor.net](https://censor.net) dédié aux questions militaires a publié un article le 1<sup>er</sup> septembre consacré à ces questions dont nous publions des extraits.

Patrick Le Tréhondat



## Des sanctions plus sévères ne rétabliront pas la discipline

La commission parlementaire sur l'application de la loi recommande d'adopter en première lecture le projet de loi n° 13452, qui prévoit une peine de prison de cinq à dix ans pour les militaires qui désobéissent à l'ordre d'un commandant, sans possibilité pour les tribunaux de prononcer une peine moins lourde ou un sursis.

Les auteurs du projet de loi justifient son adoption par la nécessité de renforcer la discipline au sein des forces armées et font référence aux demandes des militaires eux-mêmes. Cependant, dès la diffusion de l'information sur les changements possibles, la question a immédiatement suscité un large débat, avec des critiques particulièrement vives de la part des militaires.

Les militaires se sont adressés directement aux auteurs du projet de loi, leur suggérant de tenter eux-mêmes d'attaquer, surtout lorsqu'un tel assaut est non seulement mal planifié, mais relève de la catégorie «en avant, en avant», où les hauts gradés ignorent que les troupes sont conduites pendant des semaines sur une seule route déjà bien ciblée par l'ennemi, qu'il n'existe aucun plan opérationnel adapté aux spécificités d'un secteur donné et que les soldats eux-mêmes ne sont pas correctement préparés.

## Des sanctions plus sévères ne font que démotiver les soldats

Les initiateurs du projet de loi sont les députés Maksym Pavliuk, Serhii Ionuchas, Vladlen

1. Violetta Kirtoka est journaliste. Article publié sur [Censor.net](https://censor.net), le 1<sup>er</sup> septembre 2025,

Neklioudov et plusieurs autres députés de la faction «Serviteur du peuple».

Notre comité coopère activement avec l'état-major général des forces armées ukrainiennes et prend en compte les propositions reçues de l'armée. Ce sont les commandants des unités de combat des forces armées (une vingtaine de commandants) qui ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre ces initiatives et d'améliorer certains aspects de la responsabilité juridique des militaires, et qui, sinon eux, savent mieux de quels changements ils ont besoin aujourd'hui.

«De cette façon, nous en arriverons au point où des soldats seront exécutés pour avoir désobéi aux ordres d'un commandant», a déclaré un officier de combat qui a gravi les échelons, passant de commandant de compagnie à commandant de brigade, et qui sert toujours dans les forces armées. «Le non-respect des ordres est une préoccupation urgente, *mais il faut une approche individuelle pour chaque cas*. D'un côté, chacun, du Président au commandant de bataillon, souligne la valeur de la vie de chaque soldat. De l'autre, nous finissons par tuer ce soldat en l'envoyant dans des assauts mal planifiés. Pourquoi cela arrive-t-il? Parce que parfois, au lieu de planifier, nous nous contentons d'éteindre des incendies: nous nous précipitons pour reprendre des positions perdues... Il est clair que si j'étais à la place du soldat, je dirais aussi que je n'irai pas à la limite des arbres. Nous devons clairement comprendre les raisons de ce refus, à quoi elles sont liées», a-t-il souligné.

Ce commandant fait d'ailleurs l'objet de poursuites pénales, notamment pour la perte de positions. Son nom n'est donc pas divulgué. Cependant, les soldats qui ont servi sous ses ordres le tiennent en haute estime pour sa protection et son refus de les envoyer en mission malavisée.

Après clarification, il s'est avéré que dans certaines unités, les cas de désobéissance n'atteignent même pas le stade de l'ouverture de poursuites pénales. Premièrement, le temps manque. Deuxièmement, les agents chargés du soutien psychologique du personnel, censés gérer ces dossiers, «perdent» ces dossiers. Troisièmement, ils tentent de résoudre ces problèmes au sein même de l'unité en réaffectant ceux qui refusent d'obtempérer à d'autres ordres.

Les experts juridiques remettent également en question cette proposition. «En temps de guerre, il faut bien sûr que le refus d'exécuter un ordre du commandant soit passible de sanctions», a déclaré Oleh Tkatchuk, docteur en droit, professeur associé. «Mais alourdir la peine ou les conditions de son exécution, imposer par la loi au tribunal l'obligation de condamner quelqu'un à une peine d'emprisonnement obligatoire de longue durée, ne constitue pas à lui seul la solution garantissant l'ordre public dans les forces armées. Un rôle important pour garantir le respect de la loi, et donc l'ordre et la discipline dans l'armée, est d'enquêter sur les cas ayant conduit à la commission de crimes, afin de déterminer les causes qui ont créé les conditions préalables à l'infraction. Dans chaque cas de désobéissance à un ordre d'un

commandant, *il faut établir non seulement si l'ordre n'a pas été délibérément suivi, mais aussi pourquoi il n'a pas été exécuté.*»

En l'absence en Ukraine d'instances de justice militaire, de police militaire, de parquet militaire et de tribunaux militaires, cela est extrêmement difficile à réaliser. De toute évidence, ce serait cette situation qui affecte directement le niveau même de discipline que prétendent craindre les auteurs du projet de loi.

*Pour prévenir les infractions dans l'armée et garantir un niveau de discipline adéquat, la solution ne consiste pas à durcir les sanctions, mais à identifier les causes de ces infractions.* Si leur nombre continue d'augmenter, cela suggère que tous les cas de désobéissance ne font pas l'objet d'enquêtes et d'évaluations appropriées. Les causes sous-jacentes ne sont probablement pas traitées. Se contenter d'alourdir les sanctions ou de durcir les conditions d'exécution, sans éliminer les causes qui conduisent au refus d'obéir aux ordres, aux absences sans permission ou à d'autres infractions, ne servira à rien et ne réduira pas les manquements à la discipline militaire.

### **« En fait, un retour à la répression de style soviétique est proposé »**

Le projet de loi a également été commenté par Oleksandr Fediienko, député de Serviteur du peuple et membre du comité de la sécurité nationale de la la Verkhovna Rada, a souligné le risque d'abus de la part des commandants, préoccupation même soulevée par les officiers de combat :

Des sanctions excessivement sévères, sans tenir compte des circonstances, peuvent être démotivantes, surtout si le système de justice militaire est inéquitable; des abus de la part des commandants ou des forces de l'ordre militaires sont possibles.

Nos interlocuteurs ont souligné que chaque cas doit être examiné en détail et selon ses propres critères, et non généralisé. Et il est difficile de ne pas rappeler ici l'exemple historique cité par Oleh Tkatchuk :

Souvenons-nous de l'histoire de l'Ukraine. Il y avait un hetman nommé Polubotok. L'une de ses réformes clés fut une réforme de la justice militaire en 1722-1724. Déjà à cette époque, il introduisait une règle selon laquelle tout militaire avait le droit de porter plainte contre un commandant devant un tribunal militaire! L'important n'est pas que chacun puisse aujourd'hui poursuivre son commandant en justice, mais qu'un militaire ait droit à ses droits et à leur protection. Un soldat a-t-il aujourd'hui cette possibilité ?

Bien avant l'invasion à grande échelle, les militaires avaient déjà souligné que les tribunaux civils ne devraient pas entendre les affaires impliquant l'armée, et que cela était une erreur. Tkatchuk a également abordé la question :

Actuellement, les forces armées ukrainiennes comptent environ un million de militaires. Une organisation d'une telle envergure nécessite ses propres institutions pour maintenir l'ordre et veiller à la discipline. Il n'existe aucun exemple au monde d'un pays en guerre dont



l'armée ne dispose pas de ses propres forces de l'ordre. L'Ukraine a une expérience unique : malgré l'un des conflits les plus importants de ces dernières années, notre armée ne dispose pas de justice militaire. Elle n'existe tout simplement pas. C'est une expérience historique unique. Jamais, et nulle part ailleurs au monde

«Ce qui est proposé en réalité, c'est un retour à la répression de type soviétique, où les circonstances individuelles ne sont pas prises en compte et où un soldat peut être condamné à dix ans de prison même dans des situations où un ordre était clairement erroné ou criminel», a noté la communauté InformNapalm<sup>2</sup>. De nombreux militaires partagent ce point de vue. Des références aux méthodes de type soviétique ont été évoquées à plusieurs reprises dans les commentaires sur le projet de loi.

---

2. Site consacré aux questions militaires dont les publications sont également en plusieurs langues dont en français : <https://informnapalm.org/fr/>.

La soldate Alina Sarnatska a lancé un appel à manifester le 5 septembre pour refuser le projet de loi sur la discipline militaire :

«En tant que vétérane de la guerre russo-ukrainienne, j'exige des autorités qu'elles mettent fin à l'oppression des militaires et qu'elles rejettent le projet de loi n° 13452 et les dispositions de la loi n° 8271 de 2022. La loi visant à renforcer la responsabilité pénale des militaires pour insubordination est une très mauvaise idée. L'approche consistant à "augmenter les sanctions pour améliorer la discipline" ne fonctionne pas. Le traitement réservé aux militaires est déjà extrêmement injuste, les salaires à l'arrière sont extrêmement bas, les durées de service sont indéterminées. Nous avons au contraire besoin d'une loi qui institue un médiateur militaire. Il s'agit d'un mécanisme réel permettant de résoudre les problèmes dans l'armée et de protéger les droits des militaires qui risquent chaque jour leur vie pour notre pays. [...] L'adoption du projet de loi en cours de discussion ne permettra pas de rétablir l'ordre dans l'armée. Cela n'entraînera qu'une augmentation des démissions.»



Alina Sarnatska

L'appel a reçu le soutien de Taras Bilous, que les lecteur-trices de *Soutien à l'Ukraine résistante* connaissent bien. Membre de Sotsialny Rukh, il s'est engagé dans l'armée le 24 février 2022. Il estime que «ce projet de loi ne fera qu'empirer la situation».

SOLIDARITÉ  
INTERNATIONALISTE

# Libérez Matsola et Juravlev

## Comité belge du RESU<sup>1</sup>

Denys Matsola et Vladislav Juravlev sont deux militants de gauche qui ont participé à la défense héroïque de Marioupol en 2022.

Au cours de l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine, les troupes d'invasion ont capturé des milliers de prisonniers de guerre des forces ukrainiennes. Plusieurs milliers d'autres soldats de la Fédération de Russie – russes et étrangers – ont également été faits prisonniers par les Forces de défense ukrainiennes (FDU). Cependant, le traitement réservé aux prisonniers par les deux camps est complètement différent. Des images vidéo montrant des soldats russes exécutant des soldats ukrainiens les mains liées dans le dos, à l'endroit même où les prisonniers se sont rendus, sont tristement célèbres et largement diffusées. Sans oublier le spectacle grotesque des «procès sommaires» simulés, où des prisonniers ukrainiens sont condamnés à de longues peines. En outre, le commandement de la FR a remis plus de 300 corps de prisonniers ukrainiens capturés vivants.

Il est difficile d'obtenir des chiffres précis, en partie parce que la Russie a refusé l'accès des

prisonniers au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), rendant impossible de connaître le nombre réel de prisonniers et les conditions de leur captivité. Cependant, les prisonniers de guerre ukrainiens qui rentrent chez eux et les organisations de défense des droits humains dénoncent des conditions terribles, des traitements inhumains et des actes de torture à l'encontre des prisonniers de guerre. D'autre part, le régime de Poutine – à l'instar de Staline, qui disait «Nous n'avons pas les nôtres de l'autre côté du front» – n'a aucun intérêt à rapatrier rapidement les milliers de prisonniers de ses troupes pour deux raisons: le problème social que représente leur retour en Russie après ce qu'ils ont vu et vécu sur le front et dans les territoires occupés; et le fait qu'une partie importante d'entre eux sont d'anciens détenus recrutés pour purger leur peine dans le cadre de l'«opération militaire spéciale».

Selon Amnesty International, «la détention systématique et incommunicable de prisonniers de guerre et de civils ukrainiens par la Russie reflète une *politique délibérée visant à les déshumaniser et à les réduire au silence*, laissant leurs familles dans l'angoisse dans l'attente de nouvelles de leurs proches». «Les autorités ukrainiennes considèrent que des dizaines de milliers d'Ukrainiens ont disparu dans des circonstances particulières. Beaucoup sont probablement en détention, tandis que d'autres ont peut-être été assassinés»...

Dans ce contexte alarmant, nous avons reçu cet appel urgent des familles de prisonniers de guerre et des militants de solidarité ukrainiens: «Pour la libération des militants de

---

1. Appel publié le 18 juillet 2025 par le [Comité belge du RESU](#).



gauche, défenseurs de Marioupol : Denys Matsola et Vladislav Juravlev.»

Depuis plus de trois ans, les prisonniers de guerre ukrainiens qui ont participé à la défense héroïque de Marioupol, Denys Matsola et Vladislav Juravlev, sont détenus par les Russes.

Tous deux ne sont pas seulement des marines du bataillon 501, mais aussi des militants de gauche connus qui ont passé des années à lutter sans relâche pour les droits humains, la justice sociale et contre toutes les formes d'autoritarisme, de Poutine au régime oligarchique ukrainien.



Denys Matsola est publicitaire, politologue, militant des droits humains et ancien membre du syndicat étudiant indépendant de gauche Priama Diia et de l'organisation Sotsialnyi Rukh. En Crimée, il a défendu l'environnement, soutenu le mouvement de résistance tatar de Crimée et, après l'occupation, aidé l'armée ukrainienne. Travaillant à Kyiv et à Lviv, il a participé à l'évacuation de civils, documenté des crimes de guerre et publié des analyses. Denys s'est engagé volontairement dans l'armée en 2021, convaincu que défendre l'Ukraine, c'est aussi lutter pour l'avenir de la justice sociale et de la liberté.

Vladislav «Iskra» Juravlev est anarchiste, artiste et volontaire. Avant la guerre, il était actif



dans des initiatives culturelles et sociales de base, s'est exprimé contre la répression politique en Crimée et a publiquement soutenu les idées d'autonomie, de solidarité et d'autogouvernement. Depuis 2017, il servait dans un bataillon de fusiliers marins, où il a ensuite invité Denys.

Aujourd'hui, tous deux sont détenus dans des conditions inhumaines par les Russes. Juravlev est maintenu en isolement total, sans communication avec le monde extérieur, et Matsola a été détenu à l'isolement pendant plus de deux ans, où on le laisse délibérément mourir de faim. Il existe des informations confirmées faisant état de tortures, qui ont gravement détérioré leur état de santé. Leurs vies sont en danger.

Cette affaire montre clairement que ceux qui ont été capturés par le régime russe ne sont

pas des «néonazis», comme le prétendent le Kremlin et la propagande stalinienne, mais des représentants du peuple: des travailleurs, des soldats, des militants de diverses tendances, y compris des gauchistes, des socialistes et des anarchistes. C'est précisément cette diversité idéologique et sociale de la résistance ukrainienne qui témoigne de son caractère véritablement démocratique et populaire.

### **Nous lançons un appel urgent aux autorités ukrainiennes**

Nous demandons que Denys Matsola et Vladislav Juravlev soient immédiatement placés sur les listes prioritaires pour l'échange et que tout soit mis en œuvre pour garantir leur libération. Nous demandons aux organisations internationales de défense des droits humains, aux gouvernements des pays démocratiques, aux mouvements de gauche et anti-autoritaires du monde entier d'exiger la fin de la torture, la garantie des droits fondamentaux des prisonniers de guerre et d'utiliser tous les mécanismes politiques et médiatiques pour faire pression sur la Fédération de Russie.

Nous appelons les organisations sociales et politiques progressistes à soutenir la campagne d'information et de dénonciation. Car le silence n'est plus une option. Denis et Vladislav sont les visages de la résistance qui unit la lutte pour la liberté du pays et pour un avenir social plus juste. Leur libération est notre responsabilité commune.

Compte tenu de l'urgence de cet appel, nous réitérons notre demande d'envoyer des

messages au Commandement général pour le traitement des prisonniers de guerre, qui s'occupe des questions d'échange de prisonniers. Ce siège coordonne toutes les étapes de la préparation et de la mise en œuvre des échanges, y compris l'établissement des listes, la logistique et l'interaction avec les organisations internationales.

Les messages des organisations syndicales, étudiantes et de défense des droits humains sont à adresser aux autorités du Commandement général de coordination pour le traitement des prisonniers de guerre :

Iryna Verechtchuk, ministre de la réintégration des territoires temporairement occupés; lieutenant-général Kirill Budanov, chef de la Direction générale du renseignement du ministère de la défense de l'Ukraine; brigadier général Dmitry Usov, secrétaire du Commandement général.

<https://koordshtab.gov.ua>

E-mail: [koord@gur.gov.ua](mailto:koord@gur.gov.ua)

Nous exigeons que la Fédération de Russie soit tenue responsable de tous les prisonniers politiques et que les abus et les tortures infligés aux prisonniers cessent immédiatement.

Libérez Denys Matsola et Vladislav Juravlev !

Libérez tous les prisonniers de guerre ukrainiens !

Mettez fin à la torture et à la privation de nourriture !

Permettez aux prisonniers de communiquer avec leurs familles !

# LES NÔTRES



# « Ce qui est arrivé est arrivé, ce n'est pas ce que nous voulions »

Anna Kravets<sup>1</sup>

David Tchitchkan est décédé dans la matinée du 10 août. Il avait été grièvement blessé la veille en repoussant l'assaut russe contre les positions de mortier de son unité, qui avaient été prises pour cible par un drone ennemi. Tchitchkan était une figure marquante des communautés antiautoritaires et artistiques d'Ukraine.

Nous publions le texte d'Anna Kravets, journaliste, culturologue et amie de David Tchitchkan, sur sa vie et son activité, ainsi que des souvenirs du militaire de l'armée ukrainienne, libertaire et artiste.

## Slogans, portraits, symbolisme des rubans

David Tchitchkan a consacré toute sa vie consciente à l'activisme politique, promouvant des idées antiautoritaires dans l'art et dans la

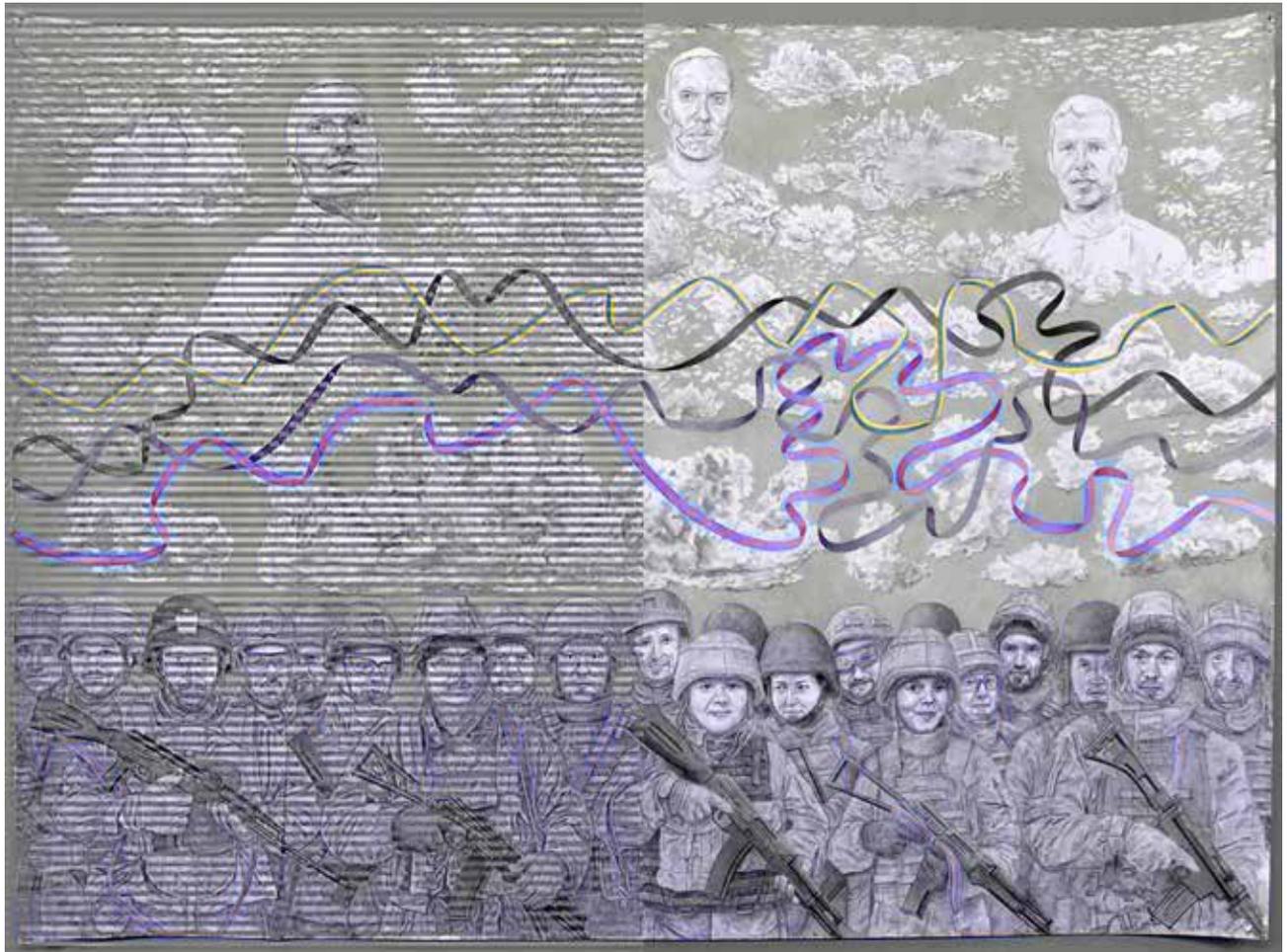


lutte. Il ne reconnaissait pas l'autorité des institutions artistiques en raison de leur hiérarchie ou de leur appartenance aux sphères d'influence oligarchiques. Bien qu'il n'excluât pas totalement toute interaction avec elles, il créait plutôt pour des espaces publics.

Il a grandi dans une famille d'artistes. Sa mère, son père, son grand-père et son arrière-grand-père étaient tous artistes. Les peintures de ce dernier, des natures mortes et des paysages des Carpates de Leonid Tchitchkan, ont été volées par les Russes en 2022 dans un musée de Kherson lors de leur retraite de la ville.

Cependant, David rejetait les privilèges liés à son appartenance au milieu artistique et se qualifiait lui-même de « dessinateur » plutôt que d'« artiste ». Il a néanmoins réussi à développer son propre style artistique. Dans sa nécrologie, Ilya Vlasyuk, compagnon de longue date de David, le décrivait avec justesse comme « une combinaison de Rivera, Narbut et Primatchenko dans une lutte commune », c'est-à-dire un art

1. Ana Kravets est journaliste et artiste. Après le déclenchement de la guerre à grande échelle, elle a créé un projet expérimental et une œuvre radiophonique documentaire, *Une encyclopédie émotionnelle de la guerre*, qui a remporté le concours GTM Radio Lab 2023. Article publié le 18 août 2025 par [Грати](#). Traduction Patrick Le Tréhondat.



engagé dans un projet politique social et ancré dans l'expérience populaire.

Dans les années 2000, Tchitchkan a participé à la création d'un mouvement antifasciste populaire à Kyiv et s'est identifié à la sous-culture Sharp (Skinheads contre les préjugés raciaux), qui luttait contre les préjugés raciaux. Pendant des décennies, il a soutenu diverses initiatives visant à protéger les droits et les intérêts des travailleurs, des femmes et des communautés discriminées. Ses œuvres ont souvent été reproduites sur des affiches, des autocollants, des tracts et des graffitis, devenant ainsi partie intégrante de l'espace quotidien, visibles par tous, indépendamment de leur identité sociale ou politique.

Dans son art, David Tchitchkan a exploré à travers l'histoire le tissu politique de la modernité, construisant son projet d'une Ukraine future : un pays démocratique avec des normes sociales élevées. Il a créé des compositions complexes à plusieurs personnages, où il a clairement dessiné chacun et chacune, les habillant de vêtements drapés. Les héros et héroïnes de ses dessins étaient le plus souvent ses propres amis, ses camarades et compagnons de lutte. David dépeignait avec acuité la vie politique ukrainienne et étudiait l'héritage des classiques ukrainiens, révélant dans ses œuvres leurs convictions de gauche, notamment celles de Lesia Ukrainka, Ivan Franko et Mikhaïl Dragomanov, dont il citait souvent les propos.

Tchitchkan a beaucoup travaillé avec des slogans politiques, soulignant l'importance de combiner différents courants de l'anarchisme, de l'égalitarisme et des idées de gauche : il les

a esquissés symboliquement dans des compositions, montrant ainsi la voie souhaitée pour le développement de la société ukrainienne et l'unité dans une lutte intersectionnelle qui combine différents agendas politiques de solidarité : social, de genre, environnemental, de protection des animaux, etc. De nombreuses œuvres de David sont décorées de rubans colorés, chacun faisant référence à différents courants politiques, combinant ainsi leurs contextes historiques, politiques et sociaux.

Les slogans provocateurs et explicites que David a peints dans ses portraits de la société ukrainienne ont suscité une réaction parmi les groupes d'extrême droite et les partisans de la discrimination. En 2017, l'exposition « Occasion manquée », dans laquelle David Chikhan dénonçait le *manque de concret* dans les slogans du Maïdan et regrettait la perte d'une occasion de véritables transformations sociales dans le pays, a été brutalement vandalisée et pillée au Centre de culture visuelle de Kyiv. L'enquête menée par la police nationale sur le vol et le vandalisme n'a pas depuis abouti.

Lorsque, après cette destruction, toute possibilité de visiter les expositions de David a disparu, il ne restait plus que la possibilité virtuelle. David a organisé des visites guidées vidéo où il parlait de ses œuvres. Dans la visite « Une occasion manquée », il critiquait notamment les partisans des idéologies d'extrême droite xénophobes dans l'armée, qui « discréditent l'armée ukrainienne, [...] créant ainsi une image favorable à la propagande hostile des forces d'occupation et des groupes terroristes de la



Novorossia<sup>2</sup>». Une partie de l'exposition était également consacrée à la justification par Tchitchkan du caractère non systématique, superficiel et réactionnaire des lois de décommunisation qui ont commencé à être mises en œuvre en Ukraine en 2015 sous l'égide de l'Institut de la mémoire nationale.

Début février 2022, des extrémistes de droite ont attaqué l'exposition «Rubans et triangles» au Centre municipal des arts de Lviv, dans laquelle l'artiste réfléchissait à l'idée et à l'identité ukrainiennes et développait une esthétique alternative : des hryvnias et des drapeaux alternatifs pour les régions de l'«Ukraine imaginaire», dont il retraçait la genèse depuis l'époque de la République populaire ukrainienne. Après l'attaque, l'exposition a été fermée. L'artiste a été victime à plusieurs reprises d'un tel rejet et d'une incompréhension agressive de son travail.

En 2017, David a illustré le Code administratif de l'Ukraine, publié par Osnovy. Dans cette publication, l'artiste a représenté avec humour des situations quotidiennes, et l'éditeur a écrit que «chacun doit connaître ses droits et leurs limites, même si c'est le design inhabituel d'un livre offert par quelqu'un qui l'attire vers la lecture des lois».

David Tchitchkan était l'un des illustrateurs et auteurs de «Grat», notamment sur les abus de la police sous couvert de lutte contre le trafic de drogue à Kryvyi Rih. Il est également devenu le

---

2. NdT. Novorossia ou «Nouvelle Russie», est un vieux concept impérialiste russe, datant des conquêtes de Catherine II au 18<sup>e</sup> siècle. Cette région imaginaire couvrait une partie du sud et de l'est de l'Ukraine actuelle.



héros de la publication parce qu'en 2021, après avoir participé à une manifestation contre la politique de la Turquie, qui avait lancé une opération militaire contre les Kurdes syriens, il s'est retrouvé sous surveillance policière pour un délit commis par des anarchistes anonymes.

### **Voir la défaite des impérialistes**

En 2022, David a dû renoncer à son projet de s'engager dans l'armée pour des raisons de santé. Il a alors continué à représenter dans ses dessins les militants et militantes antiautoritaires dans les rangs des forces de défense ukrainiennes. Il a représenté dans des nuages ceux et celles qui ont donné leur vie pour l'indépendance de l'Ukraine : ils continuent d'exister dans un espace commun, observant les activités des vivants depuis le ciel.

Beaucoup de ces œuvres ont été incluses dans l'exposition «Avec des rubans et des

drapeaux», dans laquelle David encadre les portraits des combattants et des combattantes avec ses rubans symboliques représentant les idées anarchistes, de gauche et anarcho-féministes. Au début de l'année 2024, le Musée national d'art d'Odessa s'apprêtait à inaugurer cette exposition. Finalement, sous la pression de groupes d'extrême droite qui menaçaient de saccager le musée, celui-ci a décidé d'annuler l'exposition de Tchitchkan.

Luttant contre les préjugés et la discrimination, ainsi que contre les fausses représentations de l'Ukraine, David Tchitchkan a dédié une fresque murale à Ujhorod à la participation de la communauté rom à la défense de l'Ukraine. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, il a reçu des propositions d'institutions artistiques étrangères, qu'il a refusées, estimant qu'il était important d'être en Ukraine en ce moment.



Tchitchkan s'est engagé dans les forces de défense ukrainiennes en signant un contrat avec la défense territoriale à l'été 2024. David a partagé son temps militaire avec des personnes partageant les mêmes idées: ses camarades anarchistes et antiautoritaires qui ont combattu à ses côtés. Il a eu le temps de combattre dans la région de Donetsk et à Zaporijjia, où il a trouvé la mort.

Dans une interview accordée à un blog francophone antiautoritaire en 2024<sup>3</sup>, David a déclaré qu'il rejoignait cette année l'armée ukrainienne et qu'il souhaitait survivre et voir la défaite des impérialistes. Tchitchkan considérait

que sa mission, notamment en collaboration avec les institutions artistiques qui n'ont pas toujours apporté leur protection institutionnelle à David dans des situations difficiles, était de montrer que la gauche n'est pas l'ennemie de la société ukrainienne. Il s'agissait également d'informer les communautés européennes et mondiales afin de mieux comprendre cette guerre: que les anarchistes, les socialistes démocrates antiautoritaires, les Roms, les personnes LGBT, les féministes, tous combattent l'agresseur dans l'armée ukrainienne, et pas seulement les radicaux de droite, comme le montrent la propagande et souvent les médias.

Selon lui, il était important en Ukraine de ne pas associer le socialisme à «la triste expérience du projet soviétique, car celui-ci n'était pas socialiste, mais plutôt le produit de la contre-révolution et de la réaction des bolcheviks autoritaires». David a également déclaré à cette occasion qu'il considérait l'Ukraine comme un projet national moderne, fondamentalement de gauche et antiautoritaire.

### « Vous devrez vivre avec ça »

Ses proches, ses amis, la communauté artistique et militante ont pleuré David. Nous publions ici quelques extraits de leurs souvenirs.

#### Hanna Tsiba, journaliste, épouse de David et mère de son fils

Je ne peux pas croire que je ne le verrai jamais vieux. J'espérais que, lorsqu'il aurait les cheveux gris et une longue moustache, comme Ivan Martchuk, la société ukrainienne lui rendrait enfin justice, le nommerait maître,

3. Voir «L'Ukraine est un projet de gauche et antiautoritaire», [Entre les lignes entre les mots](#).

prendrait ses paroles de vieillard pour la vérité, comme il se doit, et organiserait des expositions et des rétrospectives dans les musées... David aimait beaucoup la vie, mais il l'a donnée pour l'Ukraine, pour le pays démocratique et véritablement social dont il rêvait, peuplé d'une société ouverte, tolérante et politiquement informée. Sans attendre de reconnaissance ni de gratitude. Mais j'aimerais que ceux qui l'ont harcelé et insulté, qui ont saccagé ses expositions et l'ont menacé, lui demandent pardon. Que ceux qui ont permis tout cela regrettent au moins maintenant. Il est mort au combat, après avoir passé un an dans l'enfer le plus total, tandis que les patriotes de salon le critiquaient depuis l'arrière pour ses opinions de gauche. C'est à vous de vivre avec cela. Et nous, nous vivons avec le souvenir d'un héros, d'un artiste, du meilleur homme qui ait jamais existé.

### Ilya Vlasyuk, militaire, militant antiautoritaire

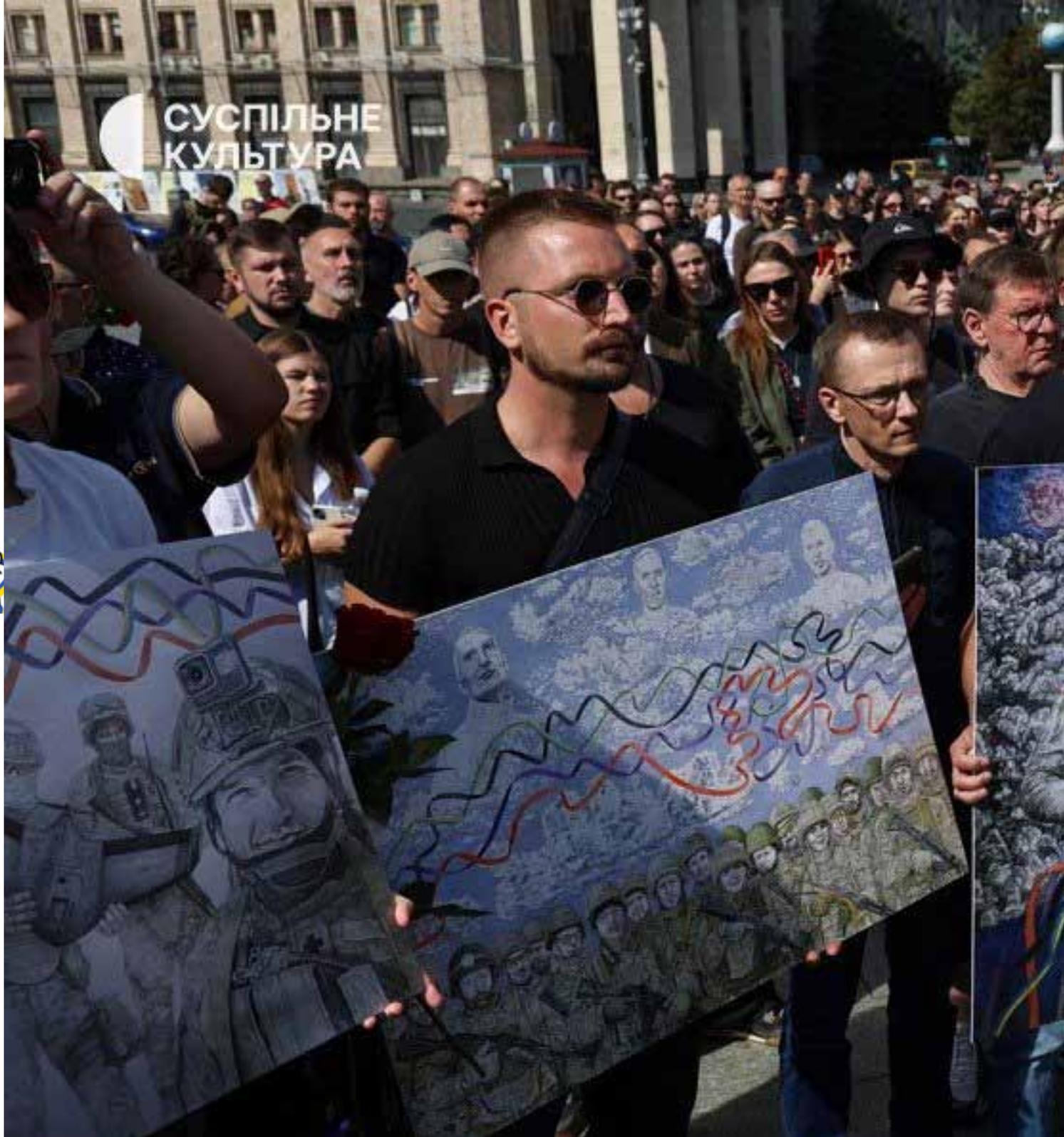
Ses adversaires étaient souvent non seulement racistes, néonazis issus de la subculture, intolérants à la culture punk ou à la différence, mais aussi partisans du panslavisme (l'idée des «trois peuples frères»). Il a toujours considéré comme ses ennemis (et agi en conséquence) les «gauchistes» autoritaires, les staliniens, les partisans de l'URSS - ceux que l'on appelle les *tankies* et qui servent aujourd'hui la propagande impériale russe. [...] David a soutenu et participé à tous les processus politiques et protestations sociales des vingt dernières années, a été membre de plusieurs organisations

anarchistes et allié des syndicats. Il a été un activiste du Maïdan qui critiquait l'opposition parlementaire et le caractère inachevé des résultats obtenus par la révolution. Très connu dans le monde de l'art, Tchitchkan a toujours dénoncé la propagande sur le «coup d'État» et la «junte nazie» sur la scène internationale. [...] David a toujours été en opposition à l'establishment et lui a imposé un discours politique sérieux. L'œuvre artistique de David Tchitchkan est inestimable. [...] Malgré la possibilité de servir dans des conditions plus sûres, Tchitchkan a choisi la vie simple du soldat et la lutte directe contre le fascisme, l'impérialisme et le système totalitaire, une cause à laquelle il a consacré sa vie et pour laquelle il a donné sa vie.

### Denis Pilach, militant de gauche

Ses œuvres sont indissociables de son activisme, elles appellent à la lutte pour la liberté et la justice, les droits sociaux et du travail, l'égalité pour les femmes et la libération de tous les peuples. La solidarité est une valeur absolue: ce n'est pas une abstraction, mais une pratique quotidienne. Il participait régulièrement à des actions de soutien aux étudiants, aux mineurs, aux coursiers et à tous les mouvements syndicaux possibles, ainsi qu'à des manifestations internationales de solidarité avec les victimes d'agressions et d'occupations [...]. Ses peintures, ses affiches et ses peintures murales cherchaient à faire entendre la voix des plus oubliés, des persécutés et des opprimés, ou rappelaient les convictions politiques de gauche et libertaires d'icônes nationales telles

СУСПІЛЬНЕ  
КУЛЬТУРА





СЮСІЛЬНІЄ НОВИНИ/ІВАН АРТИМЕНКО

que Lesia Ukrainka, Ivan Franko et Mykhailo Drahomanov – et suscitaient régulièrement la fureur des ordures nazies. Cependant, les agressions et les actes de censure ne pouvaient l’effrayer, il était toujours prêt à discuter avec ses adversaires, opposant à leur violence effrontée la force de ses arguments verbaux.

### **Artem Tidva, syndicaliste**

«Tchitchka» signifie «fleur» dans l’un des dialectes ukrainiens – la partie fleurie d’une plante qui pousse à l’extrémité d’une tige ou d’une branche. David Tchitchkan savait, sans exagération, dépeindre avec beauté et justesse la dure réalité, les dures réalités, la lutte difficile, et il était toujours là où il fallait.



### **Kateryna Lysovenko, artiste**

Il a tout fait pour empêcher la droite d’écraser la mémoire et le potentiel du Maïdan et de la guerre à l’Est. Tandis que les nazis faisaient tout leur possible pour empêcher sa voix d’être entendue, David a souvent été laissé seul face aux conséquences de ces attaques, à l’exception de son entourage proche. Il comprenait que la même chose se produirait avec les tentatives des droites d’utiliser la guerre et de s’approprier la mémoire de celle-ci. Auparavant, David, de son vivant, avait eu la force d’empêcher que sa voix et la puissance de ses œuvres ne soient détruites ; aujourd’hui, il doit être protégé par d’autres.

### **Kostiantyn Dorochenko, critique d’art**

C’était un véritable anarchiste. Car l’anarchisme n’est pas synonyme de désordre. Il s’agit d’une

responsabilité personnelle volontaire qui s’oppose aux hiérarchies imposées par le pouvoir. Il ironisait sur les valeurs traditionnelles, mais vivait en réalité honnêtement. Et dans l’art, c’était une personnalité. Les institutions internationales le préféraient, achetaient même des reproductions de ses œuvres pour leurs collections. Mais David a choisi son Ukraine, sa liberté. Et la nôtre.

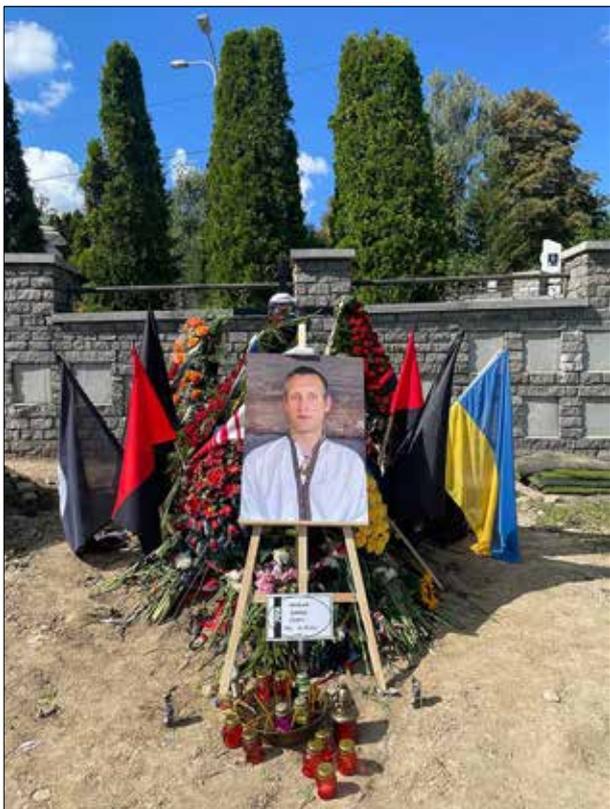
### **J’imaginai les funérailles d’un anarchiste**

Les adieux à David Tchitchkan ont eu lieu le lundi 18 août sur le Maïdan à Kyiv. Selon sa femme, David avait toujours eu une idée précise de ce à quoi devaient ressembler les funérailles d’un anarchiste. Ses proches ont donc essayé de la concrétiser.

Des drapeaux noirs, rouges et noirs, noirs et violets, arc-en-ciel, noirs et verts et jaunes et bleus avec des triangles et des tridents l’ont accompagné sur la place de la Liberté au son de la bandoura, d’hymnes révolutionnaires et partisans et de chansons ukrainiennes. Plus d’un millier de personnes se sont rassemblées. Des dizaines d’amis, de collègues et de frères d’armes ont prononcé des discours empreints de souvenirs chaleureux, soulignant la gravité de cette perte et l’importance de la figure de David, et appelant à poursuivre son combat. Après la cérémonie, dans la rue Institutskaya, plusieurs militants d’extrême droite ont attaqué les participants aux funérailles à cause d’un drapeau arc-en-ciel. L’anarchiste a été enterré au cimetière Baïkovo, aux côtés d’autres victimes de l’agression russe contre l’Ukraine.

David Tchitchkan laisse derrière lui sa femme bien-aimée, son fils et sa famille. Sans l'agression russe, il aurait eu la possibilité d'élever son fils, de poursuivre ses projets progressistes, de devenir un maître reconnu du graphisme ukrainien et d'enseigner dans des facultés d'art et lors de rassemblements publics.

Ce qui est arrivé est arrivé.



## Défendre la liberté sans dogme

Miroslav Tomek<sup>4</sup>

L'artiste radical dont les expositions étaient attaquées par les néonazis qui les considéraient comme de la «propagande anti-ukrainienne» est tombé en combattant les occupants. Il croyait qu'en tant qu'anarchiste, il devait être aux côtés des gens ordinaires.

«Les gens meurent tout le temps autour de moi. En général, j'ai une humeur changeante. Ce n'est pas du dessin...» C'était l'un des derniers messages que l'artiste et anarchiste ukrainien David Tchitchkan, qui combattait dans les rangs de l'armée ukrainienne comme opérateur de mortier depuis l'année dernière, a envoyé à son bon ami, le critique Kostiantyn Dorochenko. Le dimanche 10 août, il est tombé sur le secteur de Zaporijjia du front. Il a succombé aux blessures qu'il avait subies la veille en repoussant une attaque de l'infanterie russe. Ses funérailles ont eu lieu à Kyiv le lundi 18 août.

David Tchitchkan (1986-2025) était remarquable parmi les artistes ukrainiens - et probablement pas seulement parmi eux - pour la façon dont il connectait ses convictions politiques avec la pratique de vie et l'activité artistique. Il créait des dessins réalistes avec un

---

4. Miroslav Tomek est un ukrainianiste. Article publié par [denikalarm.cz](https://denikalarm.cz). Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Adam Novak.



contenu symbolique et didactique, qui dans leur style rappelaient le réalisme socialiste, mais utilisaient simultanément des approches caractéristiques du surréalisme et de l'art politique naïf. Selon Dorochenko, l'artiste était influencé par les icônes folkloriques traditionnelles ukrainiennes. Tchitchkan lui-même parlait d'essayer de créer une esthétique distinctive de l'anarchisme qui s'appuierait sur les affiches des années de la guerre civile espagnole (1936-1939).

Bien qu'il ait eu, comme beaucoup d'autres artistes, l'opportunité de quitter l'Ukraine et de travailler à l'étranger, il ne l'a pas fait. Il croyait qu'il fallait participer à la résistance contre l'agression russe, contre l'impérialisme et le fascisme.

À la suite des événements dramatiques en Ukraine, David se consacra de plus en plus à «la réalité de sa société, de son pays et de l'histoire», comme Dorochenko l'a écrit en 2016. Il adressait ses œuvres principalement aux travailleurs, mais elles avaient aussi du succès parmi les connaisseurs d'art contemporain. Il participait personnellement à diverses manifestations et s'engageait dans des organisations syndicales. Il insistait toujours pour que ses expositions soient accessibles gratuitement. Ses dernières œuvres étaient des célébrations des défenseurs de l'Ukraine, typiquement ceux dont on ne parle pas beaucoup - par exemple les Roms ou les anarchistes.

«David n'aimait pas être appelé artiste», a dit Dorochenko au *Kyiv Independent* après sa mort. «Il se considérait comme un "dessinateur". C'est ainsi qu'il définissait son activité artistique, dans laquelle il ne voyait qu'une des façons de

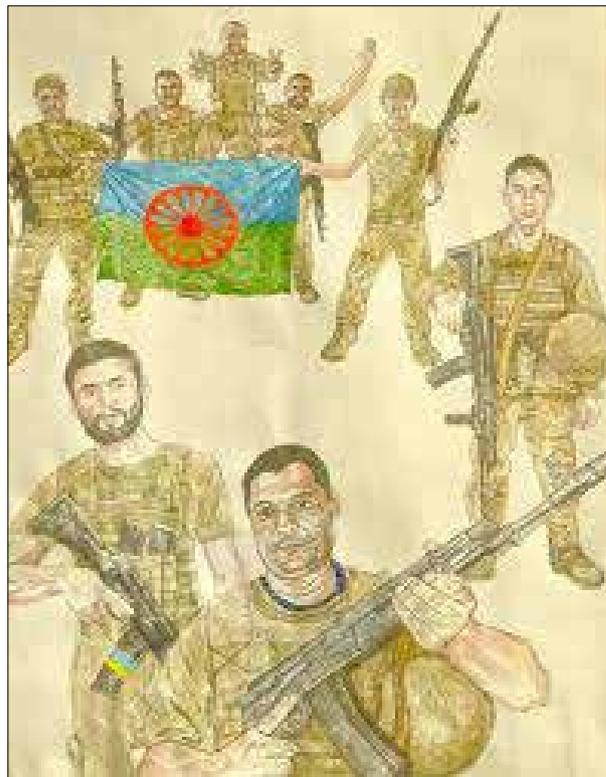
médiatiser les idées sociales, émancipatrices et anarchistes.» Le journal cite aussi un autre ami de Tchitchkan, Vitaliy Dudin, membre de l'association de gauche ukrainienne Sotsialnyi Rukh :

Ses vues semblaient souvent trop radicales pour notre société, qui est fortement marquée par des idées individualistes et conservatrices. Ses œuvres étaient critiques du *mainstream* existant, il ne manquait pas de courage pour s'exprimer.

### « Mauvais » à la fois pour les nationalistes et les anarchistes

L'extrême droite ukrainienne le haïssait et attaquait régulièrement ses expositions. Ils ne pouvaient pas lui pardonner de rappeler aux gens les idéaux socialistes des revivalistes ukrainiens<sup>5</sup> et de comprendre Maïdan<sup>6</sup> comme une « opportunité perdue » d'implémenter des changements sociaux.

En février 2017, un groupe de quinze néonazis a attaqué son exposition appelée « Possibilité perdue ». Les attaquants ont d'abord battu le garde puis détruit la plupart des peintures (vidéo [ici](#)). La blogueuse d'extrême droite Viktorija Riznytchenko a écrit à l'époque sur les dessins de Tchitchkan que c'était « ouvertement de la propagande anti-ukrainienne, dirigée contre



5. Se réfère aux figures culturelles et politiques ukrainiennes du 19<sup>e</sup> et du début 20<sup>e</sup> siècle qui promouvaient l'identité nationale ukrainienne et mettaient souvent en avant des vues socialistes.

6. La révolution ukrainienne de 2013-2014, aussi connue sous le nom de Révolution de la dignité, qui a renversé le président pro-russe Viktor Ianoukovytch.

les forces patriotiques qui soutenaient Maidan. Et que cela n'a pas sa place au centre de Kyiv.»

Ce n'était pas la dernière fois. En février 2022, immédiatement avant le début de l'invasion russe à grande échelle, un groupe d'inconnus a attaqué son exposition de Lviv «Rubans et Triangles». En janvier 2024, le Musée national d'art d'Odessa a annulé l'exposition de Tchitchkan «Rubans et drapeaux». Le contenu de l'exposition devait être des portraits des défenseurs de l'Ukraine, dans lesquels l'artiste, selon la présentation de l'exposition, «voulait souligner la différence entre une armée de personnes libres avec les opinions les plus diverses et la masse dépersonnalisée des occupants». Une campagne en ligne s'est élevée contre l'exposition, qui rappelait les thèmes prétendument controversés de ses œuvres plus anciennes.



«Tchitchkan est pour moi un exemple d'une personne que certains accusaient toujours d'aimer sa terre de la mauvaise façon. Principalement ce sont les mêmes qui l'aiment de la bonne façon, mais ont une exemption de mobilisation ou vivent à l'étranger», a écrit l'écrivain ukrainien Artem Tchapaï à son sujet en évoquant son souvenir.

À l'été 2018, Tchitchkan est venu en résidence à la MeetFactory de Prague. C'est alors que je l'ai aussi vu en personne pour la première fois. Plusieurs années plus tard, en 2023, j'ai correspondu avec lui à propos d'une enquête pour le magazine *Kontradikce* sur l'influence de la guerre russo-ukrainienne sur le mouvement anarchiste. Il concluait sa réponse avec des mots d'avertissement :

Si le mouvement anarchiste mondial ne comprend pas que les mauvaises démocraties sont meilleures que les dictatures fascistes, une ligne de division surgira entre ceux qui défendent la liberté et ceux qui sont intoxiqués par les dogmes, parce que leur incertitude idéologique est une manifestation d'infantilisme, tout comme leurs appels aux Ukrainiens de déposer les armes ou de finir la guerre.

Il continuait à créer et en tant que volontaire aidait les soldats sur le front. Il collaborait spécialement avec les unités où servaient les anarchistes, et participait aussi aux activités de l'organisation d'entraide Solidarity Collective.

Il n'a jamais perdu foi en un meilleur avenir. Dans une interview qu'il a donnée au début de 2024 au blog français *Entre les lignes entre les mots*, il disait :

L'Ukraine est un projet national moderne qui est essentiellement de gauche et antiautoritaire. Sur les billets de banque ukrainiens figurent des socialistes, pas un aigle impérial à deux têtes<sup>7</sup>, nous avons les mêmes portraits dans les écoles, nos villes portent les noms des personnes de ces portraits. Je crois qu'il est possible d'empêcher la victoire des néolibéraux et néoconservateurs et de faire revenir l'Ukraine contemporaine à sa conception originale. Nous, antiautoritaires de gauche, faisons tout pour que les Ukrainiens arrêtent d'identifier le socialisme avec la triste expérience du projet soviétique, qui n'était pas socialiste. C'était un produit de la contre-révolution et

---

7. Référence au symbole impérial russe.

de la réaction bolchevique, qui a accompli les prédictions et craintes de Bakounine.

### **Responsable sans se cacher**

J'ai vu David pour la deuxième et dernière fois à Kyiv en juin de l'année dernière. Même si nous nous connaissions à peine jusqu'alors, il s'est révélé être un excellent compagnon qui m'a raconté pendant des heures la scène artistique ukrainienne, ses expériences d'Europe, et aussi comment il se préparait à rejoindre l'armée, où il avait déjà l'œil sur une unité de mortier dans laquelle servent principalement des antiautoritaires - souvent des Biélorusses qui ont volontairement rejoint l'armée ukrainienne. Entre autres choses, il m'a dit une phrase dont je me suis bien souvenu: «Comme je ne suis pas dans l'armée, je ne peux pas m'exprimer sur beaucoup de choses dans mon pays.» Je pense que c'est caractéristique de sa compréhension de la responsabilité personnelle.

Notre conversation s'est terminée avec David imitant le claquement des sabots d'un cheval et m'assurant que les Ukrainiens sont aussi indomptés que les anciens Polovtsy<sup>8</sup>, nomades des steppes de la mer Noire. Ou peut-être était-ce d'autres nomades, les Petchenègues<sup>9</sup>? Je ne me souviens plus. J'avais hâte de le revoir le lendemain, mais ça n'a pas marché. Je ne le verrai jamais. Nous avons correspondu pour la dernière fois en avril - c'était son anniversaire. Il a dit qu'il l'avait célébré dans une tranchée à

---

8. Peuple nomade turc médiéval qui habitait la steppe pontique-caspienne.

9. Autre peuple nomade médiéval de la région.

seulement deux kilomètres des positions russes. Tout comme le Nouvel An avant cela.

Après son décès, Dorochenko a écrit:

Il s'est enrôlé comme volontaire sans l'annoncer publiquement, il a simplement signé un engagement et a rejoint des gens dans les Forces armées d'Ukraine avec qui il partageait des vues communes - des antiautoritaires. Il a servi dans une compagnie d'infanterie comme opérateur de mortier. Il ne publiait pas de photos en uniforme sur les réseaux sociaux, il ne commentait que les événements socioculturels et rappelait la tradition ukrainienne de pensée sociale, attirait l'attention sur les idées émancipatrices de gauche de Lesya Ukrainka, Ivan Franko et Mykhailo Drahomanov<sup>10</sup>.

Dans un message publié sur son profil Instagram par le comité anarchiste de résistance (Komytet sprotyvu) il est dit entre autres:

Il abordait toujours consciencieusement chaque travail qui devait être fait, ne se cachait jamais derrière le dos des autres ou derrière son propre capital social. [...] Il croyait que les vrais anarchistes devaient partager les moments les plus difficiles avec leur nation.

Il ne manquait pas de capital social, après tout il était membre de la quatrième génération d'une dynastie artistique. Son arrière-grand-père Leonid Tchitchkan avait déjà gagné succès et reconnaissance comme peintre et éducateur, son grand-père Arkadiy Tchitchkan était un

---

10. Pour en savoir plus sur les noms cités, on peut se reporter à *L'Ukraine en toutes lettres*, Paris, Syllepse, 2023.

artiste non-conformiste bien connu, et son père Illja est parmi les artistes ukrainiens contemporains les plus célèbres.

La question du service militaire est aujourd'hui l'une des questions les plus brûlantes en Ukraine à la suite de l'agression russe continue. Contrairement aux premières années de guerre, l'afflux de volontaires s'est tari et la mobilisation forcée comporte des excès tragiques. Un autre sujet est l'attitude que prennent les personnalités connues des médias envers le devoir militaire – par exemple les journalistes, écrivains, blogueurs ou autres artistes. Même s'ils rejoignent l'armée, le public ne comprend pas souvent quand ils travaillent dans des positions arrières où ils peuvent appliquer leurs compétences spécifiques. C'est l'exemple de l'écrivain, poète et musicien Serhiy Jadan, qui en 2024 a subi un entraînement militaire et depuis sert dans les rangs de la 13<sup>e</sup> brigade de la Garde nationale d'Ukraine Khartiya. En réalité, il travaille comme modérateur et filme des interviews qui apparaissent sur la chaîne YouTube Radio Khartiya. Bien qu'il soit compréhensible que les Ukrainiens ordinaires souhaitent que toutes les personnes mobilisées endurent les mêmes épreuves de guerre, il n'est pas difficile de voir qu'un écrivain primé qui célébrera bientôt son 51<sup>e</sup> anniversaire apportera un bénéfice beaucoup plus grand à son unité et à toute l'armée ukrainienne dans la sphère médiatique que sous le feu ennemi. Mais Tchitchkan avait décidé qu'il ne ferait aucun compromis avec sa conscience. Il l'a payé de sa propre vie.

Rappelons que selon les données du projet Zabylo [Ils ont tué], la Russie a jusqu'à présent

pris les vies de 221 écrivains, artistes, universitaires et autres figures culturelles ukrainiennes dans la guerre – cela inclut à la fois ceux qui ont combattu eux-mêmes et ceux qui sont morts à la suite d'attaques russes sur l'arrière ukrainien.

David Tchitchkan laisse derrière lui une veuve et un fils qui n'a que quelques mois. À part eux, il a aussi laissé des questions pour nous tous – sur le sens de sa mort, sur son comportement dans une situation similaire, et sur la question de savoir si la fin éventuelle de la guerre russo-ukrainienne justifiera les lourds sacrifices que le peuple du pays attaqué a faits et continue de faire.



ÉCLAIRAGES

# La guerre et la crise de la petite agriculture en Ukraine<sup>1</sup>

Nina Potarska et Andriy Bahinsky

La guerre laisse des traces sur tout : la terre, l'eau et les gens. Mais ce sont peut-être les petits agriculteurs qui en ressentent le plus douloureusement les effets. Dans cet article, nous examinerons comment la guerre a modifié l'agriculture ukrainienne, en nous concentrant sur les besoins des petits exploitants agricoles, qui se développaient activement avant la guerre, mais qui sont aujourd'hui confrontés à une crise sans précédent. Les chercheurs Nina Potarska et Andriy Bahinsky se sont entretenus avec Oleh, un agriculteur ukrainien de la région de Kharkiv, dont l'histoire met en lumière les difficultés du travail dans les zones de front.

Avant le déclenchement du conflit à grande échelle, les petits agriculteurs pratiquaient les cultures traditionnelles de cette région : le blé, le maïs et le tournesol. Nombre d'entre eux

cultivaient plusieurs dizaines d'hectares et fournissaient de la nourriture aux consommateurs locaux. Avant la guerre, l'agriculture était l'un des secteurs les plus développés de l'économie ukrainienne, employant plus de 22 % de la population, soit environ 3 millions de personnes officiellement et 1,5 million d'autres « officieusement ». Cependant, la guerre a radicalement changé cette situation. « La terre s'est couverte de cratères d'obus et, à certains endroits, il y a encore des restes de roquettes », explique Oleh, un agriculteur, en soulignant que les combats ont détruit les infrastructures et réduit la superficie des terres cultivées.

## Les conséquences de la guerre sur la production agricole à petite échelle

Dans ce contexte, les petits agriculteurs sont contraints de se recentrer sur la production d'aliments pour leurs propres besoins. Il s'agit désormais d'une stratégie de survie pour eux, en particulier dans les régions les plus touchées. Selon Natalia Mamonova, chercheuse en agriculture, le besoin de souveraineté alimentaire devient critique, car les petits agriculteurs sont souvent confrontés à des pénuries de produits de semences, qu'ils doivent acheter. L'un des principaux obstacles à l'autonomie alimentaire est la destruction des infrastructures d'irrigation. Au cours de la conversation, Oleh a fait remarquer : « Il n'y a pas de réservoir... la nappe phréatique a baissé. S'il y avait des projets d'irrigation à cet endroit, eh bien, maintenant tout a disparu. » Il ajoute :



1. Nina Potarska, chercheuse indépendante, militante, coordinatrice de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) en Ukraine. Andrii Bahinskyi est professeur associé au département de sociologie de l'Institut polytechnique de Kyiv (KPI). Publié par [Commons](#) (4 juin 2025). Illustration : Katia Gritseva. Traduction : Patrick Le Tréhondat

Il y a des gens qui ont investi; ils ont acheté des canalisations, des arrosoirs... Mais en fin de compte, il n'y a pas de réservoir même si les canalisations sont toujours dans le sol. Ainsi, même les exploitations agricoles qui ont pu investir dans la mise en valeur des terres les ont en réalité perdues à cause de la guerre. Les études montrent que le changement climatique a un impact particulièrement négatif sur les petites exploitations, car elles n'ont pas accès au capital social, financier et humain dont disposent les grandes entreprises agricoles. Combiné aux pressions militaires et climatiques, ce phénomène accroît la vulnérabilité des petits agriculteurs et menace la sécurité alimentaire à long terme au niveau local.

### **Le déminage : une étape critique**

Le déminage est une condition préalable à la reprise du travail dans les exploitations agricoles. Cependant, son coût représente une charge financière importante pour les agriculteurs. «Le coût du déminage est de 50 000 UAH par hectare. Pour nous, c'est tout simplement irréaliste», ajoute l'agriculteur. Son exploitation compte environ 180 hectares de champs minés et, dans ces conditions, il est pratiquement impossible de reprendre l'ensemble des activités. Bien que des représentants d'organisations internationales soient venus collecter des données, «aucune d'entre elles n'est allée dans les champs», dit Oleh, «tout le monde refuse parce que c'est trop près de la ligne de front». De plus, la responsabilité du déminage est souvent reportée sur les agriculteurs eux-mêmes: «Ils nous ont dit de faire le déminage... puis ils

ont envoyé une lettre disant que c'était nous qui étions responsables.»

Cela limite la capacité des agriculteurs à travailler sur la majeure partie de leurs terres, et ils sont donc contraints de laisser de vastes zones en jachère. Dans le même temps, les grandes exploitations agricoles présentent des avantages considérables: par exemple, Nibulon<sup>2</sup> utilise son propre matériel de déminage, ce qui lui permet de reprendre ses activités plus rapidement et plus efficacement. De telles inégalités dans l'accès aux ressources ne font qu'exacerber les problèmes des petits agriculteurs, menaçant leur stabilité économique et leur sécurité physique.

Pour surmonter cet obstacle, il est nécessaire de mettre en place un programme de déminage public avec un financement garanti, des critères d'accès transparents et l'inclusion des petits producteurs agricoles. L'une des solutions possibles consiste à introduire des partenariats public-privé pour le déminage des zones agricoles. Comme le montre l'expérience de la Croatie, où, après la guerre, le gouvernement, en coopération avec l'UE et des coopératives locales, a mis en œuvre un programme de remboursement partiel des coûts de déminage, un tel modèle peut être efficace s'il est correctement contrôlé. Une pratique similaire a été suivie au Cambodge, où le gouvernement, les donateurs et les ONG ont cartographié les zones de déminage prioritaires en fonction des besoins des agriculteurs et des exigences en

---

2. NdT: Nibulon est l'un des leaders des exportations de céréales ukrainiennes.

matière de sécurité alimentaire. En Colombie, en revanche, la négligence de la composante rurale du processus de déminage a conduit à des inégalités persistantes dans l'accès à la terre et à des tensions sociales accrues dans les villages.

Par conséquent, le déminage doit être considéré non seulement comme une question de sécurité, mais aussi comme une « priorité agraire et sociale » essentielle au rétablissement d'une agriculture durable en Ukraine.

### **Catastrophe environnementale**

En contaminant les ressources en eau et en terre avec ses déchets, la guerre cause des dommages à la nature sous différentes formes. Les restes de munitions, les substances toxiques et les métaux lourds qui s'infiltrent dans le sol et les masses d'eau créent de graves problèmes environnementaux qui nécessitent des solutions à long terme. Ils détruisent non seulement la biodiversité, mais menacent également la santé des personnes vivant sur ces terres. Les masses d'eau contaminées ne peuvent plus fournir une eau potable de qualité ; les sols contaminés réduisent le rendement des cultures et rendent les activités agricoles risquées. La restauration de l'écosystème nécessite des ressources importantes et du temps, ce qui complique encore la situation des producteurs agricoles locaux qui souffrent déjà des effets de la guerre. Par conséquent, en raison de l'importance des ressources naturelles contaminées, l'impact environnemental du conflit passe d'un problème local à un problème mondial.



On estime que plus de 25 % du territoire ukrainien est actuellement miné, ce qui en fait l'un des pays les plus dangereux au monde. La destruction des réservoirs d'eau, dont le barrage de Kakhovka<sup>3</sup>, a entraîné la disparition des réserves d'eau. Cela a affecté les exploitations agricoles et la vie quotidienne. « Nous avons des projets de développement de l'agriculture irriguée, mais aujourd'hui c'est impossible : les réservoirs ont été détruits et les nappes phréatiques ont disparu », explique Oleh.

Il a également abordé les effets des hostilités sur les écosystèmes :

Les forêts brûlaient, les plantations étaient détruites, tout était détruit. Dans notre ville, en 2022, le barrage a été endommagé et s'est effondré. Cela signifie que le niveau de la nappe phréatique a baissé. S'il y avait des projets d'irrigation, c'est désormais impossible.

Le réservoir détruit doit être déminé et rempli, ce qui, selon les agriculteurs, pourrait prendre plus d'un an. En outre, les terres doivent être remises en état :

Nous avons une couche de terre arable de 30 centimètres, de l'argile, du sable. Tout cela repose actuellement sur la surface. Même après la guerre, il ne sera pas possible de le cultiver tant que ce ne sera pas assaini.

Dans le même temps, il n'existe pas de programme de financement gouvernemental ciblé pour la restauration des structures hydrauliques,

---

3. NdT: À propos de la destruction du barrage de Kakhovka, voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 21, 23 et 32.



l'irrigation ou la remise en état. La seule initiative disponible aujourd'hui est le programme national de compensation pour le déminage humanitaire des terres agricoles, qui permet aux agriculteurs d'être remboursés à 100 % pour ces travaux par l'intermédiaire du Registre agraire national via Prozorro<sup>4</sup>. Toutefois, ce programme ne couvre que les services de déminage et n'inclut pas les coûts de restauration ultérieure des infrastructures. Oleh soupire: «Personne ne nous entend, car personne n'a besoin de nous. Survivre du mieux que l'on peut, c'est comme ça qu'ils appellent ça.» Pour restaurer pleinement la production agricole et les ressources naturelles dans les zones de guerre, il est nécessaire d'étendre les programmes gouvernementaux existants, y compris par le biais de partenariats public-privé et l'implication de donateurs internationaux, à l'instar de la Croatie ou du Cambodge. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (2023), la restauration environnementale d'après-guerre devrait être systémique, combinant des solutions techniques, environnementales et sociales basées sur les besoins locaux.

En outre, les terres contaminées par des métaux lourds et des substances toxiques provenant de munitions non explosées constituent un défi pour la sécurité alimentaire. Malgré ces risques, l'aide humanitaire ne parvient souvent pas à répondre aux besoins réels et urgents des producteurs agricoles locaux.

---

4. NdT : système électronique de passation des marchés publics.

## Conséquences globales de la guerre

Une part importante de la production agricole mondiale est concentrée en Ukraine. Avant la guerre, le pays fournissait environ 40 % des céréales destinées au Programme alimentaire mondial des Nations unies. Toutefois, le blocage des ports et la destruction des infrastructures ont menacé la sécurité alimentaire non seulement nationale, mais aussi internationale. Selon certains experts, la guerre en Ukraine est devenue une sorte de test décisif qui a révélé les limites du système international à répondre à des crises multidimensionnelles complexes. L'analyse du site Rubrika aboutit à une conclusion similaire, soulignant l'importance de développer des solutions innovantes pour la restauration des sols.

Il est important de noter qu'en temps de guerre, les opérations militaires deviennent souvent une priorité pour l'assistance internationale, plutôt que les problèmes des civils. Un ex-représentant de l'OSCE en Ukraine a décrit la situation comme suit :

Ce que nous avons constaté dans nos projets de surveillance des droits humains, c'est qu'il n'y avait pas de réelle volonté d'aider ou de volonté politique de soutenir réellement. Tout le monde se concentrait sur l'aspect militaire, soit pour minimiser les pertes, soit pour gagner la guerre, peu importe ce que cela signifiait.

Compte tenu de la situation sécuritaire, il est actuellement impossible de parler d'une redistribution à grande échelle des ressources de l'aide internationale. Toutefois, certaines

organisations internationales continuent à apporter un soutien limité au secteur agricole. En particulier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en coopération avec l'Union européenne, met en œuvre des programmes de subventions pour les petits et moyens producteurs agricoles dans certaines régions occidentales de l'Ukraine. Dans le cadre de la troisième phase de ce programme, annoncée en mars 2024, les agriculteurs peuvent recevoir jusqu'à 416 500 UAH (10 000 USD) pour le développement de leur exploitation, et les coopératives peuvent recevoir jusqu'à 1 041 250 UAH (25 000 USD).

En outre, la FAO a annoncé son intention de soutenir 406 900 agriculteurs ukrainiens en 2025 en leur fournissant des semences, des services de réparation des systèmes d'irrigation, des aliments pour animaux et d'autres formes de soutien direct. Pour mettre en œuvre ce programme, l'organisation mobilise un financement supplémentaire de 53 millions d'USD. (Interfax-Ukraine, 2024). Cependant, selon les agriculteurs des régions de la ligne de front eux-mêmes, ces initiatives ne leur parviennent souvent pas en raison de la géographie, de l'insécurité et d'une bureaucratie excessive.

Ainsi, bien qu'il existe des programmes humanitaires et agricoles, leur portée, leur objectif et leur accessibilité restent limités. Étant donné que la guerre en Ukraine est devenue non seulement un problème de sécurité mais aussi un défi politique pour les pays donateurs, il est important d'encourager une approche plus équilibrée et plus transparente de la distribution de l'aide, en accordant une plus grande attention

à ceux qui travaillent dans des conditions extrêmes.

### **La dimension humaine de la tragédie**

La guerre a également eu un impact important sur les personnes qui travaillaient dans les fermes. «Avant la guerre, nous employions six à sept personnes de la communauté. Aujourd'hui, tout le monde est parti. Les machines que nous avons réussi à sauver ont été transportées dans une ville voisine. Nous vivons maintenant dans une autre région», explique Oleh. Le déplacement massif de la population a privé la région non seulement de main-d'œuvre, mais aussi d'infrastructures sociales. Les écoles et les hôpitaux ont été détruits, la plupart des services se font en ligne et les communautés dépendent de bénévoles pour les besoins les plus élémentaires.

Malgré des conditions terribles, les petits agriculteurs tentent de reconstruire leurs exploitations, même si c'est lentement. «Nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre que les choses s'améliorent. Même s'il s'agit d'un petit lopin de terre, nous essaierons de cultiver quelque chose», souligne notre interlocuteur Oleh. Dans les communautés, les gens se soutiennent mutuellement: quelqu'un aide à déblayer les décombres, quelqu'un apporte de la nourriture ou de l'eau. Cela donne le sentiment que, malgré toutes les difficultés, la vie continue.

Selon l'étude du groupe de travail de l'UWEC<sup>5</sup>, la contamination des terres ukrai-

---

5. NdT: groupe de travail sur les conséquences environnementales de la guerre en Ukraine.



niennes a des conséquences durables sur la sécurité alimentaire, tant en Ukraine que dans le monde. « Nous évitons simplement les zones où des obus ont manifestement atterri, d'après nos propres observations » explique l'agriculteur. La restauration de ces zones nécessitera non seulement du temps, mais aussi des investissements considérables, tant au niveau international qu'au niveau national. La guerre en Ukraine continue d'avoir un impact dévastateur sur les petites exploitations agricoles, mais malgré tous les défis, les agriculteurs font preuve de résilience, de créativité et d'un engagement à reconstruire leurs fermes. Non seulement ils fournissent de la nourriture à leurs communautés, mais ils préservent également le sol, les semences, les connaissances traditionnelles et le tissu social du village. Il est essentiel de reconnaître leur contribution à la sécurité alimentaire et de soutenir leurs efforts, non seulement pour la survie des individus, mais aussi pour la stabilité de régions et du pays tout entier.

Au niveau institutionnel, les agriculteurs peuvent former des coopératives, des associations publiques ou des associations industrielles, qui peuvent les aider à communiquer leurs besoins aux agences gouvernementales et aux donateurs internationaux. Par exemple, en mars 2024, un certain nombre de syndicats agricoles ont envoyé une lettre ouverte à l'Académie nationale des sciences d'Ukraine pour créer un programme gouvernemental spécialisé visant à soutenir les petites exploitations agricoles dans les régions de la ligne de front. L'initiative se concentre sur le déminage, la remise en état et la restauration des ressources en eau.

L'État et les institutions internationales peuvent soutenir les petits producteurs agricoles par les mesures suivantes :

- développement du mouvement coopératif : financement de la création et du développement de coopératives de petits agriculteurs dans les régions désoccupées et sinistrées ;
- programmes de subventions inclusifs : étendre la géographie des programmes (tels que ceux de la FAO) pour couvrir non seulement les régions occidentales, mais aussi les zones de première ligne ;
- programmes ciblés de remise en état et d'hydro-restauration : semblables aux programmes de reboisement ou d'infrastructure, mais avec des spécificités agroécologiques ;
- impliquer les agriculteurs dans l'élaboration de politiques spécifiques : par le biais de conseils consultatifs au sein des ministères ou de forums régionaux sur la sécurité alimentaire.

La résilience des agriculteurs doit être renforcée par un soutien systémique qui reconnaisse leur rôle clé dans le redressement, après la guerre, non seulement de l'agriculture, mais aussi de la vie sociale du pays dans son ensemble.

# Pourquoi la guerre de la Russie est liée au capitalisme en crise

Ivan Bakalov répond à Jan Běliček<sup>1</sup>

La guerre de Poutine découle des contradictions fondamentales du capitalisme russe – pas de l'expansion de l'OTAN ou du conflit civilisationnel. La stagnation économique de la Russie depuis 2008, le déclin démographique et l'inégalité extrême ont créé une « crise organique » qui ne pouvait être résolue que par l'agression externe. Loin d'être économiquement ruineuse, la guerre a en fait revitalisé le capitalisme russe en créant de nouveaux marchés pour la violence tout en consolidant le pouvoir oligarchique.

Cette perspective matérialiste remet en question les hypothèses occidentales sur l'efficacité des sanctions et offre des perspectives sobres sur pourquoi le conflit ne se terminera pas avec l'Ukraine.

Adam Nowak

## Dépasser les explications géopolitiques

*Vous dites qu'il est important d'arrêter de s'appuyer sur les explications géopolitiques de la*

---

1. Ivan Bakalov est chercheur à l'Université technique de Dresde. Il est né en Bulgarie et est membre de la maison d'édition bulgare d'VeRSIA. Il s'entretient avec Jan Běliček, rédacteur en chef d'*Alarm.cz*. Traduit en français par Adam Nowak et publié par [Europe solidaire sans frontière](#).

*guerre actuelle en Ukraine et d'apporter plutôt des explications matérialistes et économiques. Pourquoi ce changement est-il important ?*

Parce que la géopolitique, et j'ajouterais les explications dites de choix civilisationnel, ne sont pas seulement des théories académiques. Il ne s'agit pas seulement d'expliquer ce qui s'est passé et pourquoi, mais c'est aussi un cadre de réflexion sur le monde qui façonne la façon dont les pays européens et les États-Unis ont parlé de cette guerre, et détermine ce qui suivra après la guerre. Si nous considérons cela comme l'explication principale de cette guerre, cela influencera aussi nos mesures politiques. Mais si vous avez une théorie faible pour expliquer la guerre, vous avez aussi une base faible pour comprendre les changements en cours et une base faible pour la politique en général.

*Comment ces explications se manifestent-elles en pratique ?*

Il existe diverses variantes de géopolitique, mais le courant dominant dit généralement quelque chose dans le sens que la Russie ne fait que réagir à l'expansion de l'OTAN. Il fonctionne avec la notion de blocs géopolitiques et leur interaction mutuelle. L'un des articles les plus célèbres sur ce sujet a été écrit par le politologue américain John Mearsheimer en 2014. Il présente des arguments pour expliquer pourquoi l'annexion de la Crimée s'est produite et pourquoi l'Occident est à blâmer pour la guerre séparatiste dans la région ukrainienne orientale du Donbass. Si nous suivons cette explication et la prenons au sérieux, l'invasion n'aurait jamais



dû avoir lieu. En 2014, Mearsheimer a déclaré que la Russie non seulement ne peut pas et ne veut pas mener une invasion de toute l'Ukraine parce que c'est simplement une réaction défensive de sa part, mais aussi parce qu'elle manque des ressources et du potentiel militaire pour envahir l'Ukraine et maintenir le contrôle sur son territoire.

Et nous parlons de 2014, quand l'armée ukrainienne était encore très faible. Si nous prenions cette explication au sérieux, ce scénario aurait dû être encore plus improbable huit ans plus tard, quand l'Ukraine avait déjà renforcé son armée en préparation d'une future invasion. Et ce n'est pas seulement Mearsheimer qui affirme cela. Vous pouvez en fait trouver de telles personnes dans le discours stratégique russe également. Par exemple, l'ancien général Leonid Ivachov, qui était président du Conseil panrusse des officiers militaires, a déclaré en janvier 2022

que la Russie ne faisait face à aucune menace externe majeure. Donc si vous prenez vraiment l'explication géopolitique au sérieux, l'invasion n'aurait jamais dû avoir lieu.

*À quoi ressemblerait une explication géopolitique similaire de l'autre côté ? Du côté occidental ? Parce que c'est l'explication russe. Mais quelle est la version occidentale ?*

Oui, vous avez raison, il y a différentes variantes d'explication géopolitique. L'explication géopolitique «pro-occidentale» prétend quelque chose dans le sens de: «La Russie a senti que l'Occident était faible et a essayé de profiter de cette opportunité pour restructurer l'architecture de sécurité de l'Europe.» Et les gens poursuivent cet argument et se réfèrent au retrait des troupes d'Afghanistan. Ils se réfèrent aux troubles européens internes, comme le départ d'Angela Merkel de la scène, les troubles en France, et puis aussi des stéréotypes comme la Russie ne prenant jamais le président ukrainien Volodymyr Zelensky au sérieux et supposant qu'il fuirait immédiatement une fois qu'ils envahiraient l'Ukraine.

On pourrait soutenir que c'est ainsi que les décideurs russes «voyaient» le monde, et il y a en effet des gens du côté russe qui promeuvent cette explication. Cette version de la géopolitique suggère que la Russie a profité d'une opportunité pour restructurer activement l'architecture de sécurité de l'Europe. Et cela correspond déjà beaucoup mieux au scénario d'une invasion soudaine. Cependant, c'est encore une théorie faible parce que c'est une

explication *post hoc*. Elle n'a gagné en force qu'après que l'invasion ait eu lieu.

*Pourquoi pensez-vous cela ?*

Parce que la géopolitique traite non seulement de l'équilibre structurel du pouvoir mais aussi de l'équilibre des ressources, et ceux-ci étaient encore défavorables à la Russie au moment de l'invasion. Bien que le soutien à l'Ukraine ait été initialement limité, l'équilibre du pouvoir était encore incliné contre la Russie. L'astuce de cette explication réside dans le fait que «reconfiguration de l'architecture de sécurité» reste dans une boîte noire. Qu'est-ce que cela signifierait réellement? Que l'hégémonie américaine en Europe tomberait si la Russie battait l'Ukraine? Que l'OTAN s'effondrerait ou se retirerait si la Russie battait l'Ukraine? Cette version de la géopolitique ne peut pas expliquer pourquoi l'invasion est si importante pour les décideurs russes qu'elle justifie les risques qu'elle entraîne.

*Avons-nous une autre théorie populaire et dé-faillante expliquant pourquoi la Russie a lancé la guerre en Ukraine ?*

Oui, il y a une autre explication populaire qui peut être appelée «choix civilisationnel.» Elle a diverses formes et apparences, mais se concentre sur le choc civilisationnel. Que nous ayons à l'esprit un choc entre démocratie et autocratie ou civilisation occidentale et orientale. Dans cette explication, il s'agit principalement d'agression et de politique étrangère agressive étant inhérente à la nature du régime russe et

de la nation russe en général. C'est simplement quelque chose que les Russes font. Cette explication suggère qu'il y a quelque chose de spécifique à propos de la Russie et des Russes qui les oblige à attaquer d'autres pays. Et alors c'est à la civilisation occidentale, la bonne et juste civilisation, d'écarter cette menace.

Cette théorie est faible en termes explicatifs parce qu'elle implique que la Russie devrait attaquer quelqu'un presque sans arrêt. Elle aurait dû attaquer l'Ukraine en 2005, aurait dû lancer une invasion complète en 2014, et ainsi de suite. Tandis que la géopolitique prétend que la Russie ne devrait attaquer personne du tout de son propre chef, cette théorie suggère qu'elle devrait attaquer tous les pays autour d'elle tout le temps. Et l'Ukraine pourrait même ne pas être le meilleur endroit pour commencer une invasion. C'est encore une théorie faible qui n'explique pas pourquoi l'invasion s'est produite à ce moment particulier.

*Mais nous avons aussi le fameux document historique de Poutine sur l'Ukraine, dans lequel il a essayé de justifier l'invasion par une perspective historique. Il y a aussi la théorie eurasienne d'Alexandre Douguine, qui a à son cœur une lutte irréconciliable entre l'Occident et l'Eurasie. Peut-être sous-estimez-vous quelque peu ces tendances parmi les intellectuels et politiciens du Kremlin...*

Vous soulignez à juste titre que cette explication a des versions occidentales et russes. Je me suis maintenant concentré sur la version occidentale de l'histoire. Vous pouvez regarder

comment la guerre a été initialement expliquée par l'historien américain Stephen Kotkin, par exemple. Et la version russe de cette explication, comme discutée par Douguine, par exemple, est quelque peu différente parce qu'elle fournit une évaluation positive de la civilisation russe. La civilisation russe défend les fondements du christianisme contre l'Occident décadent. Pour Douguine, cette invasion est une force pour le bien. La Russie essaie de sauver les valeurs traditionnelles contre la décadence de la civilisation occidentale. La civilisation occidentale est en déclin, tandis que la civilisation russe ou eurasienne est en hausse.

Et vous vous référez correctement à l'essai prétendument écrit par Poutine en 2021, dans lequel il dit que l'Ukraine est un territoire appartenant historiquement à la Russie et que l'État ukrainien a été artificiellement créé par les ennemis de la Russie. Des ennemis externes en Occident et des ennemis internes sous la forme de bolcheviks. Mais même si vous acceptez la version russe de l'histoire du choix civilisationnel, cela ne vous aide toujours pas à expliquer pourquoi l'invasion s'est produite quand elle a eu lieu, et non, disons, un, trois, cinq, dix, ou quinze ans plus tôt. Oui, il y a des intellectuels et des politiciens qui parlent comme ça, et certains d'entre eux pourraient même y croire. Mais cela ne fait pas de cette histoire une bonne explication.

Le problème n'est pas seulement que ce sont des théories faibles. Le problème est qu'elles informent une vision du monde entière dans laquelle la guerre n'est qu'un cas dans le processus de développement historique. Les

contradictions internes de ces théories sont reproduites même dans les événements qui ont suivi l'invasion. Ce n'est pas seulement une tentative académique de trouver une bonne explication. C'est une tentative de comprendre ce qui ne va pas avec le monde et comment le réparer.

### **L'explication matérialiste : impasse capitaliste**

*Si vous dites que l'explication géopolitique est fausse et l'explication civilisationnelle trompeuse, que proposez-vous à la place ?*

Il est difficile de lui donner une étiquette appropriée. On pourrait dire que c'est une explication basée sur le matérialisme historique. Si je devais lui donner une désignation courte et percutante, je l'appellerais probablement «l'impasse de la transformation capitaliste.» Elle met l'accent sur la compréhension de comment les contradictions de la transformation capitaliste des années 1990 nous ont amenés à ce point. Il s'agit de la guerre, et surtout de l'invasion russe, qui est une expression des contradictions du système capitaliste à la fois en Russie et en Europe de l'Est, et plus généralement au niveau mondial. Dans cette vision, l'invasion de 2022 n'est qu'une phase d'un processus graduel durant lequel le bloc dirigeant en Russie essaie d'atténuer la crise organique à laquelle il fait face.

*Que voulez-vous dire exactement par cela ?*



Le bloc dirigeant russe fait face à une crise organique, une crise du capitalisme russe. Je me réfère habituellement à trois exemples illustratifs qui clarifient cette théorie. Le premier problème est l'économie russe stagnante. Quand vous regardez les graphiques du PIB total de la Russie, vous verrez qu'en 2000 il y a eu une augmentation brutale qui était plus rapide que dans le reste du monde. Et après la crise financière mondiale de 2008-2009, vous verrez une ligne qui fluctue mais reste plus ou moins au même endroit. Un problème de croissance insuffisante a émergé.

Cela a été causé en partie par la chute des prix d'exportation de l'énergie, mais encore plus significativement par la capacité limitée du capital russe à s'étendre en raison de l'épuisement des ressources et du potentiel des moyens de production. En 2000, les prix de l'énergie montaient, mais pas seulement ceux-là. C'était aussi une époque où le capital russe a absorbé les capacités de l'économie soviétique qui étaient restées inactives dans les années 1990. C'est pourquoi l'économie a grandi. Cependant, ces capacités ont été épuisées, et avec elles la capacité de croissance de la Russie a aussi été épuisée.

*Comment la Fédération de Russie a-t-elle réagi à cette situation ?*

Comment pouvez-vous résoudre cette situation si vous poussez vers une croissance extensive? Vous créez un bloc d'intégration. Et vous pourriez vous rappeler qu'au tournant des années 2000 et 2010, l'idée de créer une union

douanière dans l'espace post-soviétique a été introduite, qui a été partiellement réalisée. Le Kazakhstan, la Biélorussie, et plus tard l'Arménie et le Kirghizistan l'ont rejointe. Cependant, l'Ukraine était le marché crucial pour ce bloc d'intégration. C'est simplement le plus grand marché qui a le plus de capacités que le capital russe ne peut absorber. Donc l'invasion n'était pas le plan numéro un. Ce n'était même pas le plan numéro deux, ni même le plan numéro trois.

*Alors comment pensez-vous que la Fédération de Russie a procédé ?*

Initialement, il y a eu une tentative d'utiliser des méthodes de carotte et de bâton pour amener l'Ukraine à rejoindre ce bloc d'intégration. Et cela a en fait partiellement réussi. Vous pourriez vous rappeler que Ianukovytsch [l'ancien président ukrainien] a signé un accord pour rejoindre l'union douanière en 2013, seulement cette décision a été par la suite annulée par une mobilisation sociale massive dans les rues ukrainiennes. Cela fait aussi partie de la crise organique. Non seulement le système capitaliste russe lutte pour se reproduire, mais il lutte aussi pour créer une image attrayante pour les sociétés externes afin que d'autres pays rejoignent volontairement son bloc d'intégration. Cela témoigne de l'hégémonie russe défaillante dans cette zone.

Il ne s'agit pas seulement du capital russe allant et saisissant une usine en Ukraine. Il ne s'agit pas seulement de saisir des ressources naturelles. La reproduction du système capitaliste

repose aussi sur la reproduction de la main-d'œuvre dont elle a nécessairement besoin pour son fonctionnement. C'est une autre dimension de la crise organique du système capitaliste russe. La main-d'œuvre ne se reproduit pas au rythme nécessaire pour son développement ultérieur. Simplement dit, pas assez de nouveaux travailleurs naissent. Les politiciens russes appellent cela une « crise démographique, » mais le problème est en fait que la Russie a une réserve de main-d'œuvre de plus en plus petite. En annexant la Crimée, vous ne gagnez pas soudainement seulement un marché pour les banques russes, les opérateurs de télécommunications, et ainsi de suite. Cela signifie aussi que le marché du travail russe grandit du jour au lendemain de 2,5 millions de personnes.



*Voyez-vous dans cette crise démographique ou de population aussi une raison pour le tournant nativiste dans l'idéologie russe ? Je veux dire cette idéologie anti-occidentale basée sur le conservatisme et les valeurs traditionnelles qui émerge à peu près à la même époque.*

Définitivement. Dans ce domaine, je puise largement dans le travail d'Alexandra Talaver<sup>2</sup> et d'autres qui examinent cette question en profondeur. Mais je peux dire avec certitude que le discours des valeurs traditionnelles et des politiques nativistes pro-famille ou la lutte contre l'avortement fait partie d'une fondation discursive plus large pour la position subordonnée des travailleurs, surtout dans le contexte de

---

2. Chercheuse sur la démographie et la politique russes.

la guerre. Il s'agit de les discipliner pour qu'ils fassent exactement ce qu'on attend d'eux. Donc le travail devrait se reproduire, mais les conditions matérielles perturbent ces scénarios. D'un côté, vous avez des politiques soutenant la croissance du taux de natalité, mais en même temps un budget réduit pour les soins de santé. Vous fermez des hôpitaux pour pouvoir dépenser plus pour la violence, mais en même temps vous voulez que plus d'enfants naissent. Il y a beaucoup de contradictions fondamentales entre les niveaux rhétoriques et matériels ici.

*Et quel serait le troisième exemple de la crise organique du capitalisme russe ?*

Le troisième exemple illustratif est le niveau absurde d'inégalité en Russie. Un très petit nombre de personnes ici concentrent une richesse énorme, ce qui crée une crise de légitimité. Ce n'est pas que le bloc dirigeant russe fait face à une forte opposition ou qu'il ne peut pas manipuler les élections. Il gère cela très bien. C'est une crise de légitimité dans un sens sociologique plus fondamental. Il y a un gouffre énorme ici entre les gens qui sont dans le bloc dirigeant et le reste de la population.

Le niveau d'inégalité est incomparable à tout ce que nous pouvons trouver dans d'autres grandes économies. Selon les estimations du Crédit suisse, un pour cent des plus riches en Russie possèdent 59 % de toute la richesse domestique (aux États-Unis c'est 35 %), et cela ignore le niveau extraordinairement élevé de richesse stockée dans des comptes *offshore* à l'étranger. Donc si nous essayons d'expliquer



pourquoi l'invasion s'est produite quand elle a eu lieu, nous devrions bien regarder cette crise organique du bloc dirigeant. Nous voyons ici un problème d'accumulation de capital, de reproduction de la main-d'œuvre, et un gouffre fondamental entre un pour cent et le reste de la population.

*Vous avez expliqué les deux premiers problèmes assez clairement, mais qu'en est-il du troisième ? Comment cette énorme inégalité se rapporte-t-elle à la guerre ?*

Selon Novokmet, Piketty, et Zucman<sup>3</sup>, le niveau actuel d'inégalité ne peut être comparé qu'au niveau d'inégalité dans l'Empire russe juste avant la révolution d'octobre 1917.

---

3. Économistes qui étudient l'inégalité.

Comment expliquez-vous à votre population qu'elle est si pauvre malgré le fait de vivre dans un pays incroyablement riche en ressources ? À travers la mythologie sur la grandeur de l'empire russe et du monde russe. Mais pas seulement cela. Le monde russe est sous menace. Si vous ne vous mobilisez pas maintenant pour le protéger, ses ennemis le détruiront. Peu importe que votre vie ait déjà été détruite par les gens qui vous gouvernent. Ce qui est important, c'est que d'autres viennent prétendument détruire même le peu qui reste.

*Cette explication a-t-elle fonctionné ?*

Ce chauvinisme grand-russe et sa réincarnation dans la politique étrangère impérialiste contemporaine ont fonctionné pendant un moment entre 2014 et 2015. Mais alors les

effets ont commencé à s'estomper. Et quand vous regardez ce qui se passait en Russie entre 2016-2018, vous verrez qu'il y a eu beaucoup de protestations, et pas seulement des protestations des politiciens de l'opposition libérale, mais aussi des groupes de personnes qui sont conventionnellement comprises comme le cœur du soutien pour le Président russe.

En 2017 et 2018, vous aviez des protestations de chauffeurs de camion. En 2018, des protestations contre la réforme des retraites ont suivi. Il y a eu des protestations environnementales contre le gouvernement local. En 2020, pendant la pandémie de Covid, il y a eu aussi des protestations contre la politique gouvernementale. Le soutien public pour le gouvernement déclinait. Cela ne signifie pas qu'il y aurait eu un coup d'État en 2022 si la Russie n'avait pas envahi l'Ukraine. Pas du tout. Mais cela signifie que le bloc dirigeant a perdu la capacité de mobiliser la population basée sur une motivation positive.

Cela a été clairement montré à l'automne 2022, quand l'État russe a administrativement tenté de mobiliser des soldats. C'était un désastre complet. La situation ne s'est retournée qu'après que le régime soit passé à la mobilisation économique en étendant le modèle de recrutement des compagnies militaires privées [comme le Groupe Wagner]. Il a transformé les inégalités sociales et la pauvreté généralisée en un avantage en construisant une armée de soldats mercenaires.



## La guerre comme solution économique

*Donc le régime de Poutine était sous pression et cherchait un moyen d'arrêter cette crise organique ?*

C'était un problème systémique, donc je le formulerais un peu différemment. Ce n'est pas qu'il y avait un acteur avec un grand plan depuis le début. Cela ne signifie pas que ce n'était pas Poutine qui a finalement commandé l'attaque. Le point est que le système luttait pour se reproduire et de nombreuses contradictions ont créé des incitations pour cette décision. Il était clair que la seule façon de sauver la constellation de pouvoir existante et le style de vie extravagant de yachts, palais, et refuges *offshore* était d'essayer d'exporter le conflit de classe interne à l'étranger sous la forme d'une invasion de l'Ukraine. Et comme je l'ai mentionné, ce n'était pas une décision optimale pour la Russie. Le scénario optimal pour eux aurait été que l'Ukraine rejoigne volontairement le bloc d'intégration. Cela ne s'est pas produit. Donc est venu le plan numéro deux.

*Quel était le plan numéro deux selon vous ?*

Prendre la Crimée, mais laisser le Donbass tranquille. Pourquoi ? D'une perspective matérialiste historique, la Russie était préoccupée par l'occupation et la réintégration subséquente du Donbass en Ukraine, ce qui forcerait l'Ukraine à entrer dans le bloc d'intégration, assurant ainsi l'expansion du capital russe. Incidemment, si la Russie a annexé la Crimée en 2014 et si le Donbass représentait une menace géopolitique

pour elle, ou avait toujours fait partie de la Russie, alors pourquoi la Russie ne l'a-t-elle pas occupée en 2014, quand sa supériorité militaire était beaucoup plus grande qu'en 2022 ?

La géopolitique échoue à cet égard, et la théorie du choix civilisationnel aussi. L'explication matérialiste historique suggérerait que le but du plan numéro deux était d'intégrer l'Ukraine dans le bloc économique à travers un Donbass réintégré. Cependant, cela ne s'est pas produit parce que les accords de Minsk [accords de paix de 2014-2015 tentant de mettre fin au conflit dans l'Est de l'Ukraine], qui étaient la forme légale-institutionnelle du plan numéro deux, n'ont jamais été intégrés. Il y a eu une résistance généralisée aux accords de Minsk en Ukraine, ce qui souligne la dimension externe de la crise de légitimité de la Russie.

*Alors quel était le plan numéro trois ?*

Conquérir Kiev en trois jours. Une guerre courte et victorieuse qui confirmerait la suprématie de l'État russe et la suprématie du capital russe sur le marché ukrainien. Cependant, ce plan a aussi échoué. Le plan numéro quatre était donc une guerre d'usure. Si vous ne pouvez pas conquérir Kiev en trois jours, vous pouvez imaginer une guerre extensive comme une véritable force motrice du développement capitaliste en Russie. C'est l'expansion capitaliste par d'autres moyens.

*Mais nous associons habituellement la guerre à l'horreur et à la souffrance. Il n'est pas facile pour les gens de comprendre qu'elle pourrait*

*avoir des avantages économiques. Comment l'effort de guerre peut-il aider les économies en déclin ?*

C'est une très bonne question. Parmi les gens qui regardent la guerre d'une perspective marxiste, il y a aussi différentes interprétations. Il y a ceux qui prétendent que ce n'est pas dans l'intérêt du grand capital d'aller en guerre ou de la continuer. Mes collègues et moi le voyons différemment. Nous percevons les intérêts du gouvernement, du secteur de la sécurité, du Président, et de tous ceux qui les entourent comme interconnectés. La sphère politique et la sphère économique ont des intérêts intégraux. Donc la guerre est supposée fournir un espace pour l'expansion capitaliste, pour l'appropriation de la force de travail, pour renforcer le grand chauvinisme russe comme force légitimante.

*Qu'est-ce qui rend une guerre d'usure avantageuse pour la Russie ?*

Premièrement, nous pouvons regarder ce qui se passe avec l'économie russe. En 2023 et 2024, elle a grandi. Ce n'est pas seulement une question de statistiques. La guerre a relancé l'économie russe d'une manière similaire aux années 1990. Il y a eu une réallocation extensive des capacités de production. Le géographe britannique et théoricien social David Harvey appelle cela l'accumulation par dépossession. Beaucoup d'actifs de production sont passés des mains d'investisseurs étrangers aux capitalistes russes. La guerre était avantageuse pour beaucoup de secteurs de l'économie, et surtout pour le grand capital, qui s'est approprié

divers actifs à des rabais énormes. De plus, une grande quantité d'actifs qui étaient précédemment stockés à l'étranger sont retournés en Russie. Le secteur bancaire se portait simplement bien, ce qui a revivifié l'économie russe et elle a grandi.

*Quand vous parlez d'actifs stockés à l'étranger, de quoi parlez-vous ? Comment retournent-ils en Russie ?*

Je pense principalement aux actifs *offshore*. Le niveau de richesse que le capital russe stocke dans les comptes *offshore* est beaucoup plus élevé que dans d'autres grandes économies. Des incitations économiques significatives sont apparues pour faire revenir le capital en Russie. Il était possible d'acquérir des propriétés à rabais qui étaient appréciées significativement, ou il était aussi possible de faire fructifier de l'argent en Russie et gagner plus de vingt pour cent de taux d'intérêt si vous les déposiez dans une banque russe. C'est un assez bon marché...

*C'est très bien...*

Les profits du secteur bancaire russe sont énormes. Ces fonds privés sont par la suite investis dans la violence. Les prêts bancaires fournis aux entreprises impliquées dans la production d'outils et d'équipements conçus pour tuer sont énormes.

*Avez-vous des données qui illustreraient à quoi ressemble réellement la situation ?*

2023 et 2024 ont été des années record pour le secteur bancaire russe. Le profit s'est

élevé à 3,3 et 3,8 trillions de roubles, environ 70 milliards d'euros sur deux ans. Bien sûr, les portefeuilles d'actifs et la liquidité ont aussi augmenté. La concentration du secteur bancaire a continué à un rythme accéléré. Il y a eu plusieurs fusions et acquisitions clés qui ont consolidé tout le secteur en plusieurs méga-banques. Tout est en accord avec ce qui pourrait être attendu d'un système capitaliste dans la phase impérialiste.

La guerre est un grand bénéfice pour le grand capital. Et la guerre apporte aussi une grande portée pour la coopération entre les secteurs public et privé. Il y a beaucoup d'investissements étatiques, à la fois dans les secteurs produisant la violence et dans la création d'outils pour exercer la violence. La violence devient le moteur du développement capitaliste. On pourrait dire que la violence a déjà remplacé le pétrole et le gaz comme l'article d'exportation principal de l'économie russe.

*Par cela vous voulez dire la production d'armes ?*

Oui, les armes, l'équipement. Mais, en fait, il s'agit de toute la chaîne de production. Vous avez des usines qui produisent des armes et aussi des munitions, mais aussi des entreprises produisant de l'acier. Ou les nitrates utilisés dans la poudre à canon. Vous avez naturellement aussi la logistique, qui est un autre secteur qui s'est considérablement étendu. C'est une longue chaîne dans laquelle vous trouverez une série d'installations de production différentes qui sont mutuellement interconnectées.



## Évaluation des statistiques économiques russes

*En Occident, un argument est apparu dans la première année de la guerre que les statistiques de croissance économique de la Fédération de Russie sont fabriquées. Que diriez-vous aux gens qui prétendent que ces statistiques sont falsifiées ?*

Je prendrais cela avec des pincettes. Le niveau d'expertise et de compétence du secteur financier russe n'est disputé par personne en Occident. Même les libéraux comme Stephen Kotkin diraient que la Banque centrale russe et le ministère des finances russe ont des experts de classe mondiale. Les données produites par la banque centrale sont généralement considérées comme fiables.

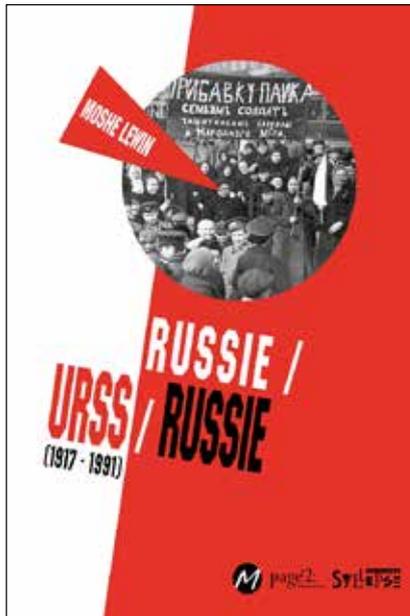
Cependant, si vous traitez avec des types de données plus sensibles, elles sont soit censurées soit strictement limitées. Ils ne jouent pas avec les chiffres ; ils ne les publient simplement pas. Et il y a d'autres types de distorsions dans les données. Si, par exemple, vous vous intéressez à la démographie et voulez découvrir le nombre réel de personnes vivant en Russie, vous devez avoir beaucoup de connaissances contextuelles pour pouvoir réellement lire les données. Il y a des difficultés avec la lecture des statistiques officielles russes, mais cela ne signifie pas que vous ne pouvez pas travailler avec elles.

*D'après votre description, il semble que la Russie devient une économie de guerre. Êtes-vous d'accord avec cela ?*

Selon un argument, la croissance économique russe peut s'expliquer par le keynésianisme militaire de la politique officielle. Je ne serais pas d'accord avec cela. Le keynésianisme suppose que dans l'économie vous redistribuez les ressources du côté de l'offre au côté de la demande. Vous voulez augmenter la demande, et vous augmentez la demande en menant des politiques d'emploi de masse où les travailleurs peuvent accroître la demande à travers une consommation accrue. Dans le keynésianisme, vous voulez créer de grands projets impliquant beaucoup de personnes. La guerre apparaît similaire à première vue. Elle apporte des salaires plus élevés qui sont sans précédent par comparaison avec les standards régionaux en Russie. Cela pourrait être considéré comme un grand projet keynésien où vous stimulez la demande. Mais je dirais que l'emploi élevé et les salaires croissants sont un effet secondaire. La guerre est encore largement un phénomène du côté de l'offre.

*Pourquoi pensez-vous cela ?*

Poutine lui-même le dit. Quand vous regardez ses communiqués de presse au forum économique de Saint-Petersbourg [forum économique international annuel], il se réfère constamment à l'économie du côté de l'offre comme la logique conduisant tout vers l'avant. Donc le but de la guerre est de créer des opportunités pour la croissance du capital. Ils ne



sont pas préoccupés par la régulation de la poursuite pathologique du profit qui crée des cycles de crises dans les économies capitalistes, comme les keynésiens le souhaiteraient. Au contraire, ils veulent stimuler la croissance à travers la déréglementation de la relation entre capital et travail et créer de nouveaux marchés.

La guerre ne suit pas la logique du keynésianisme militaire mais est encore en accord avec la logique néolibérale. Initialement, c'était une guerre technocratique: «Nous irons conquérir Kiev en trois jours, les professionnels s'en occuperont, et le reste de la Russie ne remarquera même pas que quelque chose s'est passé.» D'où la désignation «opération militaire spéciale.» Maintenant l'accent est mis sur l'utilisation de la

guerre comme force motrice de la croissance économique à travers la liaison des contrats étatiques avec les investisseurs privés et la création de conditions pour la croissance du capital privé.

### Impact sur les Russes ordinaires

*Vous prétendez que la guerre est bonne pour le grand capital. Mais quel impact a-t-elle sur les gens ordinaires en Russie? Vont-ils bien, ou luttent-ils avec des problèmes?*

Pour être juste, les salaires réels en Russie ont augmenté pendant la guerre. Cependant, il y a beaucoup de déséquilibres structurels ici. C'est en partie dû aux salaires payés aux gens recrutés dans l'armée. En partie dû aux salaires augmentés pour ceux impliqués dans la production d'équipement militaire et de munitions. Mais il y a aussi une inflation énorme. Les données d'inflation sont quelque peu délicates. L'inflation officielle a été d'environ 10 % au cours de l'année passée, et la croissance salariale était plus élevée.

Cependant, quand vous regardez ce qui entre dans l'inflation et vous concentrez sur les choses pertinentes pour les employés à faible revenu - loyer, prix de l'électricité, eau, nourriture - l'inflation pour ces articles est plus élevée que 20 %. Aussi, les taux d'intérêt élevés sont bons pour ceux qui ont déjà de l'argent. Ils peuvent le déposer dans une banque et obtenir un retour décent. Mais si vous voulez acheter une nouvelle maison ou une voiture, les prêts sont vraiment très chers.

*Donc les taux d'intérêt des prêts tournent aussi autour de 20 % ?*

Oui, il y avait bien sûr des programmes de rabais, mais ceux-ci ont pris fin l'année dernière. Et si vous avez des hypothèques avec des taux d'intérêt variables, que la plupart des gens ont, vous avez un gros problème. Il est difficile de répondre à cette question sans ambiguïté, mais en moyenne, la vie de la plupart des résidents ne s'est pas améliorée.

### **L'efficacité des sanctions**

*Comment les sanctions affectent-elles l'économie russe ? Les gens en Occident croient que les sanctions internationales et les grandes dépenses militaires doivent sévèrement endommager l'économie russe. Est-ce le cas ?*

Les sanctions fonctionnent, mais elles n'apportent pas le résultat désiré. Si le résultat désiré est de forcer la Russie à mettre fin à la guerre, cela n'arrive pas. Il est improbable que les sanctions seules puissent atteindre cela dans le futur sans changements dans d'autres dimensions de la guerre. Cependant, elles ont un impact énorme. Les exportateurs russes ont partiellement réussi à s'adapter aux sanctions dans le domaine des exportations d'énergie. Il y a eu beaucoup de discussions sur la flotte fantôme transportant du pétrole russe autour du monde. Le système capitaliste est complexe et plein de contradictions. Celles-ci créent des obstacles pour le capital russe, mais dans d'autres aspects, elles créent des opportunités. Les fabricants allemands, par exemple, ne produisent

plus de voitures en Russie, mais quand vous regardez les exportations de voitures allemandes vers des endroits comme le Kirghizistan, c'est en hausse.

### **Une histoire classique...**

Au Kirghizistan qui, par «coïncidence», est dans une zone de libre-échange avec la Russie, des milliers et des milliers de voitures Mercedes sont soudainement achetées. Oui, la logistique est plus compliquée, mais l'échange économique a encore lieu. Donc les sanctions à de nombreux égards poussent l'inflation vers le haut, mais en même temps ne causent pas l'effondrement de l'économie russe.

*Alors peut-être que les sanctions ne visent pas les bons objectifs ? Y aurait-il des sanctions internationales qui pourraient avoir un effet plus grand que celles appliquées récemment ?*

Je ne suis pas un expert en sanctions. Cependant, je peux dire qu'elles affectent définitivement aussi des groupes de personnes en Russie qui essaient de s'opposer à la guerre. Mais j'aimerais souligner que la logique des sanctions est étroitement liée à la vision du monde que nous avons sur la guerre. La façon dont les sanctions sont conçues suit la ligne de l'explication géopolitique. Nous sommes un bloc géopolitique en guerre contre un autre bloc, qui consiste principalement en la Russie et au Bélarus. Et nous voulons nuire à cet autre bloc. C'est la logique générale.

Si quelqu'un suivait l'explication matérialiste historique de la guerre, peut-être que d'autres

idées pour les sanctions émergeraient. Si vous êtes conscient du problème de reproduction de la force de travail en Russie, quel effet cela aurait-il, par exemple, si nous créions des opportunités pour la force de travail russe de quitter la Russie? En ce moment, la Russie n'a aucune restriction sur les voyages à l'étranger. En fait, elle soutient plutôt le départ des personnes d'opposition du pays.

*Comment cela pourrait-il ressembler concrètement?*

Qu'arriverait-il si la force de travail russe pouvait être employée ailleurs? Disons qu'elle aiderait à la transition vers un modèle industriel plus durable dans l'UE? Nous connaissons aussi la dépendance du capital russe au régime financier et bancaire *offshore*. Nous connaissons aussi l'impact nuisible des structures *offshore* sur les possibilités de développement économique, surtout sur la sous-périphérie du système capitaliste mondial. Certaines des zones *offshore* préférées comme Chypre, le Luxembourg, les Pays-Bas sont d'ailleurs localisées directement dans l'UE. Et si nous abolissions le régime *offshore* mondial? Non seulement nous compliquerions les investissements du capital russe dans le marché de la violence, mais nous créerions aussi des conditions pour des systèmes fiscaux plus justes dans le monde entier et soutiendrions le développement économique sur les périphéries. La logique des sanctions est simplement connectée à comment nous expliquons la guerre.



## **Aucune sortie facile de la guerre**

*Les propositions de cessez-le-feu actuelles n'abordent essentiellement aucun des problèmes qui ont amené la Russie dans cette guerre selon vous. Y a-t-il un moyen de sortir de la guerre pour la direction russe?*

Le problème pour eux maintenant n'est pas les conditions d'un possible cessez-le-feu, mais plutôt les contradictions que la guerre crée et leurs conséquences pour le système capitaliste russe. Il serait très difficile de remettre l'économie russe aux conditions civiles. La guerre lui a donné un nouvel élan énorme, et il sera très difficile de la remettre à un régime de développement pacifique. Nous avons environ 700 000 soldats actuellement mobilisés dans l'effort de guerre. La plupart d'entre eux se sont enrôlés à cause de l'offre de salaires plus élevés.

Qu'arrive-t-il quand ces personnes sont démobilisées et retournent dans les régions russes où elles ne peuvent même pas raisonnablement penser à des salaires similaires, mais en même temps devront rembourser de nouvelles hypothèques qu'elles ont contractées grâce aux salaires élevés de l'armée? C'est une question fondamentale liée à la possibilité de continuer la politique étrangère impérialiste russe. Même si ce n'était pas l'Ukraine, ce serait un autre pays, parce que l'impérialisme russe fera encore face aux mêmes contradictions auxquelles il faisait face en 2022. Les crises du capitalisme russe n'ont définitivement pas été résolues.

*Considérez-vous cette dynamique comme une menace pour l'Europe ?*

J'en ai peur. Il y a bien sûr des différences, et je ne réduirais pas «l'Europe» à «l'Union européenne» ici. La Russie représente une plus grande menace pour des pays comme le Bélarus, le Kazakhstan, et la Géorgie que pour la Lituanie ou la Finlande. Et c'est simplement du point de vue où le capital russe peut être dominant et où il peut s'approprier la force de travail. Qu'arriverait-il, par exemple, au Bélarus si Alexandre Loukachenko<sup>4</sup> quittait la scène pour une raison quelconque et la structure de classe actuelle de la société biélorusse était menacée, menant à la montée de nouvelles fractions de capital intéressées à se connecter aux marchés occidentaux ? Les marchés du Bélarus, de la Géorgie, et du Kazakhstan sont des cibles plus probables de futures «opérations spéciales» russes, mais la guerre d'usure de la Russie en Ukraine n'est définitivement pas encore terminée.

---

4. Président depuis 1994.

## Le grand-père enterré dans le jardin

Sergio Ramírez<sup>1</sup>

**« Les statues de Staline réapparaîtront sur les places et les stations du métro de Moscou, car Poutine a besoin de ce “héros” de la Seconde Guerre mondiale. »**

Il y a un film géorgien datant de l'époque de la Perestroïka, dans lequel un grand-père arborant la même moustache et la même veste que Staline est enterré par ses petits-enfants dans le jardin et ressuscite après chaque pluie. Je l'ai cherché sans succès sur les réseaux, mais je m'en souviens comme d'une comédie grinçante et irrévérencieuse, une véritable parodie de l'ombre historique persistante d'un personnage sinistre, qui m'est revenue à l'esprit lorsque j'ai appris la nouvelle que, dans la station Taganskaïa, l'une des plus fréquentées du métro de Moscou, le petit père Staline avait ressuscité une fois de plus.

---

1. Sergion Ramirez est ancien vice-président du Nicaragua sandiniste (1980-1990). Opposant à Daniel Ortega, il a dû s'exiler en 2021 et a été déchu de sa nationalité. Écrivain, il a reçu le prix Cervantes en 2017. Dernier roman traduit *À balles réelles*, Paris, Metaillié, 2023. Cet article, que nous traduisons avec l'autorisation de l'auteur, a été publié dans le quotidien *El País*, le 7 juin 2025.

En 1950, Staline régnait en maître absolu sur l'Union soviétique. À cette époque, les rues, les places, les universités, les écoles, les théâtres et même des villes entières portaient son nom, tout comme ses bustes et ses statues en bronze, en granit, en marbre et même en béton. Cette année-là, le hall de la station Taganskaïa fut décoré d'une sculpture murale intitulée *Gratitude du peuple envers le leader et commandant*, où le chef suprême apparaissait debout sur la place Rouge, au centre d'une foule prolétarienne qui l'entourait avec admiration, sans oublier les enfants. Dans l'ensemble en marbre, dans le plus pur style du réalisme socialiste, les figures d'un homme et d'une femme qui entouraient Staline levaient au-dessus de sa tête des bouquets de fleurs, comme s'il s'agissait de torches.



### **Le cadavre de Staline retiré par des agents du KGB**

Staline mourut d'une attaque cérébrale dans sa datcha de Kountsevo en 1953, et trois ans plus tard, le 25 février 1956, Nikita Khrouchtchev prononça le « discours secret » lors du plénum du 20<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), qui lancera la déstalinisation, en dénonçant comme « étranger à l'esprit du marxisme-léninisme le fait d'élever une personne au rang de surhomme, doté de caractéristiques surnaturelles semblables à celles d'un dieu. Un homme de cette nature est censé être doté d'une connaissance inépuisable, d'une vision extraordinaire, d'un pouvoir de réflexion qui lui permet de tout prévoir, et aussi d'un comportement infaillible ».

Le cadavre de Staline avait été embaumé, comme il convient à une divinité, dans son enveloppe corporelle et exposé aux côtés de Lénine dans le mausolée de granit érigé près des murs du Kremlin, qui imite la pyramide de Zoser et la tombe de Cyrus le Grand. Mais un nouveau congrès du PCUS en 1961, toujours sous la tutelle de Khrouchtchev, décida qu'il avait usurpé une place qui ne lui revenait pas, rien de moins qu'aux côtés de Lénine dans des catafalques jumeaux dans le sanctuaire suprême, et il fut retiré à minuit, lors d'une opération secrète menée par des agents du KGB, pour être enterré sous une dalle de béton au pied du mur, mais après avoir été dépouillé de toutes les décorations qui ornaient son uniforme de maréchal, et même de ses épaulettes et boutons dorés.

L'ensemble sculptural de la station Taganskaïa a résisté pendant quelques années à la purge généralisée de la figure de Staline, jusqu'à être retiré sans trop de bruit en 1966. Aujourd'hui, une réplique exacte a désormais été installée au même endroit, un geste officiel de volonté politique dans un pays où rien ne se passe sans un oukase du Kremlin et où, aujourd'hui, à la place de Staline, règne Vladimir Poutine, avec les mêmes pouvoirs absolus.

### **Poutine se sert de Staline pour vanter la campagne militaire contre l'Ukraine**

Dans la mesure où Poutine a besoin de Staline comme incarnation du héros qui a conduit à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale, dont on célèbre justement le 80<sup>e</sup> anniversaire, d'autres statues à l'effigie de celui-ci vont apparaître. En 2017, dans l'une des quatre interviews

télévisées enregistrées avec Oliver Stone, Poutine déclarait que « la diabolisation excessive de Staline a été l'un des moyens utilisés pour attaquer l'Union soviétique et la Russie ».

En tant que nouveau tsar de toutes les Russies, Poutine se sert de Staline pour vanter la campagne militaire contre l'Ukraine, le petit pays voisin qu'il a décidé de soumettre à une « opération spéciale » qui a déjà fait plus d'un million de morts, et il faut donc le présenter comme un démon sur lequel il ne faut pas exagérer.

La méchanceté de l'État, plus que banale, devient une méchanceté nécessaire, et le diable doit être apprécié à sa juste valeur, au-delà des comptes, toujours dérangeants, de l'histoire : des millions de personnes ont péri dans les goulags, à la suite des purges massives, des déplacements forcés de paysans, des famines et des nettoyages ethniques, durant la seule période de répression sanglante connue sous le nom de « Grande Terreur », entre 1936 et 1938, qui a fait 700 000 morts.

Pendant ce temps, les passagers du métro s'habituent à contempler cette figure bon enfant qui avance vers l'avenir, la main dans la poche de la veste, s'arrêtent pour prendre des selfies, et d'autres déposent même des fleurs à ses pieds.

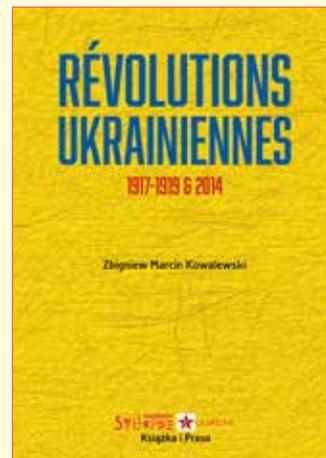
D'où la certitude de la parodie qui reste gravée dans ma mémoire sous la forme d'un film. Le vieil homme à la moustache touffue et à la veste bien repassée, enterré dans le jardin, qui revient de temps en temps pour ressusciter.

## VIENT DE PARAÎTRE

### *Révolutions ukrainiennes (1917-1919 et 2014)*

Zbigniew Marcin Kowalewski

Et si l'indépendance de l'Ukraine avait commencé en 1917 ? Ce livre retrace l'histoire oubliée d'une révolution nationale ukrainienne née au cœur du chaos de l'effondrement tsariste. Tandis que la Russie bolchevique imposait son modèle centralisé, une gauche ukrainienne luttait pour une république soviétique mais indépendante. De Kyiv aux confins de l'Empire, c'est un affrontement méconnu entre deux visions de l'émancipation que nous raconte cette enquête historique.



En revenant sur les événements de 1917-1919, puis sur la résurgence de la question ukrainienne en 1991 et 2014, jusqu'à l'invasion de 2022, ce livre interroge les continuités d'un impérialisme russe toujours à l'œuvre. Une plongée saisissante dans un siècle de luttes pour la liberté, à travers le prisme des révolutions, des résistances et des empires.

Septembre / 288 pages / 20 €

# PRISES DE POSITION

# La gauche danoise et l'Ukraine

Bjarke Friberg<sup>1</sup>

La gauche nordique avance à grand pas dans la réflexion sur les questions de défense populaire et de sécurité en Europe. Cette réflexion est nourrie par son engagement appuyé et permanent en faveur de l'Ukraine. Elle soutient activement les syndicats et mouvements sociaux ukrainiens mais aussi les combattants antifascistes progressistes qui combattent l'impérialisme russe.

*Pouvez-vous nous présenter Enhedslisten (Alliance rouge et verte), son histoire et ses orientations politiques ?*

L'Alliance rouge-verte a été fondée en 1989 en tant que front uni de plusieurs traditions radicales de gauche au Danemark, notamment les socialistes de gauche, le Parti communiste, le SAP trotskiste (4<sup>e</sup> Internationale) et un groupe maoïste. Après avoir initialement lutté pour franchir le seuil électoral de 2 %, l'Alliance rouge-verte est entrée au parlement en 1994 et est depuis devenue une force parlementaire et

---

1. Bjarke Friberg est membre de l'Alliance rouge et verte danoise (<https://enhedslisten.eu/kontakt/enhedslisten-the-red-green-alliance/>). Il revient d'Ukraine où il a rendu visite avec Helene Vadsten à Solidarity Collectives. Il a bien voulu répondre aux questions de Michel Lanson et Patrick Le Tréhondat pour le Réseau Bastille, 27 août 2025. Illustrations: Resistance Support

extraparlamentaire importante de la gauche danoise.

Aujourd'hui, le parti combine un profil écosocialiste et internationaliste fort avec un accent porté sur les inégalités sociales croissantes et les questions générales relatives à la classe ouvrière. Nous critiquons systématiquement l'austérité capitaliste et une transition écologique trop lente et incohérente face à la catastrophe climatique. Le parti travaille en étroite collaboration avec les mouvements populaires, les militants syndicaux et reste une organisation pluraliste avec une forte démocratie interne. Depuis 2011, nous obtenons généralement 5 à 7 % des voix au niveau national, et lors des dernières élections locales en 2021, nous avons obtenu 24,6 % des voix à Copenhague, ce qui fait de nous le parti politique le plus populaire de la ville.

Ces dernières années, des débats ont eu lieu autour de questions telles que l'UE, l'OTAN, l'Ukraine et la Palestine. Certains nous accusent d'avoir «trahi nos principes» parce que nous présentons désormais des candidats socialistes au Parlement européen au lieu de préconiser la sortie de l'UE, parce que nous soutenons les livraisons d'armes à l'Ukraine, même si elles transitent par l'OTAN, et parce que nous défendons une Palestine libre tout en condamnant le Hamas comme un groupe terroriste d'extrême droite. Cependant, pour la majorité des membres du parti, nous ne faisons que défendre une solidarité internationale cohérente et pratique en faveur des droits des travailleurs, des femmes et des minorités.

*L'Alliance rouge et verte est fortement engagée en faveur de l'Ukraine et plus particulièrement en faveur de la gauche ukrainienne. Quel est le sens politique de cet engagement et comment concrètement cela se traduit-il ?*

Dès le début de l'invasion à grande échelle, nous avons soutenu qu'il s'agissait d'une question de solidarité fondamentale avec les personnes qui résistent à l'oppression et à l'agression impérialiste. L'invasion russe est clairement une guerre impérialiste de conquête, et le droit de l'Ukraine à l'autodétermination doit être défendu, ce qui, dans la pratique, inclut un soutien militaire. Cela ne signifie toutefois pas que nous soutenons le gouvernement ukrainien, les oligarques ou la corruption.



Au contraire, nous collaborons avec la gauche ukrainienne, les syndicats et les organisations de la société civile qui luttent non seulement pour l'indépendance nationale, mais aussi pour la démocratie, les droits sociaux et le contrôle des travailleurs. En collaboration



avec le parti vert Alternative, et depuis 2023 via l'Institut danois pour les partis et la démocratie (DIPD), nous avons obtenu une aide financière directe pour l'organisation progressiste Sotsialnyi Rukh. Grâce à ce soutien, celle-ci a pu ouvrir des centres sociaux à Kyiv, Lviv et dans la ville industrielle de Kryvyi Rih, à l'est du pays. Nous sommes toujours impressionnés par le travail de ces militants, qui confirme sans équivoque que les Ukrainiens ne sont pas de simples pions sur l'échiquier géopolitique, mais bien les acteurs de leur propre lutte pour la libération.

*Pensez-vous qu'il existe une menace russe sur l'Europe ? Comment la caractérisez-vous en tant qu'organisation de gauche ?*

Il est évident que la Russie est un grand pays européen. Cependant, si vous faites référence à l'Union européenne et aux pays alliés tels que la Norvège, ainsi qu'aux autres pays voisins de la Russie, la menace que représente le régime de Poutine est indéniablement très réelle. Pas nécessairement en termes de « chars d'assaut entrant dans Paris », mais certainement en tant que menace pour la démocratie, la souveraineté et le principe selon lequel les frontières ne peuvent être modifiées par la force brute. En tant qu'organisation de gauche, nous nous opposons à l'impérialisme russe tout comme nous nous sommes opposés à l'impérialisme américain et à celui de l'OTAN : non pas en soutenant un bloc contre l'autre, mais en défendant le droit des peuples à l'autodétermination et en soutenant les forces démocratiques et progressistes en Russie et dans son État client, la Biélorussie.

*Comment articulez-vous une politique de défense populaire et votre politique sociale d'émancipation ? Et comment cela est-il perçu dans la « gauche » en général ?*

Pour nous, le concept clé est celui de défense populaire – une défense démocratique fondée sur les citoyens et ancrée dans la société civile, et non un appareil d'État militarisé au service des intérêts des entreprises, de l'industrie de l'armement et des interventions impérialistes en Afrique, en Asie centrale ou ailleurs. La défense ne se résume pas aux armes et aux armées, mais concerne la capacité collective des personnes à s'organiser et à protéger leurs communautés.

Certains à gauche y voient une contradiction, mais nous affirmons que c'est cohérent : s'opposer au militarisme ne signifie pas ignorer la nécessité pour les peuples de résister à l'agression. L'alternative à la défense populaire consiste à laisser le champ libre aux pouvoirs autoritaires.

*Face à la menace russe, la gauche occidentale s'est retrouvée démunie. Ses traditions antimilitaristes le plus souvent obsolètes la place dans des contradictions insolubles. D'une part elle dénonce le complexe militaro-industriel et le réarmement mais de l'autre elle demande des livraisons d'armes pour l'Ukraine. Elle dénonce l'OTAN mais reste silencieuse sur les alliances militaires entre la Russie et la Chine. Et ne dit rien sur l'extraordinaire effort d'armement de cette dernière. Comment abordez-vous ces questions de défense et donc aussi militaires*

*tant au niveau de votre pays qu'au niveau européen ?*

La gauche a toujours été divisée sur les questions de sécurité, mais l'invasion à grande échelle de l'Ukraine a clairement entraîné un nouveau rééquilibrage et un rejet de certaines dichotomies. Pour nous, membres de l'Alliance rouge et verte et de la gauche nordique en général, il n'y a aucune contradiction entre le soutien militaire à l'Ukraine, la critique de l'OTAN et de l'industrie de l'armement. Nous condamnons fermement l'agression russe, mais nous nous opposons également aux renforcements militaires massifs basés sur des objectifs arbitraires fixés par Donald Trump.

Dans le même temps, nous appelons à la socialisation de l'industrie de l'armement, à l'interdiction des exportations d'armes de l'UE vers des pays tels qu'Israël et la Chine, et à une architecture de sécurité globale fondée sur le désarmement mutuel, la coopération et la souveraineté populaire – et non sur une nouvelle course aux armements.

*Lors de votre dernière conférence qui a porté notamment sur les questions de défense, le SAP (section danoise de la 4<sup>e</sup> Internationale) vous a critiqué en expliquant qu'« Enhedslisten n'a pas une politique de défense radicalement différente de celle du courant dominant du Parlement » et donc que vous vous seriez alignés sur des partis bourgeois. Qu'avez-vous à répondre à cette accusation ?*

La conférence a approuvé une nouvelle politique de défense et de sécurité qui soutient



la fourniture d'armes à l'Ukraine et le renforcement de la défense territoriale du Danemark, du Groenland et des îles Féroé, tout en rejetant un renforcement général des capacités militaires, une course internationale aux armements et l'octroi de pouvoirs militaires à l'UE. Cela nous distingue clairement de tous les autres partis représentés au parlement. En ce qui concerne le SAP, le groupe a principalement mis en garde l'Alliance rouge et verte contre toute illusion quant à une réforme de l'OTAN ou de l'UE. Ces deux organisations sont composées d'États impérialistes poursuivant leurs propres intérêts, et tout renforcement militaire servira en fin de compte ces intérêts plutôt que la solidarité internationale ou la protection de la démocratie dans des pays tels que la Moldavie et la Géorgie. Je comprends et respecte cette critique, tout en soulignant que le SAP a toujours soutenu l'armement de l'Ukraine et ne s'oppose pas explicitement aux investissements dans la préparation civile ou à une meilleure protection contre la guerre hybride et les cyberattaques.<sup>2</sup>

En revanche, certains membres de l'Alliance rouge et verte ont proposé une déclaration alternative qui rejetait sans distinction tout type d'investissement lié à l'idée d'une défense territoriale, tout en abandonnant de fait l'Ukraine et en mettant en garde contre le fait de « choisir son camp » dans une guerre qui est « également » une guerre par procuration. Je me réjouis que cette déclaration ait été rejetée.

---

2. <https://socinf.dk/el-aarsmoedet-hvilket-forsvar-snakker-vi-om>.

*Le Danemark présente une particularité. Il existe un syndicat de sous-officiers qui est membre de la centrale ouvrière LO. Que pensez-vous du fonctionnement et de l'organisation de l'armée danoise ?*

Dans tous les pays nordiques et aux Pays-Bas, les soldats et les officiers disposent de syndicats dotés de droits de négociation collective et de représentants élus. Les syndicats sont intégrés au système du marché du travail, mais leur rôle consiste à représenter les subordonnés en tant que salariés, ce qui diffère du contrôle démocratique populaire sur les forces armées envisagé par l'Alliance rouge et verte.

Historiquement, les relations entre la gauche danoise et le principal syndicat militaire HKKF (Union des soldats et caporaux) ont alterné entre coopération et tensions. Dans les années 1970, le mouvement dit des « soldats rouges » parmi les conscrits a remis en question les hiérarchies militaires, l'OTAN et la politique de défense danoise, exigeant de meilleures conditions et une influence plus démocratique. Le HKKF, qui représente les soldats professionnels, a adopté une position plus modérée et loyale, que certains membres de la gauche ont jugée trop proche du système, même si une collaboration s'est mise en place sur des questions pratiques telles que le logement et les horaires de travail. Aujourd'hui, le HKKF fonctionne comme un syndicat traditionnel axé sur les salaires et les conditions de travail. Il convient de noter qu'en 2018, son président a été le négociateur en chef de 180 000 fonctionnaires au bord d'une grève générale. Les soldats danois se joignent aux

manifestations en uniforme et soutiennent la campagne sur les réseaux sociaux, notamment par des publications du personnel déployé en Afghanistan brandissant des slogans de solidarité.

*De ce point de vue, suite à vos récents voyages en Ukraine, que pouvez-vous nous dire de l'armée ukrainienne ? Tant sur sa composition sociale (essentiellement ouvrière) que sur son fonctionnement, l'armée ukrainienne est surprenante. Nous savons qu'il existe en son sein, par exemple, un syndicat de militaires LGBTQ ou que les travailleurs syndiqués en uniforme sont en relation permanente avec les syndicats dont ils sont membres.*

Dans le cadre d'une délégation de l'Alliance rouge et verte, j'ai rencontré plusieurs organisations progressistes de la société civile et syndicats en Ukraine qui ont tous démontré un engagement fort en faveur de l'effort de défense et des performances de l'armée. Cela comprenait un soutien général et ciblé aux soldats, aux groupes et aux unités spécifiques, ainsi qu'aux anciens combattants. D'un point de vue de gauche, je trouve que les collectifs Solidarity Collectives sont particulièrement remarquables car ils acheminent une aide directe aux antifascistes, aux syndicalistes et aux éco-activistes sur le front, avec le soutien d'un vaste réseau international de base.

Outre leurs efforts humanitaires, ils participent également à la production artisanale de drones qui est clairement devenue un élément important des efforts de solidarité

internationale<sup>3</sup>. Ces formes d'interactions civile et militaire sont très différentes de la situation dans des pays comme le Danemark, mais elles sont bien sûr tout à fait compréhensibles alors que les missiles continuent de s'abattre sur les maisons, les fermes et les villes ukrainiennes.

Fondamentalement, cela reflète le fait que la défense de l'Ukraine ne repose clairement pas uniquement sur une armée permanente composée de professionnels et de conscrits, mais sur un effort de guerre populaire, l'armée étant composée de travailleurs ordinaires, de syndicalistes, d'étudiants, de personnes LGBTQ et de volontaires qui se battent pour leurs communautés. En conséquence, il existe un degré extraordinaire d'interactions entre les civils et les militaires, les réseaux d'activistes et les organisations à but non lucratif fournissant tout, des fournitures médicales aux drones construits par leurs soins.

Les médias grand public ont tendance à mettre en avant les armes occidentales sophistiquées et les aides financières de plusieurs milliards de dollars. Cependant, ce qui passe souvent inaperçu, ce sont les campagnes de financement populaires et les réseaux de productions auto-organisées qui soutiennent quotidiennement la résistance ukrainienne. Dans le même temps, les soldats ne bénéficient toujours pas de droits essentiels, même en temps de guerre. Il n'existe pas de règles transparentes en matière de repos, de démobilisation ou de réadaptation, et les organisations syndicales officielles sont interdites. Cependant, de nouvelles

---

3. Voir «[Kampfdrohnen als Form der Solidarität](#)».

## Clair et net

Daniel Tanuro

Je distingue les vrais pacifistes des faux. Les faux dissimulent leur campisme (par exemple pro-Poutine) derrière un discours trompeur sur la paix. «Ne donnons pas d'armes à l'Ukraine, cela alimente la guerre, prenons des initiatives diplomatiques pour la paix», etc. Je respecte les vrais pacifistes, pas les faux, qui sont hypocrites.

La gauche hypocritement «pacifiste» invoque souvent Jaurès et sa citation fameuse : «Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage.» Du coup, ne pas donner à l'Ukraine les moyens de se défendre contre l'agression impérialiste russe relèverait pour ainsi dire de l'anticapitalisme le plus élémentaire. Or, cette interprétation est complètement fausse.

Dans la citation, Jaurès dénonce les guerres capitalistes de conquête, ce qu'on appelle, depuis Lénine, les guerres impérialistes et coloniales. Il fait nettement la distinction avec les guerres défensives menées par des peuples agressés. Non seulement il justifie ces guerres, mais en plus il écrit qu'«un prolétariat qui aura renoncé à défendre, avec l'indépendance nationale, la liberté de son propre développement, n'aura jamais la vigueur d'abattre le capitalisme».

C'est parfaitement dit. Et c'est précisément l'enjeu majeur de la guerre de Poutine : écraser le «libre développement» du prolétariat ukrainien, et des opprimés en général. C'est pourquoi les syndicats ukrainiens sont ultra engagés dans la lutte contre l'agression, tout en luttant contre le néolibéralisme de Zelensky. Cette réalité gêne les campistes à la Mélenchon, PTB et Cie qui, pour cette raison, préfèrent la cacher. Solidarité avec le peuple ukrainien !

From Ukraine to Palestine occupation is a crime !



initiatives ont vu le jour pour combler cette lacune. Des initiatives telles que l'Union militaire LGBTQ d'Ukraine ou le Bataillon invisible (qui se concentre sur les femmes dans la guerre) ont pris de l'importance, tandis que l'organisation progressiste Sotsialnyi Rukh a mis en place sa propre ligne d'assistance téléphonique et fournit une aide juridique gratuite aux soldats, aux anciens combattants et à leurs familles<sup>4</sup>.

*D'autres partis de gauche en Scandinavie et en Europe du Nord partagent peu ou prou vos positions. Comment collaborez-vous ou envisagez-vous de collaborer ?*

L'Alliance rouge et verte collabore étroitement avec les partis de gauche de la région - le Vänsterpartiet suédois, le Rødt norvégien et l'Alliance de gauche finlandaise, ainsi qu'avec des mouvements en Islande et dans les pays baltes. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur toutes les questions tactiques, mais nous reconnaissons tous que la solidarité avec l'Ukraine est indispensable et que nous devons redéfinir la politique de sécurité de gauche pour une nouvelle ère. Notre objectif est de construire un réseau nordique et européen qui relie le soutien à l'Ukraine à une vision plus large, socialiste, féministe et écologique de la sécurité, au-delà du militarisme.

4. Voir Yana Bondareva, «Defending our country is part of the fight for social justice», [Links](#), 22 février 2025.

# De Valmy à l'Ukraine : la force d'une nation en armes

Sophie Bouchet-Petersen<sup>1</sup>

C'était il y a bien longtemps, un 20 septembre 1792, et pourtant, comme l'écrira Goethe 30 ans plus tard, « de ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle ». Jaurès, à son tour, ne dira pas autre chose : « C'est un monde nouveau qui se lève. » Clausewitz, qui n'avait guère de sympathie pour les révolutions mais s'y connaissait en guerres, ne s'y trompa pas : « La guerre était soudain devenue l'affaire du peuple, d'un peuple de 30 millions d'habitants qui se considéraient comme des citoyens de l'État » et réussirent à stopper l'invasion.

Durant les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, le *cri de Valmy* continuera de retentir dans l'Europe entière et même au-delà. Le général Giap, admirable stratège de la longue guerre d'indépendance du Vietnam et excellent connaisseur de l'histoire de France, dira combien l'inspira cette première guerre populaire couronnée par la victoire de Valmy. En 1962, l'Algérien Ferhat Abbas parlera, pour évoquer la victoire vietnamienne de Dien Bien Phu, de « Valmy des peuples colonisés ».

---

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de l'association Comb'Art et membre du Comité français du RESU.

La bataille de Valmy<sup>2</sup>, gagnée par un peuple en armes et dont procédera, dès le lendemain, la proclamation de la République, fut en effet l'acte fondateur d'une nouvelle forme de guerre.

Y revenir aujourd'hui, à l'approche d'un anniversaire qui, vraisemblablement, ne suscitera pas en France une immense attention, est une occasion de souligner combien, de nos jours, les héritiers légitimes de Valmy sont les combattants et les combattantes d'Ukraine qui résistent aux envahisseurs poutiniens. N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon qui prononça, en 2020, un assez beau discours célébrant la victoire de Valmy contre l'invasion et l'actualité de son message sans dire un mot d'une autre nation combattant aujourd'hui l'invasion de son territoire : l'Ukraine. Il est vrai que l'on comprend mieux cette occultation nullement fortuite quand on entend le leader de la France insoumise reprendre avec servilité les éléments de langage du Kremlin, assaisonnés d'un zeste de *real politik*, pour disqualifier la résistance ukrainienne, coupable, forcément coupable, de ne pas céder.

Bien sûr, le monde a changé. Bien sûr, entre le canon de Gribeauval, très moderne pour son époque, et le missile à longue portée Flamingo, utilisé pour la première fois par l'armée ukrainienne en août dernier, entre les baïonnettes des soldats de l'An I et les drones qui saturent aujourd'hui le ciel ukrainien, nombre de révolutions technologiques et industrielles ont radicalement changé la donne, sans même parler

---

2. Nombre des informations relatives à Valmy dans cet article doivent beaucoup au livre de Jean-Paul Bertaud, *Valmy : la démocratie en armes*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2013.

des armes nucléaires. Bien sûr, au regard de la canonnade d'une journée en Argonne et de la brièveté de l'invasion austro-prussienne (deux mois: du 19 août au 22 octobre), le pilonnage quotidien que subissent depuis trois ans et demi les civils et les militaires ukrainiens représente plus qu'un changement d'échelle: l'horreur d'une guerre génocidaire sans merci, telle qu'on n'en avait plus vu sur le sol européen depuis 1945.

Et pourtant, malgré les siècles qui séparent la France d'avant-hier de l'Ukraine d'aujourd'hui, certaines correspondances sont frappantes. Sans tomber dans le piège de l'anachronisme, on peut en relever plusieurs (au nombre desquelles il n'est pas besoin de comparer les trombes d'eau qui s'abattirent sur le champ de bataille de Valmy et la boue qui y noyait les boulets avec les pluies d'automne ou la fonte printanière des neiges et la *raspoutista* d'Ukraine qui rend si difficiles les mouvements de troupes).



### **Une même arrogance des envahisseurs et l'illusion d'une victoire facile**

Poutine, on s'en souvient, pensait en février 2022 que ses troupes seraient à Kyiv en quelques jours. La Crimée, huit ans plus tôt, n'avait pu être suffisamment défendue et l'«opération militaire spéciale» s'annonçait comme une promenade de campagne.

En 1792, les chefs de l'invasion austro-prussienne et les émigrés revanchards enrôlés dans ses rangs, font preuve du même aveuglement et de la même suffisance. Les premiers affrontements ont tourné à la débandade des Français, la prise de Verdun et Longwy semble ouvrir la

route de Paris. Le duc de Brunswick, qui conduit les troupes prussiennes, pense pouvoir se passer de ses alliés autrichiens tant la tâche s'annonce facile. Assuré de la supériorité militaire d'une armée orgueilleuse de ses succès passés et réputée la meilleure d'Europe, Brunswick avait publié deux mois plus tôt un *Manifeste* comminatoire sommant les révolutionnaires de rétablir Louis XVI dans ses pouvoirs et menaçant Paris d'une vengeance exemplaire.

Le résultat ne fut pas celui escompté: loin de céder à l'intimidation, le peuple s'était soulevé, avait envahi les Tuileries, renversé la monarchie le 10 août et mis le roi sous les verrous. Les injonctions et les menaces de représailles avaient attisé la colère des Parisiens et des Français qui, dès lors, se mobilisent en masse, répondant de plus en plus nombreux à l'appel lancé par l'Assemblée législative:

Citoyens, la patrie est en danger, que ceux qui vont obtenir l'honneur de marcher les premiers pour défendre ce qu'ils ont de plus cher se souviennent qu'ils sont Français et libres.

Français libres, déjà...

Dès le lendemain, une loi est votée pour une nouvelle levée en masse (la première avait eu lieu en 1791): 50 000 hommes pour les troupes de ligne et 33 600 pour les bataillons de volontaires. Danton, comme souvent, avait su trouver les mots: dans la France entière, «tout s'émeut, tout s'ébranle, tout brûle de combattre». Les fédérés de Marseille le chantent: «Tout est soldat pour vous combattre», faisant connaître au fil de leur périple ce *Chant de guerre de l'Armée du Rhin* (également appelé *Chant de marche des*

*volontaires de l'Armée du Rhin*) que les Parisiens baptiseront promptement *La Marseillaise*.

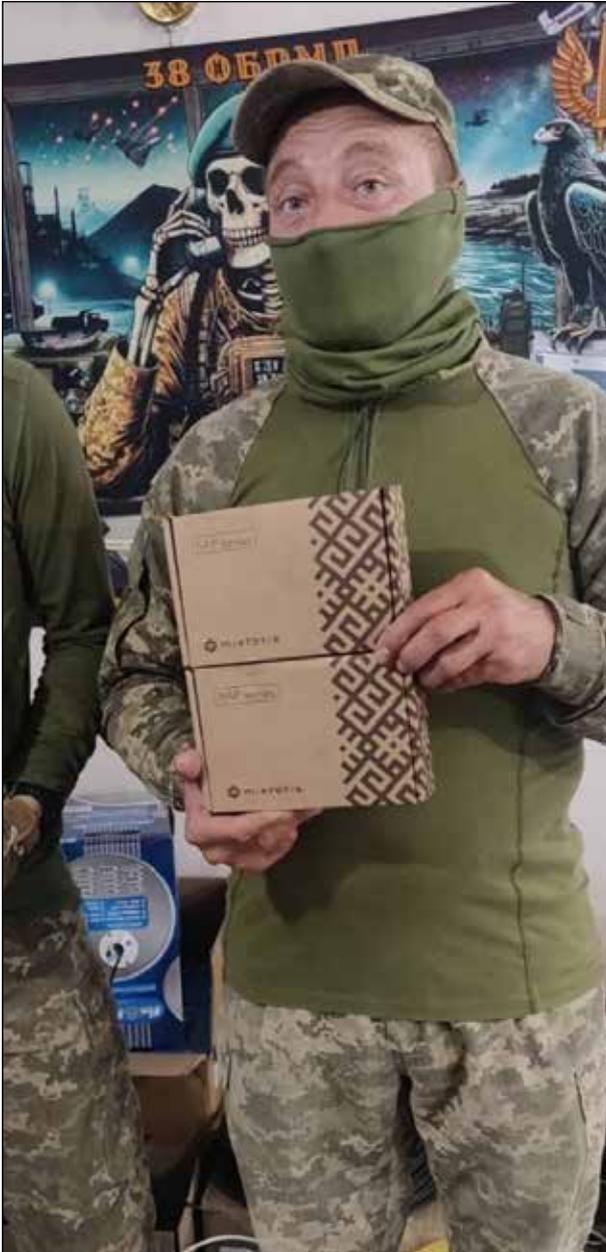
Rien de tout cela n'entame l'arrogance des coalisés. «N'achetez pas trop de chevaux, recommande l'aide de camp du roi de Prusse, la farce ne durera pas longtemps. Les fumées de l'ivresse de la liberté se dissipent à Paris.» Quant au colonel von Massenbach, il compare l'invasion de la France en révolution à «une simple chasse à courre». Gibier? Le peuple français.

### **Une même surprise en découvrant l'hostilité populaire**

Comme ces soldats russes, gavés de propagande, qui se prétendaient libérateurs, pensaient être accueillis avec des fleurs et ne comprennent pas que tant de russophones leur crient de rentrer chez eux, les troupes austro-prussiennes sont surprises de n'être pas reçues à bras ouverts et s'irritent de l'hostilité de la population française. Certains officiers s'étonnent que des gens de peu qui devraient rester à leur place et même des domestiques s'enhardissent jusqu'à leur faire la leçon et les invitent à repasser au plus vite la frontière en sens inverse. D'autres se scandalisent que, jusque dans les églises, des prêtres patriotes fassent des sermons appelant à résister (comme, dans l'Ukraine d'aujourd'hui, de nombreux popes ayant rompu avec le patriarcat de Moscou).

Les paysans se murent dans un silence hostile, cachent les denrées et refusent de nourrir les envahisseurs. Dans les bois et sur les chemins, des partisans et des francs-tireurs harcèlent les soldats ennemis. Le prince de Ligne, qui sera tué une semaine avant la bataille de Valmy, constate





cette animosité omniprésente : « Nous commençons à être las de cette guerre où Messieurs les émigrés nous promettaient plus de beurre que de pain », ajoutant que les troupes françaises ne désertent pas et que « les paysans sont armés et nous assassinent » à la première occasion. Deux jours après Valmy, l'archiduc Charles, frère de l'empereur d'Autriche, fera le même constat : « Nous avons trouvé les paysans de plus en plus épris de la nouvelle Constitution et de plus en plus hostiles à nous autres » ; il en tire, après la défaite, cette conclusion navrée mais lucide : « Il faut regarder comme absurde et impossible le projet des émigrés français de tout rétablir sur le pied d'autrefois. »

Les hauts gradés russes et leur chef suprême, le dictateur du Kremlin, n'ont hélas pas été touchés par la grâce d'une semblable lucidité, fût-elle tardive. Face au rejet et à la résistance du peuple ukrainien, leur réponse est à l'inverse : intensification des destructions meurtrières avec pour seul objectif l'éradication de la nation ukrainienne.

En 1792, l'armée d'invasion venue rétablir la monarchie et les privilèges de la noblesse n'avait pas pris la mesure de la haine accumulée dans les campagnes contre les droits seigneuriaux : les paysans ne veulent plus être « esclaves d'un superbe seigneur, objets de mépris aux yeux d'un riche insolent ». Elle n'avait pas pris la mesure, non plus, de l'attachement du peuple à ses conquêtes de liberté et d'égalité politique (il vient d'être décidé que l'Assemblée serait désormais élue au suffrage universel... masculin).

En Ukraine, l'armée d'invasion venue vassaliser son voisin n'a pas non plus pris la mesure



de la longue mémoire de l'oppression russe, constitutive de l'identité ukrainienne, ni de l'intensité du désir de liberté et d'indépendance d'une nation qui refuse de plier.

«Europe esclave ou Europe libre»: l'enjeu ainsi résumé par les révolutionnaires d'antan vaut plus que jamais pour aujourd'hui et c'est désormais le peuple ukrainien qui combat en première ligne.

### **Un même mépris pour le peuple qu'on vient remettre au pas**

Edmund Burke, homme politique et philosophe d'outre-Manche dont les *Réflexions sur la révolution de France* sont un pilier de la pensée réactionnaire, décrivait les volontaires de Valmy comme «une troupe de comédiens ambulants, un pitre à leur tête». Le régime du Kremlin et ses affidés traitent régulièrement le président Zelensky de comédien raté et de «clown pitoyable», voire «cocaïné». La disqualification est sommaire et la veine similaire...

Taine, autre penseur réactionnaire hostile à la Révolution française, aura pour les volontaires nationaux ces mots de mépris: «On a puisé à la pelle et au rabais dans le fumier social.»

Un paternalisme sans fard prétend faire le bonheur du peuple sans qu'il ait voix au chapitre: «Nous vous rendrons un monarque bon père» (les émigrés vus par Chateaubriand).

Quinze jours après sa défaite à Valmy, Brunswick n'en démord pas: «Quand je suis venu en France, je n'avais d'autre but que de concourir à rétablir l'ordre.»

Poutine aussi veut «rétablir l'ordre» en installant à Kyiv un régime fantoche qui restaure

une sujétion pluriséculaire! Un représentant des armées de la République rétorque lors de ce piquant échange qui a tout du dialogue de sourds: «Permettez-moi de vous demander quelle est la puissance qui vous a placé intermédiaire entre le peuple français et son intérêt.» À quoi Brunswick, qui ne semble pas comprendre la question, répond: «J'insiste pour que la nation française, connaissant mieux ses intérêts, revienne à des principes modérés.» Comprendre: les Français ne savent pas ce qu'ils font en mettant à bas l'ordre ancien. De même que les Ukrainiens ne savaient pas ce qu'ils faisaient en mettant dehors Ianoukovitch... La répartie du Français est savoureuse :



Si c'est l'auteur du Manifeste qui parle, alors je ne puis lui répondre qu'à coups de canons. Si c'est au contraire l'ami de l'humanité, je lui dirai que la meilleure preuve qu'il puisse nous donner à notre égard est d'évacuer le territoire français.

Deux visions du monde, deux visions du peuple: acteur souverain pour le révolutionnaire, privé de tout pouvoir d'agir par lui-même pour le bras armé des cours d'Europe.

Lors des pourparlers entre ceux de l'armée vaincue et ceux de l'armée victorieuse, les Prussiens demandèrent à négocier avec un envoyé du roi, alors que la République vient d'être proclamée et que les seuls interlocuteurs légitimes sont ses représentants! On pense, une fois encore, à Poutine affirmant que le président Zelensky, démocratiquement élu, n'est pas légitime et qu'il ne saurait être un interlocuteur crédible faute de nouvelles élections (inorganisations en





pleine guerre et interdites, dans ce contexte par la Constitution ukrainienne). Hier comme aujourd'hui, le même déni impavide de la volonté populaire.

### **Une même mobilisation populaire pour défendre le droit de son peuple à disposer de lui-même**

Sauver la patrie en danger devient, en 1792, *l'affaire de tous les citoyens*. Les volontaires affluent aux tables d'enrôlement dressées par les municipalités. Ils viennent de toutes les régions et parlent souvent des langues différentes. Le prussien Laukhard, ensuite rallié à la Révolution, décrira en ces termes les artisans de la première victoire militaire d'une guerre populaire :

Sans doute, ils n'étaient pas tirés au cordeau, aussi astiqués, aussi dressés, aussi habiles à manier le fusil et à marcher au pas que les Prussiens. Ils ne savaient pas non plus se sangler dans leurs tuniques mais ils étaient dévoués, corps et âme, à la cause qu'ils servaient [...]. Presque tous ceux que j'ai rencontrés savaient *pour qui et pour quoi ils se battaient* et se déclaraient prêts à sacrifier leur vie pour le bien de leur patrie. Ils ne connaissaient d'autre alternative que la liberté ou la mort.

Ils viennent de la campagne et de la ville, représentent tous les métiers: compagnon d'atelier, carreleur, fouleur de drap, sabotier, forestier, laboureur, journalier, berger mais aussi étudiants, membres des professions juridiques et médicales, artisans du monde de l'échoppe et de la boutique. Des travailleurs du bâtiment et de l'habillement, des ingénieurs et des

géomètres, des perruquiers, des nobles acquis aux idées nouvelles, des bourgeois et des prolétaires, des sans-culotte épris d'égalité.

Cette levée en masse de 1792 évoque celle de février 2022 en Ukraine, qui vit affluer dans les rangs de la Défense territoriale des volontaires de toutes origines et de tous milieux, eux aussi souvent sans expérience militaire préalable, dont l'engagement fut décisif notamment pour la protection de Kyiv.

En 1792, on consigne dans les mairies les dons en argent et en nature pour armer, habiller et nourrir les Volontaires qui s'enrôlent. Français et Ukrainiens durent, les uns comme les autres, généralement s'équiper eux-mêmes, pour pallier les carences de l'État et parer aux urgences, avec l'aide de leurs proches, de collègues de travail et de collectes solidaires qui, en Ukraine, continuent plus que jamais.

Aujourd'hui comme hier, «*la force des faibles*», titre de l'excellent livre d'Anna Collin Lebedev qui rend hommage aux capacités d'initiative et d'auto-organisation de la société civile ukrainienne ainsi qu'à ses mille manières de soutenir ses forces armées, pousse à co-construire la défense du pays. Si l'Ukraine a pu tenir, explique Olena Tregub, spécialiste de la réforme du secteur de la Défense et de la lutte contre la corruption, dans une tribune publiée dans *Le Monde* le 21 mai dernier, «c'est aussi grâce à la volonté et à l'ingéniosité de sa population». «Tout le pays s'est mobilisé, nos agriculteurs, nos ingénieurs, nos enseignants, nos informaticiens, nos artistes, nos fonctionnaires», ajoutait-elle en soulignant l'efficacité, la réactivité et la capacité d'innovation des réseaux locaux



décentralisés qui ont renforcé les liens entre le peuple et son armée.

En 1792, malgré le canon de Gribeauval qui donnait aux troupes françaises la supériorité d'une artillerie moderne et mobile, on manquait cruellement d'armes. Les directoires des districts invitaient les gardes nationaux à se munir d'armes et de munitions mais aussi de vieux fusils, de pioches, de haches, de bûches. Les maréchaux-ferrants et les serruriers se mirent à fabriquer au plus vite des piques en fer à fixer sur un manche pour en faire des lances.

En Ukraine, pour faire face à l'invasion, on s'est mis à fabriquer toutes sortes de drones, dans les cuisines et dans des ateliers parfois montés en urgence; des milliers de petites mains se sont mises à tresser des filets de camouflage.

A l'une comme à l'autre époque, la *mobilisation créative de la société civile* s'est avérée décisive car, dans une guerre populaire où l'asymétrie est la règle, c'est ce qu'on appelait jadis la «fraternité civique» qui permet aussi de tenir et de remporter des victoires. Le général Giap a expliqué combien, à Dien Bien Phu, les milliers de Vietnamiens et de Vietnamiennes qui assurèrent le transport des vivres et des pièces d'artillerie à l'insu de l'ennemi, ont été des artisans déterminants de la victoire car, dans la guerre révolutionnaire, la logistique assurée par la population est aussi importante que la tactique militaire.

«Toute la France était en mouvement pour pourvoir aux besoins de son armée», dira un officier anglais qui avait rallié la Révolution. Derrière chaque arme, écrit Anna Colin Lebedev, il

y a un Ukrainien prêt à combattre et de nombreux autres qui soutiennent son combat, des centaines de milliers de citoyens qui répondent aux besoins des unités engagées sur le front et constituent «le tissu social de la défense».

### **Une même acculturation réciproque entre soldats de métier et volontaires en armes**

Sur le plateau d'Argonne, convergèrent les troupes de ligne de la «ci-devant armée royale», soldats de métier plus expérimentés, les volontaires nationaux enthousiastes mais peu familiers de la guerre, des fédérés de la Garde nationale, des membres des corps francs et de légions étrangères. Nombre de «patriotes étrangers» s'étaient engagés dans les rangs révolutionnaires: belges, anglais, polonais, irlandais, allemands... et même latino-américains comme Francisco de Miranda, combattant de l'indépendance vénézuélienne qui se battit à Valmy avec le grade de maréchal de camp. Des déserteurs du camp d'en face les rejoignirent parfois car ils avaient «abandonné le service du despotisme» et choisi de «vivre au sein d'une nation libre» en lui apportant leur courage.

De cette armée hétérogène, il fallut faire un corps soudé. Il y eut, au début, des frictions, des rivalités, parfois des rixes entre les «fauxculs blancs» (l'armée de ligne) et «la porcelaine bleue qui ne sait pas aller au feu» (les volontaires), ceux dont les cadres étaient nommés et ceux qui élisaient les leurs, ceux rompus à la discipline militaire et ceux, plus rétifs, qui ne l'acceptaient que très librement consentie. Peu

à peu, on fraternisa. «Bluets» et «habits blancs» étaient majoritairement des jeunes âgés de moins de 25 ans. Ces troupes disparates réussirent à s'hybrider en s'apportant mutuellement: l'ardeur révolutionnaire des uns se communiqua aux autres, qui découvraient qu'ils avaient des droits, cependant que ceux-ci apportèrent en retour, à ceux qui n'avaient pas reçu d'instruction militaire, leur expérience des combats et de la fermeté sous le feu, le tout dans une armée démocratisée.

Le général Kellermann sut galvaniser l'ardeur patriotique de ses troupes au cri de «Vive la Nation!» dont la clameur ne cessa de s'élever dans les rangs français et surprit l'ennemi. A chaque boulet français qui fait mouche et à chaque boulet ennemi qui rate sa cible, on crie «Vive la Nation!». Chaque régiment avait jusqu'à ce jour son propre cri de ralliement, «Vive la Nation!» devint celui de tous. La bonne tenue au feu et la combativité des Français désarçonnèrent les Prussiens qui pensaient facilement casser «de la faïence bleue». Quand un soldat tombe, les rangs se reforment aussitôt. Aucune attaque prussienne n'ébranle la détermination des forces révolutionnaires. Toute la journée, 36 canons crachent 20 000 boulets jusqu'à ce que Brunswick donne le signal de la retraite. Une nouvelle armée est née à Valmy dont ce qu'on appellera l'«amalgame» sera achevé par Carnot.

L'Ukraine aussi procédera à une intégration plus poussée des volontaires de la Défense territoriale et de son armée de métier mais dans les conditions infiniment plus difficiles d'une guerre qui dure et d'une pénurie de militaires



face à l'inépuisable chair à canon que Poutine utilise et sacrifie sans compter pour détruire l'Ukraine. À Valmy, la supériorité numérique était à l'avantage des Français, en Ukraine, elle est à l'avantage des envahisseurs. Mais on y observe aussi des processus d'acculturation mutuelle entre volontaires et militaires de carrière, entre armée et pratiques de la vie civile : «La société civile s'est militarisée et l'armée s'est civilianisée», note Anna Colin Lebedev qui observe combien les Ukrainiens et les Ukrainiennes assument désormais d'être une *nation en armes*, fière de tenir tête et de tenir bon. Ceux de Valmy disaient la même chose.

### **Un même idéal de soldat-citoyen qui conserve ses droits sous l'uniforme**

Valmy mêla dans un même élan des soldats devenus citoyens, ceux des anciens régiments de ligne qui découvraient leurs droits nouveaux, et des citoyens devenus soldats pour un temps, volontaires qui avaient pris les armes et appris à se battre sur le tas. Conjuguer la liberté du citoyen et la discipline du soldat, tel était l'objectif dans une armée qui se voulait à l'image de la nation tout entière (quoiqu'excluant les femmes du droit de porter les armes comme du suffrage universel).

De nos jours, c'est l'armée ukrainienne, de loin la plus aguerrie d'Europe, qui incarne le mieux cet idéal. On n'y prend pas la discipline à la légère et nul n'en conteste la nécessité pour combattre efficacement, mais la liberté de parole, d'expression publique et au besoin de critique est sans commune mesure avec les pratiques des autres armées et cela malgré la



guerre. L'armée ukrainienne est le contraire exact de ce que fut la «Grande Muette». Sous l'uniforme, ses soldats restent pleinement des citoyens. Nulle autre armée au monde ne permet à ses militaires d'arborer sur leur uniforme un écusson LGBT et de participer en uniforme à la Gay Pride de Kyiv. Peu d'autres armées ont su se réformer à l'écoute du «bataillon invisible» (femmes soldates) en matière d'égalité des droits entre les hommes et les femmes sous les drapeaux.

Il ne s'agit pas ici de broser un tableau idyllique : il reste dans ses rangs des machos invétérés et des homophobes (ce sont souvent les mêmes), des plafonds de verre et des décisions arbitraires, des discriminations à l'égard des couples de même sexe (le mariage pour tous n'existe pas en Ukraine). Mais pour les combattre, les militaires y sont moins démunis qu'ailleurs, peuvent en appeler à des syndicats de soldats LGBT, à des ONG de défense des droits, à l'opinion publique.

Jadis, un député du tiers état avait résumé l'enjeu : «Tout citoyen doit être soldat et tout soldat citoyen.» Il plaidait pour une conscription obligatoire : dans l'Europe contrainte de repenser sa défense face à la menace russe et au désengagement américain, la question de la conscription revient en force dans les pays qui l'ont abolie et, plus largement, celle du lien entre la nation et ses forces armées (sujet du livre de Jaurès *L'armée nouvelle*, qui avait en tête le modèle des armées révolutionnaires et l'idée d'une défense nationale reposant sur des citoyens en armes, à l'opposé à bien des égards

des conceptions du général de Gaulle dans *Vers l'armée de métier*).

Olena Tregub, dans sa tribune déjà citée, insiste sur la nécessité pour l'Europe de «réorganiser sa défense comme une mission incombant à chaque citoyen», car «elle doit s'appuyer non seulement sur ses chars mais sur ses citoyens», civils et militaires.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : pour que chaque citoyen se fasse soldat, il faut aussi que le soldat soit pleinement reconnu comme un citoyen doté de la plénitude de ses droits démocratiques. Là est, outre les armes évidemment nécessaires, la dialectique vertueuse la plus dissuasive contre toute agression. Des expériences fondatrices de Valmy à celles, actuelles, de l'Ukraine, il y a matière à poursuivre le débat.

### **Une même peur de la contagion des idées de liberté**

L'Ukraine est pour l'autocrate du Kremlin l'exemple intolérable d'un affranchissement qui la soustrait à l'impériale domination de la Russie. Un ferment dangereux dans les ex-Républiques soviétiques que Moscou veut de nouveau arrimer à son char. Un risque qui pourrait fissurer la chape de plomb que le régime poutinien fait peser sur le peuple russe. C'est pourquoi il lui faut à tout prix administrer la preuve que la lutte de l'Ukraine pour son indépendance et sa souveraineté est sans espoir. La peur de la contagion est un puissant moteur de la guerre effrénée qu'il lui livre.

Au temps de Valmy aussi, la croisade des Austro-Prussiens pour rétablir la monarchie en



France devait beaucoup à la crainte que le virus de la liberté, de l'égalité et de la fraternité se diffuse dans tout le continent. Des commissaires à la levée en masse l'expliquaient en ces termes aux volontaires d'une commune de l'Aube : l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse « ne se sont unis contre nous qu'à cause de l'inquiétude que leur donne la marche rapide de notre révolution ; le système de liberté que nous avons adopté les effraye ; ils craignent que les peuples ne partagent notre bonheur ; ils tremblent de voir troublé le sommeil de l'esclavage ; c'est à cause de la tyrannie qu'ils redoutent le voisinage et l'exemple de la liberté. C'est pour river de plus en plus les chaînes de leurs peuples qu'ils entreprennent de nous rendre nos fers ». Mais, ajoutaient-ils, nous continuerons d'avancer « sur les ruines des donjons des antiques oppresseurs ».

Tel est aussi le message que nous délivre l'opiniâtre et courageuse résistance ukrainienne. Dans un monde où s'affirment des autocraties belliqueuses et la loi du plus fort, dans un monde où, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, les collabos poutinophiles ou poutino-compatibles sont légion, vouloir la victoire de l'Ukraine et l'aider à vaincre, c'est défendre ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui vaut de Kyiv à Gaza. N'en déplaise aux campistes hémiplegiques qui refusent de prendre la mesure de l'impérialisme russe. C'est aussi nous défendre car l'Ukraine est aujourd'hui le premier rempart de la sécurité et de la souveraineté française et européenne.

Alors oui, de même que tant de peuples en lutte pour leur émancipation se sont emparés

de la *Marseillaise*, des révolutionnaires russes de 1917 aux jeunes de la place Tien An Men en passant par les républicains espagnols et bien d'autres encore qui se sont reconnus dans son message appelant à combattre les tyrans et les despotes, de même la résistance ukrainienne doit être une source d'inspiration pour tous ceux et toutes celles qui, en Russie et hors de Russie, luttent pour leur liberté.

Avec la Révolution française et la victoire inaugurale de Valmy se leva une espérance pour les peuples alentour, qui gagna ensuite les autres continents et fut retournée contre la « Grande France » et ses aventures coloniales quand la République se fit oublieuse de ses principes fondateurs. En ce temps-là, l'Américain Thomas Paine et l'Allemand Anacharsis Cloots furent tous deux élus à l'Assemblée nationale française car « patriotes étrangers » exemplaires.

En Ukraine aussi, des combattants internationalistes ont rejoint les rangs de l'armée ou de légions étrangères. Certains ont payé leur engagement de leur vie. Parmi la forêt de drapeaux et de photos qui donne, sur la place Maïdan, un aperçu partiel mais spectaculaire du nombre de soldats et soldates morts au combat, des combattants étrangers sont également honorés et un carré français mentionne ceux venus de France.

### **Les mêmes négationnismes et complotismes pour salir la lutte**

La victoire de Valmy à l'issue d'une bataille d'une journée ne fut pas un événement militaire majeur mais l'acte de naissance d'une nouvelle forme de guerre, celle - populaire

et révolutionnaire - d'une nation en armes ne s'autorisant que d'elle-même. Son impact fut immense, suscitant l'enthousiasme des épris de progrès et l'horreur des réactionnaires de tout acabit.

Quelques commentaires de l'époque montrent comment leur défaite fut vécue par ceux qui avaient tenté en vain de faire tourner la roue de l'histoire en arrière. Le général suédois Wolfradt confia au colonel prussien von Messenbach :

Vous allez voir comme la crête va pousser à ces jeunes coqs [...]. L'opinion qu'ils avaient de notre esprit militaire avait baissé; l'opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes avait grandi. Nous avons perdu plus qu'une bataille, nous avons perdu notre renommée.



Pour contrer l'écho de Valmy, se mirent en place des contre-récits visant à en minimiser l'importance et surtout à minorer le rôle de la mobilisation populaire. On commença par dire que cette bataille n'en était pas vraiment une, seulement une très modeste canonnade. On assura qu'une armée de sans-culottes n'aurait jamais pu l'emporter sur la meilleure armée d'Europe s'il n'y avait pas eu complot et trahison. On souligna que si Brunswick avait sonné la retraite c'est qu'il était pressé de participer au partage de la Pologne. On évoqua de sombres manigances de la franc-maçonnerie, présente dans les deux camps. On mit la défaite sur le compte de la dysenterie. On supposa que Danton avait organisé le vol des diamants de la couronne pour acheter l'armée prussienne. On fit et on diffusa toutes sortes de supputations dont





le point commun était que jamais, au grand jamais, les peuples ne sont eux-mêmes auteurs et acteurs de leur histoire.

Contre l'Ukraine aussi, les mêmes ressorts furent activés par le régime poutinien, combinant déni de réalité et mensonges éhontés. Maïdan ne fut pas une insurrection populaire et démocratique mais un putsch ourdi par l'OTAN, les Américains, l'Europe, Georges Soros et tous les russophobes décidés à nuire à la Russie. Le peuple ukrainien, son auto-organisation des semaines durant lors de la révolution de la dignité, sa volonté massivement exprimée, sa solidarité et sa détermination collectives? Un leurre pour masquer le complot des ennemis de la Russie. Le vol de la Crimée? Un juste retour de la péninsule dans son giron historique. La déstabilisation du Donbass avec l'aide des petits hommes verts? Le sursaut spontané de russophones menacés de génocide. La guerre d'agression? Un acte de légitime défense et une fraternelle main tendue de la Grande à la Petite Russie, nations sœurs que rien ne saurait séparer.

D'un siècle à l'autre, les ficelles de la disqualification se ressemblent...

### **Une même fierté de nation prenant son destin en main**

La naissance d'une nation est à la fois une lente gestation, enracinée dans une histoire au long cours, et le fruit de soudaines accélérations où, souvent sous l'effet de la résistance à une guerre injuste, tout se cristallise rapidement. Ce fut vrai pour la France de Valmy. Ça l'est plus que jamais pour l'Ukraine d'aujourd'hui.

Deux nations en armes se sont retrouvées, à deux époques bien différentes, soudées contre une invasion et fières de n'avoir pas plié. Il en coûte mille fois plus cher à l'Ukraine meurtrie, endeuillée, ravagée, pillée et amputée de tant de ses forces vives. Et pourtant, malgré la fatigue, l'usure, le stress permanent, malgré une aide internationale qui n'a jamais été et n'est toujours pas à la hauteur de ses besoins, le pays refuse de capituler et ses habitants tiennent tête au tyran.

Il faudra dire un jour non pas ce que l'Europe doit à la résistance ukrainienne mais ce que l'humanité entière lui doit. *Valmy fut un signal. L'Ukraine est aujourd'hui un exemple.* Nul besoin que tout y soit parfait pour qu'il nous inspire et nous donne du courage.

300 morts côté français à Valmy, des centaines de milliers de tués et de blessés en

Ukraine. Les guerres modernes sont devenues infiniment meurtrières mais la seule chance de gagner une guerre juste en dépit d'un rapport de force défavorable, numériquement et matériellement, reste, comme la longue guerre remportée par les Vietnamiens nous l'a montré, qu'une nation en armes finit pas être plus forte que les B52 et les missiles balistiques, que la solidarité internationale, des gouvernements et des peuples, est vitale.

A Valmy, nos soldats furent plus forts de l'adhésion d'une nation dressée à leurs côtés.

En Ukraine, ceux qui combattent sur le front et ceux qui résistent dans les territoires actuellement occupés sont plus forts des mille canaux de solidarité que toute la société ukrainienne a construits et fait vivre pour eux.





# Carnets de guerre

Antoine Rabadan<sup>1</sup>

## Mélenchon ou comment être de gauche contre la résistance ukrainienne

Parmi les péripéties de la crise de régime que connaît la France, l'été aura été marqué par les propos particulièrement controversés tenus par le dirigeant de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sur la guerre en Ukraine.

Jusqu'ici, depuis le début de la guerre en 2022, cette organisation s'était caractérisée par l'assomption de prises de position ambiguës puisqu'oscillant entre condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine ou votes au Parlement européen en faveur du soutien à ce pays agressé, y compris au nom de son droit à se défendre et à recevoir les moyens militaires pour qu'il en soit ainsi. On avait cependant remarqué que, sur ces votes, Jean-Luc Mélenchon ne s'exprimait pas ou s'exprimait peu sans jamais expliciter s'il était exactement sur la même longueur d'onde que ses député·es européen·es. Par ailleurs, personne ne peut ignorer que LFI ne s'est jamais associée à aucune des mobilisations de rue ni à aucun autre acte, telles des conférences, en soutien à l'Ukraine résistante. Et puis, suite à divers signes, comme le refus des députés européens de voter comme ils l'avaient fait avant, qu'un tournant était en train de se mettre en place chez les Insoumis pour sortir de ces



1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du RESU à Montpellier.

ambiguïtés, les dernières déclarations orales ou écrites tonitruantes de Jean-Luc Mélenchon sont venues marteler, donnant le cap électoral sur le sujet, ce qui serait dorénavant le la, drapeau au vent, de la position de LFI sur la guerre en Ukraine ; à savoir, un appel à la paix qui se place clairement sur les bases politiques et idéologiques exprimées par le dictateur russe entérinant de fait l'appropriation définitive par celui-ci des terres ukrainiennes qu'il occupe.

Le tout est ainsi assorti, dans les propos tenus, d'une vindicte ahurissante contre les fauteurs de guerre que seraient les soutiens militaires de la défense ukrainienne mais, aussi incroyablement que cela puisse paraître, d'une mise en cause en règle, là aussi en écho de ce que dit le satrape russe, du président Zelensky. Cette dernière sortie prend tout son relief de par le silence adopté par le dirigeant insoumis sur ce qu'est, selon lui, la légitimité (on n'ose imaginer l'illégitimité) de Poutine en politique intérieure comme à l'international au vu de la guerre horrible qu'il mène et qui coûte plus d'un million de pertes humaines à son peuple et des centaines de milliers aux Ukrainien·es, dont une grande partie sont des civil·es devenues des cibles militaires<sup>2</sup>; significatives, également, sont les accointances de la Russie, aux fins de réception des moyens de continuer à

2. « 93 % des attaques russes, 40 000 missiles tirés depuis le début sont sur des infrastructures civiles... On a 2 600 attaques sur le système de santé, 3 000 écoles qui sont endommagées; on est donc sur un ciblage systématique [des civils] comme [ont fait les Russes] en Tchétchénie, [...] en Syrie » (Xavier Tytelman, [www.youtube.com/watch?v=rYs8e9\\_Kw20](https://www.youtube.com/watch?v=rYs8e9_Kw20)).

commettre ses crimes contre l'humanité, voire génocidaires, avec des régimes comme la Corée du Nord, l'Iran ou une Chine toujours aussi menaçante vis-à-vis de ce qui pourrait devenir son Ukraine, Taïwan, et plus largement, comme le montrent, comme le montrent ses constantes manœuvres d'intimidation militaire dans la mer de... Chine méridionale vis-à-vis des pays limitrophes. À propos de la Chine, une des principales dirigeantes de LFI, Sophia Chikirou, a publiquement déclaré<sup>3</sup> qu'elle n'accepte pas que le régime de ce pays soit qualifié de dictatorial. Alors, vous pensez, la Russie de Poutine pour laquelle elle, comme d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon, a de longue date les yeux de Chimène...

Ce que ces déclarations dessinent comme ligne d'orientation de la principale organisation de gauche en France pulvérisent, à un moment où se multiplient des menaces internationales de guerre, la capitale notion d'internationalisme et travaillent, plus particulièrement, à l'affaiblissement de la solidarité en cours avec l'Ukraine. Et, par là même contribuent à donner du rapport de force politique et, pour ce qui est de l'Ukraine, mais aussi sans oublier Gaza, militaire à des États totalitaires, autoritaires et néofascistes. Qui plus est, à un moment où les États-Unis, jusque-là soutien, certes, à éclipses et retournements de l'Ukraine, renforcent lesdits États par la stratégie du chaos que son Président peine, au demeurant, à maîtriser (voir

---

3. Voir mon post FB du 4 septembre. Sur ce même post, lire l'article de François Bougon et Fabien Escalona, «L'insoumission s'arrête aux frontières de la Chine», *Mediapart*, 4 septembre 2025.

l'effet boomerang, suite aux taxes douanières subies par l'Inde, du rapprochement de celle-ci avec son ennemi historique chinois), tout en faisant des ravages antidémocratiques dans son propre pays.

Disons-le, il y a une terrifiante irresponsabilité, dans une grande organisation de gauche, à s'assumer suiviste de dirigeant-es qui découpent l'internationalisme pour le dédier, à raison, aux Gazaoui-es mais, du même mouvement, pour le dénier aux Ukrainien-nes! Avec, en résultat, la dévaluation radicale d'une valeur, repère majeur de la gauche, de solidarité internationale qui ne peut en aucune façon s'accommoder, sans pénaliser le soutien tant à l'Ukraine qu'à Gaza, eh oui, à Gaza, et à tout autre peuple, d'être à géométrie variable!

En conclusion, on pourra mesurer la portée du tournant opéré cet été par LFI sur l'Ukraine en relisant l'accord de législature du Nouveau Front populaire que cette organisation avait signé en 2024, permettant d'empêcher l'arrivée au gouvernement de l'extrême droite... poutiniste, et qu'elle renie aujourd'hui:

«Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen.»

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale: défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis

par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix<sup>4</sup>.

Il revient aux militant·es de LFI de voir si le cours actuel de leur organisation n'est pas une course vers l'abîme, celui qui ouvre sur la victoire des néofascismes soutiens de Poutine et de sa guerre en Ukraine et des guerres en Europe de l'Est qui sont dans son agenda...

### 5 SEPTEMBRE

#### Le grand semeur de mort russe rêve d'accéder à l'immortalité...



On savait Trump fêlé du casque, Poutine, lui, bien que moins avancé dans ses délires et autres vulnérabilités mentales, l'est aussi, au vu des massacres auxquels il consent pour continuer à jouir de son pouvoir et de sa richesse de parvenu sans foi ni loi. Mais le voilà qui, tout à son exaltation d'être adoubé vassal de premier ordre par un Xi Jinping en majesté à la tête du mégalomanie militaire de célébration de la Victoire sur les Japonais, s'est pris à rêver d'atteindre l'immortalité...

Vous imaginez un instant les conséquences...? Heureusement que les scientifiques, gardant les pieds sur terre, invitent à rigoler de la dinguerie *poutiniana*. Invitation que nous devons cependant pousser dans le seul sens compatible avec le retour à la paix: au plus vite la mise à mort, politique, et plus si

nécessaire - c'est la guerre, alias l'«opération spéciale», non? Comme il le dit lui-même - de l'assassin hors-norme dont la prétention à l'immortalité se nourrit des mortalités qu'il n'a que trop accumulées.

### 3 SEPTEMBRE

#### L'été des missiles (et des drones) ukrainiens.

La vidéo que je vous mets dans ce post ([www.youtube.com/watch?v=pnnlX6GuuQM](http://www.youtube.com/watch?v=pnnlX6GuuQM)) fait un historique du rôle des missiles dans l'autodéfense ukrainienne face à l'envahisseur néofasciste russe. C'est un document intéressant à plusieurs titres: en premier lieu car il est l'histoire de la réussite des Ukrainien·nes à s'émanciper, certes pour partie, mais cette partie est fondamentale, de leur dépendance incontournable vis-à-vis de l'aide de leurs alliés: aide militaire avant tout car de là dépendait, et dépend encore, que l'Ukraine soit toujours un État indépendant, un peuple indépendant, certes amputé d'une partie de lui-même mis sous domination totalitaire, mais dont l'indépendance se conçoit appelée, pour lui, à s'élargir jusqu'à réintégrer les compatriotes annexés.

Mais les Ukrainien·nes ont vite expérimenté et compris l'insuffisance de cette aide face au déséquilibre du rapport de force entre, d'une part, leur nation ayant tout juste reconstruit, après avoir été tragiquement malmenée lors des premières incursions russes sur son territoire, une armée de résistance et, d'autre part, un État impérialiste ou sous-impérialiste, lourdement militarisé, considéré comme l'une des

4. Page 6 du document publié... par LFI.

principales puissances militaires du monde, affichant ouvertement sa vocation expansionniste et barbare. C'est le courage, l'ingéniosité et la détermination d'une société civile venue en appui des plus actifs, y compris militairement parlant, en faveur de ses soldats qui a permis d'amortir, et de quelle façon, le choc de l'agression de février 2022 et à reprendre du terrain perdu. Et qui permet, à ce jour, à cette société civile de faire front face aux frappes massives qui la ciblent impitoyablement.

Cette intense dialectique du militaire et du civil fait défaut à une Russie arrogante sur une supériorité militaire pourtant sujette à déconvenues sur déconvenues sur le terrain. Ce qui l'amène à opter pour la réduction policière de sa société civile à la passivité politique jusqu'à la transformer en chair à canon expédiée en Ukraine... Cette dialectique civile-militaire ukrainienne, donc, explique, en première instance, comment la résistance à l'envahisseur a empêché celui-ci de parvenir à ses fins, l'occupation de toute l'Ukraine. Et l'oblige à opter pour un médiocre et sans discontinuer grignotage militaire de km<sup>2</sup> sur le front, extrêmement coûteux en vies humaines et en pertes matérielles, et ainsi, impuissance et humiliation de la puissance qu'il croit être, à déplacer son effort vers les attaques rageuses des zones civiles. D'autant plus rageuses que celles-ci lui renvoient l'image, pour lui, qui a «totalitarisé» son peuple, ahurissante, de ce qu'est une société civile mobilisée pour son indépendance nationale et se découvrant, paradoxalement grâce à lui, anti-impérialiste !

Mais, pour revenir à l'objet de la vidéo ci-jointe, sous cet éclairage du rôle essentiel de l'humain civil dans la résistance de l'Ukraine, celle-ci, n'en a pas moins saisi l'importance des moyens militaires à mettre en œuvre pour que, sur le temps long, nécessairement long, cette résistance de l'humain civil se dote d'une main de fer : comme je l'ai dit, les Ukrainien·nes, puissamment soucieux de leur souveraineté, pas seulement contre l'ennemi, mais aussi par rapport à des États alliés, tout compte fait, parfois, velléitaires, parfois versatiles, parfois même, pleutres, lestant les capacités de résistance à coups de lignes rouges à ne pas dépasser et à coups d'armements fournis au compte goutte ou même délibérément non livrés, ont fini par prendre en main, avec implication, là encore, de la société civile, la fabrication de leurs armements. En cohérence avec le primat qu'ils et elles accordent à leur indépendance pour leur autodéfense !

C'est tout cela qui est l'amont de ce que nous montre cette vidéo consacrée à la production domestique de missiles : on savait - les Russes le savent à leurs dépens - que l'Ukraine était devenue une puissance, oui, une puissance majeure dans la fabrication et l'utilisation des drones, la voilà qui, en mobilisant toutes les compétences civiles en la matière, atteint un niveau technologique stupéfiant dans sa propre fabrication des missiles de tous ordres, de croisière, balistiques..., à différentes portées (jusqu'à 3000 km) et avec des charges explosives toujours plus fortes. Cet été, cela a permis à l'Ukraine d'infliger des destructions massives, inédites, dans les structures de

l'économie de guerre russe, ce qui explique les premiers grands revers sur le terrain subis par l'envahisseur depuis 2022. Le plus emblématique, comme évoqué, étant celui du front de Pokrovsk (voir ci-dessous, mon post du 1<sup>er</sup> septembre) qui, excusez du peu, est rien moins que l'objectif central d'une offensive d'été décevant les attentes du commandement russe. La petite musique, en cette fin d'été, de son échec pur et simple se fait de plus en plus audible à travers les failles du triomphalisme propagandiste du Kremlin.

Pour finir, chacun, sauf les pro-russes missionné-es pour répandre de l'intox, comprendra que ce que montre cette vidéo participe d'un gigantesque effort militaire ukrainien comme moyen de la libération nationale, centré, à la différence de ce que fait l'ennemi, sur le ciblage de sites militaires. Sans nécessité, ni volonté d'impacter la société civile russe: signe de la puissance morale et politique, au cœur de sa résilience militaire, d'un peuple qui ne voit en aucun peuple un ennemi !

## 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE

### Situation du front: retour sur la leçon de l'échec de la pénétration russe dans la région de Pokrovsk

En lien avec l'augmentation exponentielle des frappes ukrainiennes, pendant le mois d'août, en territoire russe, visant les centres économiques et, spécialement, les centres de production des flux logistiques vers le front, sur celui-ci les troupes russes sont de plus en plus à la peine.

### À propos de la « percée » de Pokrovsk.

Ce qui s'est passé récemment à Pokrovsk, qui avait été présenté par la Russie, relayé y compris dans les médias occidentaux, comme une percée majeure, a produit, à l'inverse, un effet de compréhension de l'incapacité des Russes à percer.

En effet, je l'ai dit en son temps, je le rappelle, c'est le b.a.-ba de la chose militaire, il y a percée si, et seulement si, la pénétration militaire produite à travers la ligne de front, est exploitée par un afflux de troupes et de moyens permettant ce que la seule pénétration d'un groupe de quelques dizaines de soldats ne peut pas faire, l'effondrement de l'adversaire, en l'occurrence, ukrainien. Et cela non seulement sur la pointe de pénétration mais aussi et surtout sur une large partie de la ligne de front autour de ce point de pénétration. A quoi s'ajoute la nécessité que la ligne élargie de pénétration doit très vite s'enfoncer très profondément en s'élargissant toujours plus et en neutralisant toute tentative adverse de prendre à revers. L'effet de débandade induit du côté des forces bousculées étant la cerise sur le gâteau de la réussite de l'opération.

Or rien de tout cela n'a été possible pour les Russes sur la zone de Pokrovsk. Avec le recul on comprend que de percée, proprement dite il n'y a pas, il n'y a jamais eu. Tout au plus des dizaines de soldats mal équipés, sans grands moyens de déplacement et d'armement, ont en fait été envoyés au casse-pipe pour planter loin, sur les arrières ukrainiens, un drapeau russe et produire un effet de pure com' pour le sommet de l'Alaska où Trump recevait Poutine



afin de laisser accroire au naïf, et nul sur le plan militaire, Président américain que Poutine avait réussi à faire ce qu'il ne fait pas depuis 2022 : poser les bases d'une progression éclair de centaines, voire de milliers de km<sup>2</sup> avec, en filigrane, le mirage d'une dynamique de victoire militaire permettant de faire miroiter au crédule américain, en quête débile de prix Nobel de la paix, une fin prochaine de la guerre à laquelle il aurait contribué. Par la défaite de l'Ukraine.

Plus dure a été la chute puisque la réaction ukrainienne<sup>5</sup> a été foudroyante et n'a laissé aucune chance à la chair à canon du poutinisme : en quelques jours une tenaille s'est refermée sur la troupe «perceuse», orpheline de l'appui logistique et du déploiement de masse d'unités, incontournables pour engager l'effondrement d'une ligne de défense ukrainienne qui, de fait, n'avait été que brièvement déstabilisée.

La leçon de choses de cette séquence de l'opération Pokrovsk russe est sans appel sur la réalité de la puissance militaire de la Russie en Ukraine : elle est une puissance de papier, seulement capable, et c'est une tragique réalité, de produire de la tuerie de masse, des destructions de masse, de la terreur sur l'arrière du front pour faire céder les civils et, par rebond, seulement par rebond, jamais frontalement, espérer affaiblir la résistance militaire ukrainienne ; sans parler de la propagande utilisée à doses maximales, cette arme de surcompensation des impuissances établies par la réalité du terrain militaire, si l'on veut bien ne pas se laisser bernier par l'intox russe et pro-russe.

---

5. [www.youtube.com/watch?v=6PkoMf6xW0E](https://www.youtube.com/watch?v=6PkoMf6xW0E).

Pokrovsk-août 2025 signe bien, à ce jour, l'échec proprement militaire de la Russie à vaincre l'Ukraine et envoie sur les roses fanées de leur indigence politique et intellectuelle les petits télégraphistes du poutinisme que sont les Rimbart et Halimi du *Monde diplomatique*, les Todd, les Sommer, les Baud, etc. qui nous bassinent, inlassablement depuis des mois, sur l'Ukraine qui a perdu la guerre...

Contrecoup de cet échec russe à Pokrovsk, une contre-offensive ukrainienne s'esquisse sur le secteur de Lyman au nord de cette ville<sup>6</sup>.

Je vous mets également cette vidéo de Xavier Tytelman<sup>7</sup>, un spécialiste des questions aériennes et qui suit de près l'ensemble des données de cette guerre tout en se déplaçant régulièrement sur le terrain avec des fournitures de tous ordres aux Ukrainien·nes. Dans cette vidéo il fait un point précis et intéressant sur ce qui permet à l'Ukraine de résister militairement en attendant, et elle est prête à attendre le temps qu'il faudra, de recevoir les moyens nécessaires pour faire reculer les Russes, et leur néofascisme monstrueux, jusqu'à les amener, forcés et contraints, entre autres, à cause du désastre économique que dessine de plus en plus cette guerre chez eux, à dire banco, on arrête les frais.

### **27 AOÛT**

Mélenchon avec ses «angles morts» et la guerre en Ukraine... On se reportera à l'article

---

6. voir ici [www.youtube.com/watch?v=NUPQI1JJdws](https://www.youtube.com/watch?v=NUPQI1JJdws).

7. [www.youtube.com/watch?v=GcfVK9XckF0](https://www.youtube.com/watch?v=GcfVK9XckF0).

de Denis Sieffert, paru dans *Politis*, le 26 août dernier.

## 26 AOÛT

Du Mélenchon en plus policé, manœuvre confusionniste à deux, élections en vue obligent à ratisser large. C'est sur *Mediapart*.

Mathilde Panot a été interrogée, dans une longue entrevue touche à tout, sur l'Ukraine. Je ne vais parler que de ce qui concerne l'Ukraine dans la très longue entrevue de MP. Le plus significatif de ce qui s'avère une tentative électorale d'esquiver les outrances de JLM: la nécessité, selon LFI, de reconnaître le droit de l'Ukraine à la démocratie, sous-entendu, propos en sourdine de JLM, que bafoue Zelensky, qui « ne représentant rien », ne voudrait pas d'élection. Nécessité de tenue d'élections après le cessez-le-feu, donc sans élections dans les territoires occupés. Et validation, dès le cessez-le-feu éventuel, de la partition territoriale de l'Ukraine et du lâchage des Ukrainien·nes de ces territoires: du JLM en service commandé pour Poutine mais adouci façon panotiste. Tu parles de droit international, de garanties pour l'Ukraine, de démocratie...

Bref du JLM en plus policé pour chercher à faire avaler, en catimini, l'infecte pilule poutiniste du chef aux naïf/ves et aux hésitant·es. Les élections approchent en France, Mathilde Panot est, elle, en service commandé de déminage, non pour clarifier, mais pour mettre de la confusion sur le sujet: les duettistes insoumis sont à la manœuvre pour glaner large des votes tant du côté des durs de durs campistes proPoutine

(via Mélenchon) que des soutiens de l'Ukraine rebutés par Mélenchon (Panot qui réaffirme le soutien, jamais vu dans la rue... ou en délégation en Ukraine, de LFI au... peuple ukrainien!).

Mais Mathilde Panot ne tient pas la route sur la fin et sort de son rôle lénifiant en reprenant les contrevérités mélenchonniennes sur l'interdiction des partis d'opposition et les restrictions imposées aux syndicats. Et en finissant par le superbe feu d'artifice sur « Le territoire ukrainien qui a droit aux débats démocratiques » déniés par qui, on vous le demande.

## Retour en 2015

Mélenchon et l'assassinat de l'opposant russe Boris Nemtsov: comparons ses déclarations sur cet assassinat que rapporte le quotidien *Midi Libre* le 4 mars 2015 (et ce que l'on sait de la menace que l'opposant russe représentait pour Poutine).

Boris Nemtsov, principal opposant de Poutine, est assassiné en février 2015. Ce qui provoque l'émotion d'une partie de la population russe et de la communauté internationale.

En 2009, candidat à la mairie de sa ville natale, Sotchi, Boris Nemtsov y dénonce la corruption dans le cadre des Jeux olympiques d'hiver de 2014; il estime que la ville n'était « pas prête à supporter l'immense charge – en termes de construction, d'écologie, de transport et de migration – que constitue l'aménagement des infrastructures olympiques ». Le 23 mars 2009, il est aspergé au visage avec de l'ammoniac, par des inconnus dans la rue. Le 31 décembre 2010, il est arrêté dans le cadre d'une





manifestation illégale à Moscou, et emprisonné pour deux semaines.

Aux côtés d'Alexeï Navalny, il s'affiche comme figure de proue des manifestations qui secouent Moscou pendant l'hiver 2011-2012, à la suite d'élections législatives contestées. Après la réélection de Vladimir Poutine au Kremlin en mai 2012, il continue à dénoncer les dépenses jugées excessives du président et la corruption. Il est élu au parlement régional de Iaroslavl en 2013.

Il prend parti dans le conflit de l'Est de l'Ukraine en organisant plusieurs marches pacifiques en soutien à Kiev. Il affirme notamment que l'annexion de la Crimée est illégale. Selon Ksenia Sobtchak, autre figure de l'opposition, Boris Nemtsov travaillait à un rapport sur la présence de l'armée russe en Ukraine, présence que le Kremlin nie formellement.

## Publication du rapport sur la présence de l'armée russe en Ukraine

Le 12 mai 2015, Iliia Iachine a présenté au siège du parti de l'opposition russe un rapport intitulé «Poutine. La Guerre». Ce texte est donné comme la reconstitution du rapport que Nemtsov, au moment de son assassinat, préparait sur la présence de l'armée russe en Ukraine, présence que Vladimir Poutine et le ministère de la défense nient catégoriquement. Nemtsov n'ayant pas eu le temps d'écrire ce rapport lui-même, on s'est servi de son plan, de notes qu'il avait écrites à l'intention de son assistante et de témoignages anonymes des proches de certains soldats russes morts dans les opérations.

Selon ces témoignages anonymes, les soldats russes, avant d'être envoyés dans le Donbass, étaient obligés de démissionner de l'armée. Le ministère de la défense aurait promis des indemnités financières pour les soldats en cas de blessure et pour leurs ayants droit en cas de décès, mais le versement de ces indemnités aurait cessé en septembre 2014.

**24 AOÛT 2025**

Dédié aux bonnes âmes pacifistes poussant à la paix immédiate en abandonnant les territoires ukrainiens occupés... et leur habitant·es au néofasciste russe.

Ce qui est évoqué dans *Midi Libre*, il y a deux jours, percute un pan décisif de l'argumentaire de celles et ceux qui militent en faveur d'une paix en Ukraine avec concession de territoire de ce pays en faveur de la Russie. Or, faut-il être

borné et irresponsable pour ne pas y penser, sur les territoires occupés par l'envahisseur il y a des gens, des Ukrainien·nes et leur vie est un enfer. Cet article nous en donne un échantillon horrible.

Question : la paix mérite-t-elle que l'on abandonne des gens à un régime néofasciste, au demeurant coupable de crimes de guerre et susceptible d'être visé pour crime de génocide en Ukraine? Le susdit pacifisme ne mérite-t-il pas d'être frappé d'illégitimité à parler de paix dès lors que sa paix acte une guerre cruelle, impitoyable, impunie, faite aux civils livrés aux Russes? Ne mérite-t-il pas d'être accusé de complicité avec l'occupant néofasciste? Et, par là même, de contribuer à banaliser les crimes néofascistes et à ouvrir les vannes d'accès au pouvoir de par le monde aux soutiens néofascistes de la Russie, à favoriser la fascisation du monde?

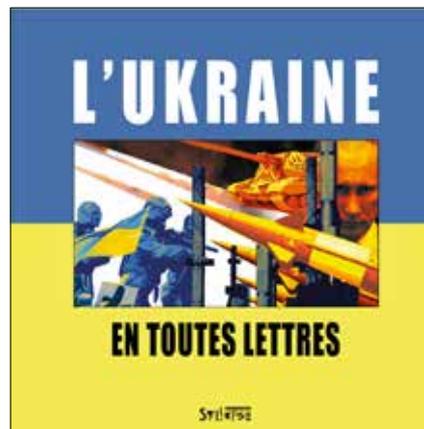
Quand vous entendez parler de paix en Ukraine, prenez garde, vous pourriez être l'objet de tentatives pour vous amener à soutenir le belliciste expansionniste Poutine et ses clones européens. À bon entendeur salut...

Plus de notes du «Carnet de guerre» :  
[www.facebook.com/antoine.de.montpellier](http://www.facebook.com/antoine.de.montpellier)



### Crédit images

Syllepse: p. 6, 7, 13, 71, 134  
Commons: p. 17, 18, 20, 23, 31, 07, 107  
Solidarity Collectives: 37  
Soportal: p. 39  
Bilkis: p. 45  
Soyez comme nous sommes: p. 62  
Comité de Belgique du RESU: p. 74  
Collection privée: p. 76, 77, 78, 80, 81, 84, 87  
Denikalarm. cz: p. 88, 89, 92  
Collection privée: p. 102  
Enhedslisten: p. 120  
Veteranka: p. 127, 130, 135  
KVPU: 128, 129, 131, 132 (Syndicalistes sous l'uniforme)  
Syndicat des militaires LGBTQ+: p. 138  
Sud-Rail: p. 139 (les jumelles ont été fournies par Sud-Rail)  
Révolution française web site, «En route vers Valmy»: p. 141



# BONIMENTEURS ET BONI-MENTEURS\*

\* «Bonimenteur : celui qui argumente habilement pour vendre sa marchandise».

«Boni-menteur : celui qui ment délibérément pour vendre sa marchandise».

# Ukraine : pourquoi LF « I » ment ?

Patrick Le Tréhondat<sup>1</sup>

La France insoumise martèle contre toute évidence que partis et syndicats sont interdits en Ukraine. Tout observateur même distrait ou tout visiteur de l'Ukraine constate facilement que ce n'est pas le cas. Du 4 au 8 août le syndicat étudiant Priama Diia a tenu librement et démocratiquement son troisième congrès en présence d'une soixantaine de délégués. Quelques jours plus tard le syndicat du personnel soignant Soyez comme nous sommes a organisé une conférence syndicale à Odessa. À Lviv, le groupe féministe l'Atelier féministe a tenu une réunion publique le 4 août sur le thème « Qui sont les féministes ? Contre qui et pourquoi se battent-elles ? ». Le 20 août 2025, à Kharkiv, des syndicalistes de la confédération syndicale FPU (3 millions de membres) se sont réunis. Et le 20 août, l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh a tenu à Kyiv, rue Yaroslavska, 35a, une réunion sur la situation des travailleurs dans les infrastructures critiques, notamment en présence de Kateryna Izmaylova du Syndicat des cheminots et des constructeurs de transports d'Ukraine. La tenue du registre des activités quotidiennes des syndicats et partis (et surtout de gauche) en Ukraine serait un travail fastidieux qui remplirait des centaines de pages.



---

1. 25 août 2025.

Mais alors pourquoi LFI ment-elle sur la réalité sociale et politique de l'Ukraine. Pourquoi méprise-t-elle à ce point le prolétariat ukrainien et ses organisations et les mouvements sociaux ?

1/ Pour LFI, la Fédération de Russie est un État anti-impérialiste politiquement « déformé » ou « dégénéré » avec des traits autoritaires. En conséquence, elle peut à la fois la soutenir contre l'impérialisme américain et ses alliés européens et regretter la répression qui frappe certains de ses opposants (choisis par ses soins) et même leur apporter son soutien. Elle peut également déplorer, à l'occasion, l'absence de démocratie dans la Fédération. Mais en dernier ressort, puisqu'elle analyse la situation mondiale en termes d'affrontements entre États et non en termes de lutte de classes, la Fédération de Russie constitue d'abord et avant tout un point d'appui à défendre contre l'impérialisme américain, ennemi unique et principal et qu'il ne faut pas trop affaiblir par des critiques inconsidérées en regard des enjeux internationaux.

2/ Dans ce cadre, le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux ukrainiens ne peuvent pas exister. Car la reconnaissance de leur existence et leurs activités, indépendantes de l'État ukrainien, parfois contre lui lorsqu'il s'agit de défendre des acquis et droits sociaux, obligerait à reconnaître une démocratie sociale ukrainienne mille fois supérieure à la dictature poutiniste. Ce déni de réalité a, par ailleurs, l'inconvénient de tirer un trait d'égalité entre le régime de Kyiv et celui de Moscou en termes de normes démocratiques. L'un et l'autre se valent à cette aune. À la différence près, et essentielle, que

celui du Kremlin s'oppose aux États-Unis alors que celui de Zelensky en est le jouet. Il est par conséquent essentiel d'effacer dans l'équation tronquée le facteur X que constitue l'existence des organisations ouvrières et des mouvements sociaux ukrainiens. Effacement qui permet de choisir raisonnablement la Fédération de Russie contre l'Ukraine et de valider comme légitime ses ambitions coloniales comme forme de résistance anti-impérialiste. Même si dans un sanglot furtif, LFI peut regretter l'agression russe contre l'Ukraine, mais nécessité «anti-impérialiste» fait loi. Même contre la vérité.

## À propos des déclarations de Jean-Luc Mélenchon sur l'Ukraine et Zelensky

### Déclaration du comité français du RESU<sup>1</sup>

Dans son billet de blog en date du 14 août 2025, «En Alaska, le début cruel d'un nouvel ordre du monde», Jean-Luc Mélenchon expose son analyse. Encore fallait-il que l'argumentation développée s'appuie sur des faits établis, non tronqués, sourcés et vérifiés. Ce qui n'est pas le cas. Au contraire, il persiste et en rajoute dans son discours lors des Amfis (université d'été LFI): «Zelensky n'est président de rien».

Il n'est pas du ressort du Comité français du RESU d'interpréter les motivations du rédacteur quant à ses silences sur la réalité de la société ukrainienne et des mouvements sociaux qui s'y développent, résistant sur deux fronts, à l'invasion russe comme aux politiques libérales. Mais il nous revient de ne pas laisser les confusions, *fakes* et mensonges se répandre sans rétablir la réalité des événements et des choses.

### Confusion

L'homme politique expérimenté qui prend le temps d'écrire et rappelle son billet antérieur,

---

1. 28 août 2025.

confond les conférences de Bucarest et Budapest. Puis de la confusion on passe au *mensonge*: «Les dirigeants de l'Union européenne ont accepté le scénario conclu en 2008 à Budapest en faveur de l'annexion par l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, véritable déclaration de guerre à la Russie.» Or, à l'époque comme encore aujourd'hui, c'est l'OTAN qui a refusé l'adhésion de l'Ukraine en son sein. De plus, et jusqu'à preuve du contraire s'il y a annexions, ce sont celles des territoires ukrainiens, imposées par les armes, de façon unilatérale par les Russes. Ces derniers ont fait plus qu'un semblant de «véritable déclaration de guerre», ils font véritablement la guerre à l'Ukraine, à son peuple, menaçant le droit à l'existence d'une nation entière.



## Faux

«Poutine a gagné la guerre», «Elle [l'Ukraine] ne peut plus la gagner». C'est le même discours depuis des années qui est tenu par les adversaires de l'Ukraine, et pourtant, l'Ukraine tient. Elle a libéré dès 2022 une partie du territoire envahi, et depuis fin 2022 les troupes de Poutine n'ont progressé que de 1 %. Les forces sont inégales ? Certes, mais elles l'ont toujours été quand les occupés, les colonisés ont engagé leurs luttes contre l'impérialisme et pour la libération nationale, de Cuba à l'Algérie, du Vietnam aux colonies portugaises... L'acteur politique doit-il simplement commenter du haut de son Olympe ou prendre parti et s'engager résolument contre l'opresseur ?

## Mensonges

Mélenchon écrit «Avoir interdit les syndicats et les partis d'opposition, avoir maintenu Zelensky [*sic*] en place alors que son mandat présidentiel est fini, avoir tenté de sauver les corrompus qui pillent l'effort de guerre, les désertions massives, tout cela a brisé le lien unissant le système Zelensky à son peuple en guerre».

## Mensonge d'abord par omission

Oui, il y a de la corruption en Ukraine, et depuis onze ans un organisme indépendant a été mis en place et fait son travail. Oui, il y a eu une tentative de mettre cet organisme sous tutelle du pouvoir politique en juillet 2025. Mais ce que ne dit pas Jean-Luc Mélenchon, par désintéret du mouvement social, ou le cachant à dessein en considérant la société civile quantité négligeable, c'est que *la tentative a été un échec* parce qu'en pleine guerre, alors que les drones et missiles russes pleuvaient chaque nuit sur les villes ukrainiennes, en plein état d'urgence, il y a eu des manifestations en nombre, non réprimées par la police, une mobilisation auto-organisée des associations, syndicats, des citoyen·nes qui ont obtenu gain de cause avec le retrait de la loi pourtant déjà votée.

Dans la période actuelle, face aux offensives libérales dans le monde, et en France en particulier, cette victoire est exemplaire, doit être connue et non passée sous silence.

Et quel silence, puisqu'il s'agit d'un commentaire sur la rencontre Trump-Poutine, sur l'ampleur de la répression et de la chape de plomb qui s'abat sur toute la société russe, alliance du sabre et du goupillon au nom des valeurs de la

« grande Russie », frappant aussi bien opposants à la guerre, « agents de l'étranger », tenants de la « propagande LGBT ».

### **Mensonges tout court**

*Les partis d'opposition, les syndicats interdits ?* Oui, certains, une dizaine, ceux qui soutiennent ouvertement l'invasion russe. Force est de constater qu'en Ukraine, le principe demeure celui de la liberté syndicale, associative, d'organisation, même parmi les soldat·es. Et ce principe est vécu en pratique : il y a des syndicats qui mènent des luttes, revendiquent, gagnent parfois, que ce soit par la grève, par des rassemblements, devant les tribunaux. Il y a des syndicats dans le monde du travail, chez les étudiant·es, il y a des syndicats de soldat·es LGBT. Le syndicalisme ukrainien bénéficie de la solidarité syndicale internationale, agit auprès de la CES, de l'OIT ; en France, il y a une solidarité matérielle portée par l'intersyndicale, des convois sont envoyés en Ukraine. Les partis politiques existent, qui peuvent critiquer le gouvernement sans crainte de représailles, il en va de même dans les municipalités, les associations. Dans la presse, il y a des controverses, y compris sur la politique militaire.

Les sources d'information existent, notre propre réseau diffuse régulièrement, publiquement tous ces éléments. Pourquoi le taire ?

*Le mandat de Zelensky est fini ?* On peut penser ce que l'on veut de la Constitution ukrainienne, mais la non-tenue d'élections en temps de guerre y est prévue, le mandat est donc en cours de façon constitutionnelle. Et puis, dans quel pays en guerre, avec des millions d'exilé·es,

de déplacé·es, de prisonnier·ères de guerre, et dont un cinquième du territoire est occupé par une puissance étrangère peut-on organiser des élections régulières ?

Pourquoi, Jean-Luc Mélenchon, dont on connaît l'érudition, n'a pas donné tous ces éléments, qu'il ne peut ignorer ?

Pour nous, RESU, qui suivons de près la situation en Ukraine mais aussi en Russie, ce discours fait douloureusement écho à celui que Poutine (et désormais Trump) nous servent sur l'Ukraine depuis le 22 février 2022...

Depuis l'invasion à grande échelle, les bonimenteurs et les boni-menteurs sont légion. On se reportera notamment à Didier Epsztajn, Mariana Sanchez, Patrick Silberstein « L'orchestre des amnésiques, des bonimenteur·euses et des complices joue sa partition », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 16, 24 février 2023 ; et à Patrick Silberstein, « Ni vu ni connu j't'embrouille », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 21, 4 juillet 2023.

BOÎTE  
ALERTE

## « Pologne, Ukraine, Guerre: Reflets », Poème De Czeslaw Milosz

Czeslaw Milosz (1911-2004), écrivain polonais, résistant en Pologne en 1940-1945, Juste parmi les Nations, diplomate en 1948 à Washington puis à Paris, exilé en France puis aux États-Unis de 1951 à 1993, prix Nobel de littérature en 1980, traduit par Vladimir Claude Fišera à partir d'un nouveau volume de ses œuvres publié en anglais sous le titre de *Poet in the New World*, 2025 (« Poète dans le Nouveau Monde »). Extraits parus dans *The Atlantic*, New York, mars 2025.

Une fourmi écrasée et, au-dessus d'elle, des nuages.  
Fourmi écrasée et, au-dessus d'elle, une colonne de ciel d'azur.  
Et, au loin, marqué par ses empreintes bleues, la Vistule ou le Dniepr sur son lit de granit.  
Voilà l'image qui se reflète dans l'eau :  
Une ville en ruine et, au-dessus d'elle, des nuages.  
Une ville en ruine et, au-dessus d'elle, une colonne de ciel d'azur.  
Et au loin, franchissant des seuils bleus, les restes de l'Histoire ou le Printemps du mythe.  
Un campagnol mort et ses scarabées croque-morts.  
Sur le sentier court une joie de sept ans.  
Dans le jardin un ballon aux couleurs de l'arc-en-ciel  
Et des visages qui rient et l'éclat jaune de mars ou d'avril.  
Voilà l'image qui se reflète dans l'eau :

Une tribu vaincue, des croque-morts blindés.  
Le long de la route court une joie millénaire,  
un champ de blé en fleur après l'incendie,  
et le silence est bleu, comme toujours, normal.  
Voilà l'image qui se reflète dans l'eau.

Varsovie 1942-Washington 1948

## Hommage à Czeslaw Milosz, poète dissident, prix Nobel

Niant les entraves que posent des bêtes aux masques humains  
qui viennent écraser le fil lumineux de la parole inédite,  
Czeslaw Milosz qui les a découverts dans les couloirs de l'ambassade  
où l'intrus d'Orient s'est installé, Czeslaw a rouvert la fenêtre condamnée,  
descendu en rappel vers un monde libéré des gardiens.

Claude Vancour

*Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.*

*Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.*

*Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.*

*C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.*

*Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous*



*le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».*